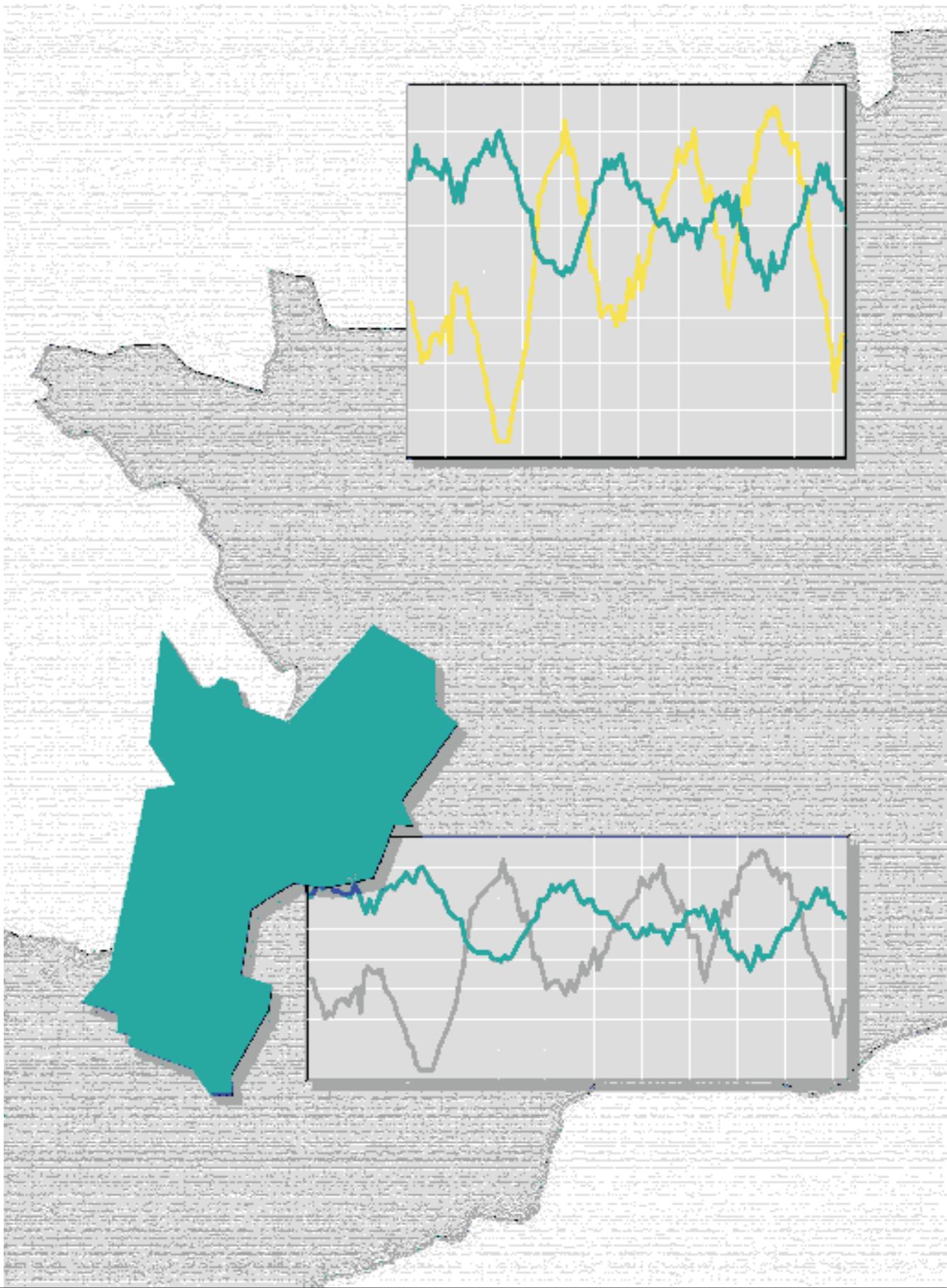


NOTE DE CONJONCTURE RÉGIONALE 2010 - 2011

Juillet 2011



*Ce dossier est issu du rapport conçu en partenariat
avec le Conseil Économique Social et Environnemental Régional (CESER).*

*Il est réalisé par l'INSEE Aquitaine sous la responsabilité
d'Élisabeth NADEAU, chef de projet.*

*Auteurs : Mireille DALLA-LONGA, Florence MATHIO, Thomas TORTOSA,
Yvette WILLM, Nadia WOJCIECHOWSKI*

La synthèse	page 5
<ul style="list-style-type: none">• L'économie française• Les principales tendances économiques en Aquitaine : <p><i>Pour en savoir plus</i></p>	
Les grandeurs de cadrage	page 11
<ul style="list-style-type: none">• Emploi salarié :• Marché du travail• Commerce extérieur <p><i>Pour en savoir plus</i></p>	
Les secteurs d'activité	page 20
<ul style="list-style-type: none">• Agriculture• Industrie• Construction : <p>La place des services dans l'économie aquitaine</p> <ul style="list-style-type: none">• Transports :• Activité commerciale• Tourisme <p><i>Pour en savoir plus</i></p>	
Les statuts d'activité	page 38
<ul style="list-style-type: none">• Économie sociale <p><i>Pour en savoir plus</i></p>	
Les indicateurs statistiques	page 40
Et des comparaisons régionales	

Rédaction achevée le 28 juin 2011

L'économie française sort de récession en 2010, le niveau d'avant-crise n'est pas retrouvé

L'activité se redresse en 2010 dans les économies avancées : la croissance du produit intérieur brut, PIB, atteint +3,0 % après -3,4 % en 2009. L'activité dans les pays avancés continue de bénéficier du dynamisme des pays émergents, qui s'atténue au cours de l'année. La demande intérieure se consolide progressivement, soutenue notamment par les politiques économiques.

Reprise hétérogène selon les pays

La reprise se révèle néanmoins très hétérogène entre les différentes économies avancées, notamment en Europe. Le rythme de la reprise reste modéré au regard du repli de l'activité durant la récession : en 2010, l'activité des économies avancées ne retrouve pas son niveau de 2008.

Des croissances bien différentes

	2006	2007	2008	2009	2010
Économies avancées	3,0	2,7	0,2	-3,4	3,0
Union européenne	3,5	3,2	0,7	-4,1	1,8
Zone euro	3,1	2,9	0,4	-4,1	1,7
Allemagne	3,6	2,8	0,7	-4,7	3,5
Espagne	4,0	3,6	0,9	-3,7	-0,1
France	2,5	2,3	-0,1	-2,7	1,5
Italie	2,0	1,5	-1,3	-5,2	1,3
Royaume-Uni	2,8	2,7	-0,1	-4,9	1,3
États-Unis	2,7	1,9	0,0	-2,6	2,8
Japon	2,0	2,4	-1,2	-6,3	3,9
Pays émergents					
Turquie	6,9	4,7	0,7	-4,7	8,2
Fédération de Russie	8,2	8,5	5,2	-7,8	4,0
Chine	12,7	14,2	9,6	9,2	10,3
Brésil	4,0	6,1	5,2	-0,6	7,5
Inde	9,7	9,9	6,2	6,8	10,4

Sources: Insee, FMI

Croissance du PIB

Source : Insee Références-Économie française - 2011

En 2010, croissance en France

En 2010, l'économie française est à nouveau en expansion : le PIB progresse de 1,5 % en moyenne annuelle, après une chute de 2,7 % en 2009 sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. (Corrigée du nombre de jours ouvrables, la hausse est de 1,4 %). La reprise est néanmoins modérée : fin 2010, le niveau d'activité reste inférieur à celui d'avant la récession.

Du côté de la demande, la reprise s'explique en premier lieu par le fort rebond des exportations, tirées par le commerce mondial. En particulier, la demande en provenance d'Allemagne, premier partenaire commercial, est très dynamique en 2010.

Les ménages consomment

Par ailleurs, la consommation des ménages accélère, même si son rythme de croissance reste inférieur à celui qui prévalait avant la crise, car le pouvoir d'achat est peu dynamique et le taux de chômage se situe à un niveau élevé. Ce redémarrage de la dépense de consommation des ménages (+ 1,3 % en volume, après + 0,1 % en 2009), s'accompagne d'une baisse du taux d'épargne.

La consommation des ménages progresse plus vite que leur pouvoir d'achat : ce dernier augmente de 0,8 % après + 1,3 % en 2009. La hausse du pouvoir d'achat est freinée par la remontée des prix.

L'investissement des administrations chute, la consommation publique ralentit. Aussi la demande des administrations publiques décélère nettement en 2010, après avoir accéléré en 2009 sous l'effet du plan de relance.

Reconstitution des stocks

L'évolution de la demande des entreprises explique l'ampleur du cycle économique en 2009-2010. Après s'être fortement contracté en 2009, leur investissement progresse légèrement en 2010 sous l'effet de la reprise des dépenses en biens d'équipement et en services. Leur comportement de stockage soutient également la croissance en 2010, sans toutefois totalement effacer le violent mouvement de déstockage de 2009.

Tirées par la nette reprise de la demande, interne ou externe, les importations ont rebondi en 2010.

Des créations d'emploi

L'emploi marchand a redémarré en 2010. L'emploi total a gagné 198 000 emplois, qui ne compensent pas encore la perte de 227 000 en 2009. Le taux de chômage s'établit à 9,3 % de la population active en France métropolitaine fin 2010. ■

Reprise par à-coups : coup de frein au second trimestre et rebond attendu au second semestre 2011 En France, un léger repli du chômage

La dynamique de reprise amorcée en 2009 est bien toujours là, mais elle est inégale au cours du temps et sur les territoires. Le fléchissement de l'activité au second trimestre 2011 devrait être suivi par un rebond au second semestre au sein des économies avancées. Les écarts de croissance entre les pays en particulier en Europe seraient encore présents en 2011.

En France, après un tonique premier trimestre (1,0 % de croissance pour le PIB), l'activité devrait ralentir pour arriver à une croissance de 2,1 % sur 2011. Le taux de chômage baisserait légèrement en France métropolitaine à 9,0 % fin 2011, en lien avec le dynamisme de l'emploi.

Fléchissement au second trimestre 2011 dans les économies avancées

Au printemps 2011¹, des signaux d'un fléchissement de l'activité apparaissent dans les économies avancées. Celles-ci subissent depuis plusieurs mois une hausse des prix des matières premières importées, qui pèse sur les coûts des entreprises et sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

En outre, le séisme du 11 mars dernier au Japon a fortement endommagé l'appareil productif du pays, provoquant également des difficultés d'approvisionnement et des ruptures de production dans certains secteurs industriels, notamment aux États-Unis.

Éclaircies au second semestre

Ces chocs sont cependant de nature temporaire : avec la stabilisation attendue des prix des matières premières, l'inflation devrait amorcer un recul d'ici la fin de l'année ; l'économie japonaise devrait renouer avec une forte croissance au second semestre, liée à la reconstruction et à la reconstitution des capacités productives. De façon générale, les perspectives d'activité s'éclairciraient donc dans les économies avancées dans la deuxième moitié de l'année.

Tensions sur les dettes souveraines européennes

Dans la zone euro, les dettes publiques continuent de susciter des inquiétudes. Ainsi, les coûts de financement pour un certain nombre de pays ont nettement progressé depuis avril 2011. Ce contexte incertain pourrait, dans ces pays, générer un certain attentisme des agents privés.

Situation en France et prévisions

(volumes aux prix de l'année précédente, chaînés, données cvs-cjo, variations trimestrielles ou annuelles, en %)

	2009				2010				2011				2009	2010	2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	-1,5	0,1	0,2	0,6	0,2	0,5	0,4	0,3	1,0	0,2	0,5	0,5	-2,6	1,4	2,1
Importations	-6,5	-2,7	-0,3	3,5	1,8	3,4	4,1	-0,7	2,7	1,0	1,3	1,3	-10,6	8,3	6,9
Dépenses de consommation des ménages	-0,1	0,2	0,2	0,8	0,1	0,1	0,6	0,4	0,6	-0,4	0,3	0,4	0,1	1,3	1,2
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,6	0,8	0,6	0,6	0,0	0,2	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	2,4	1,2	0,9
FBCF totale dont	-3,5	-1,9	-1,3	-0,5	-1,2	1,1	0,9	0,5	1,1	1,1	1,1	0,9	-8,8	-1,4	3,8
<i>ENF-entreprises non financières</i>	-5,8	-2,9	-0,9	0,4	0	2,7	1,3	0,9	1,9	1,3	1,2	1,2	-11,9	2,0	5,9
<i>Ménages</i>	-2,5	-1,9	-1,6	-1,1	-0,5	0,1	1,9	0,8	-0,3	0,8	1,2	0,7	-8,8	-1,4	2,7
Exportations	-7,1	-2,6	1,2	0,7	4,7	3,1	2,0	0,3	1,4	1,0	1,4	1,4	-12,2	9,4	5,3
Contributions à l'évolution du PIB (en points de PIB)															
Demande intérieure hors stocks	-0,7	-0,1	0	0,5	-0,2	0,3	0,6	0,4	0,6	0	0,5	0,5	-1,2	0,8	1,7
Variations de stocks	-0,9	-0,4	-0,1	0,8	-0,4	0,3	0,4	-0,3	0,7	0,2	0,0	0,0	-1,2	0,5	1,0
Commerce extérieur	0,0	0,6	0,4	-0,8	0,7	-0,1	-0,8	0,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,1	-0,6
France : situation des ménages															
Emploi total (milliers)													-227	198	225
Salariés secteur marchand non agricole													-332	141	179
													en fin d'année		
Taux chômage BIT Fr métropolitaine (moy)	8,6	9,2	9,2	9,6	9,5	9,3	9,3	9,3	9,2	9,2	9,1	9,0	9,6	9,3	9,0
													moyenne annuelle		
Indice des prix à la consommation														1,5	2,2
Revenu disponible brut des ménages	0,0		1,2		0,6		1,5			1,7		1,6	0,6	2,0	3,3
Pouvoir d'achat du RDB	0,9		1,1		-0,2		0,9			0,4		0,3	1,3	0,8	1,0

Source : Insee - Comptes de la nation

Note conjoncture de juin 2011

prévisions

France : Biens et services - équilibre ressources - emplois

ISBLSM : Institutions sans but lucratif au service des ménages

APU : administrations publiques

¹ Insee Note de conjoncture Juin 2011 - parution 23 juin 2011

France

En France comme dans les économies avancées, le climat conjoncturel, décrit dans les enquêtes de conjoncture, a récemment marqué le pas, et un coup de frein s'annonce sur l'activité au deuxième trimestre : très élevée au premier trimestre 2011 (+1,0 %), la croissance ne s'élèverait qu'à 0,2 % au deuxième. Au-delà du contexte macroéconomique général, ce profil de croissance serait marqué par plusieurs facteurs spécifiques.

Ainsi, au premier trimestre 2011, la croissance française a été en partie soutenue par des facteurs exceptionnels, notamment par des effets de rattrapage à la suite des grèves de l'automne dernier : ces effets se dissiperaient au deuxième trimestre. La consommation des ménages pâtirait en outre du contrecoup de la prime à la casse, tandis que les températures exceptionnellement clémentes freineraient les dépenses d'énergie. La consommation des ménages enregistrerait donc un recul important au deuxième trimestre 2011 : -0,4 %.

Ces facteurs de ralentissement seraient ponctuels et ne remettraient pas en cause la dynamique de reprise, à l'œuvre depuis deux ans : au deuxième semestre 2011, la croissance reviendrait sur un rythme de 0,5 % par trimestre, portée par la hausse de l'investissement et de l'emploi. La construction devrait reprendre de la vigueur.

Dans le sillage des créations d'emploi, les revenus d'activité alimenteraient les gains de pouvoir d'achat des ménages. La consommation des ménages se redresserait au second semestre, en ligne avec le pouvoir d'achat, pour suivre un rythme un peu inférieur à celui observé avant la crise.

Le taux de chômage se replierait légèrement fin 2011 à 9,0 % en France métropolitaine contre 9,2 % au premier trimestre. ■

Cette prévision est entourée de plusieurs aléas. Au-delà des effets temporaires, la faiblesse de l'économie américaine pourrait être plus prononcée et durable qu'envisagé ici. De même, le rétablissement de l'économie japonaise pourrait être plus lent, notamment s'il venait à buter sur des contraintes d'offre dans le secteur de l'énergie. À l'inverse, face à l'amélioration du marché du travail, les ménages français pourraient rompre avec les comportements de précaution qu'ils ont adoptés pendant la crise, et leur consommation progresser plus vivement qu'envisagé dans cette prévision.

La construction du PIB et le passage « en base 2005 »

Les composantes du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) mesure l'activité productive sur le territoire, évaluée au prix de la demande finale. En pratique, il est estimé à partir de la somme des valeurs ajoutées dégagées par chaque secteur institutionnel (entreprises, ménages, administrations publiques, etc.), à laquelle on rajoute les impôts indirects (TVA, TIPP etc.).

Une nouvelle base de comptabilité nationale pour s'adapter aux évolutions économiques : le cas de « l'économie de l'information »

Changer de base consiste à passer en revue l'ensemble des concepts, nomenclatures et méthodes qui fondent la comptabilité nationale, afin de refléter au mieux la réalité économique. L'année de base, ici 2005, devient l'année de référence des données macroéconomiques en volume (PIB, consommation, etc.). Ce changement s'opère notamment au profit de « l'économie de l'information », qui regroupe les biens et services à fort contenu technologique. Celle-ci est désormais mieux identifiée au sein de l'économie nationale.

En 2008, l'économie de l'information représente 6 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie française (soit 95 Md€). Le dynamisme de l'économie de l'information tire structurellement l'économie française. Sa contribution à la croissance de la valeur ajoutée totale en volume est passée de 10 % entre 1980 à 1995, à 20 % depuis, soit 0,4 point par an en moyenne.

L'économie de l'information emploie 900 000 personnes physiques en 2008 (3,4 % de l'emploi total, contre 2,9 % en 1980), à plus de 80 % dans les services. Les salaires par tête perçus par les personnes travaillant dans ce secteur sont en moyenne 1,5 fois plus élevés que dans l'ensemble de l'économie.

En 2010 et début 2011, pas d'embellie sur le marché du travail malgré les créations d'emplois en Aquitaine

L'économie régionale a mieux résisté que d'autres à la crise en 2008 et 2009. Par contre, le redémarrage est hésitant et fragile en 2010 sur certains secteurs. Le commerce, la construction et l'industrie ne sont toujours pas créateurs d'emploi.

La région, dont la dynamique démographique est bien présente, crée en 2010 et début 2011 des emplois salariés dans le secteur tertiaire marchand non agricole.

L'intérim redémarre en 2010, mais accuse un repli début 2011.

Le marché du travail sort difficilement de la crise. Le chômage reste encore à un niveau élevé, fin 2010 et début 2011. Fin mai 2011, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (A, B et C) augmente de 4,2 % contre 3,8 % en France métropolitaine.

Début 2011, les exportations régionales, réactivées en 2010, se replient. Le monde agricole fait face à la sécheresse et à la crise sanitaire due à la bactérie E.coli.

Dans la région, la Dordogne et le Lot-et-Garonne semblent avoir plus de difficultés que les autres départements.

Après deux années de baisse, l'Aquitaine recommence à créer des emplois en 2010. Elle crée 6 000 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles. C'est environ la moitié des emplois salariés perdus du fait de la crise en 2008 (1 800 emplois perdus), mais surtout en 2009 (9 900 emplois perdus). La croissance de l'emploi salarié est soutenue tout au long de l'année par la vigueur des services marchands avec un solde net de créations d'emploi de 8 400 postes. Fin 2010, le nombre d'emplois dans le secteur marchand hors intérim dépasse largement celui de début 2008.

Cette bonne tenue des emplois salariés dans les services marchands est à mettre en lien avec la démographie régionale. Début 2010, l'Aquitaine compte 3,2 millions d'habitants. Sa population croît de 1 % par an en moyenne depuis 1999, sous l'effet principalement du jeu des migrations.

Hausse des effectifs salariés marchands

D'avril 2010 à mars 2011, sur un an, selon les résultats provisoires, la hausse des effectifs salariés serait de 1,0 % en Aquitaine (contre 0,7 % en France sur le même champ).

La construction régionale ne renoue toujours pas avec la croissance d'emploi. Le commerce se redresse.

L'intérim, premier facteur d'ajustement pendant la crise, reprend des couleurs tout au long de l'année 2010 dans tous les départements. Le niveau de début 2007 n'est pas atteint. Par contre, début 2011, il se replie en Aquitaine alors qu'il progresse au niveau national.

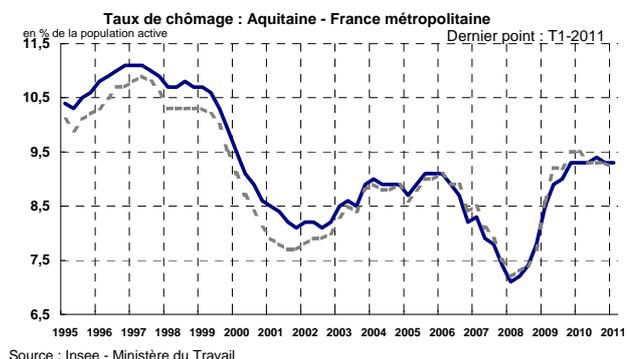
Signe d'amélioration conjoncturelle, les politiques d'accompagnement des licenciements économiques sont moins présentes qu'en 2009.

Un taux de chômage plus élevé qu'au niveau France métropolitaine début 2011

En 2010, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans les catégories A, B et C se poursuit : + 6,7 % sur un an, soit 2 points de plus qu'au niveau national. Cette hausse est de moindre intensité que celle enregistrée au cours de l'année 2009 (+16 %).

Cette hausse se poursuit en 2011 en région. Fin mai 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (A, B et C) augmente sur un an de 4,2 % contre 3,8 % en France métropolitaine.

Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée sont les plus fortement touchés par cette dégradation du marché du travail.



Le taux de chômage s'établit début 2011 à 9,3 % de la population active en Aquitaine, un peu plus élevé que le taux de la France métropolitaine.

Des Aquitains en difficulté

Malgré l'amélioration de l'activité économique, de plus en plus d'Aquitains perçoivent des minima sociaux. Au 31 décembre 2010, 89 400 Aquitains sont allocataires du RSA. Celui-ci concerne indirectement leurs 76 500 enfants et 19 500 conjoints et autres adultes à leur charge. Au total, plus de 185 000 personnes dépendent de cette prestation, soit un peu plus de 7 % des Aquitains de moins de 65 ans (cf. étude CAF-MSA et Insee de juin 2011).

En Aquitaine, un vaste couloir reliant la pointe du Médoc à Agen se distingue par un taux de bénéficiaires du RSA particulièrement élevé. Composée de villes et d'espaces ruraux, cette zone englobe une grande partie du Lot-et-Garonne, l'ouest de la Dordogne, le nord et l'est de la Gironde. Ses villes principales sont Agen, Bergerac, Libourne, Villeneuve-sur-Lot et Marmande.

Dans ce large territoire bordant la Garonne et ses affluents, 9,5 % des 570 000 habitants de moins de 65 ans sont couverts par le RSA contre 6,6 % dans le reste de l'Aquitaine. Ce territoire correspond aux cinq zones d'emploi régionales où le taux de chômage fin 2010 est le plus élevé : il dépasse 10,9 % de la population active.

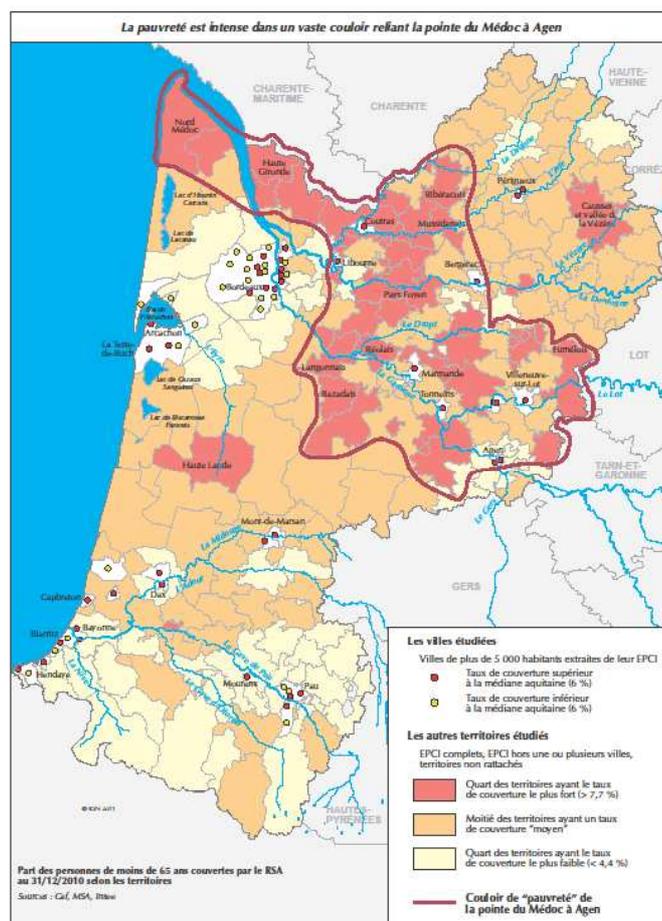
La pauvreté ne se limite pas, bien évidemment, aux frontières régionales. Le « couloir » continue vers la Charente et la Charente-Maritime au nord et le Tarn-et-Garonne au sud-est.

Bonne tenue des vins à l'export

Dans un contexte de progression du commerce international, les échanges extérieurs de l'Aquitaine se sont réactivés en 2010. Néanmoins, les exportations ont nettement moins progressé que les importations. Dans la région, les exportations - avec en tête en particulier les produits de la construction aéronautique et spatiale et les vins - progressent de 10 % en un an, mais sans atteindre le niveau d'avant la crise.

Par contre, elles se replient début 2011 (baisse dans les produits de l'aéronautique et du spatial).

L'agriculture régionale fait face à la hausse des prix des céréales et certaines filières animales (bovins viande et porcine) restent fragiles. Début 2011, la hausse du prix des céréales continue en raison de la sécheresse qui frappe une grande partie de la France et l'Aquitaine en particulier.



Retour de la clientèle touristique étrangère

L'année 2010 se révèle au niveau national comme un bon cru pour le secteur du tourisme, une année de reprise après celle de 2009 marquée par le ralentissement économique. Signe de la reprise économique, la clientèle d'affaires fréquente davantage les hôtels qu'en 2009.

En Aquitaine, le secteur du tourisme résiste bien. Les touristes étrangers sont revenus en 2010. La saison estivale affiche un bilan satisfaisant avec 18,9 millions de nuitées dans les campings et les hôtels. Leur fréquentation progresse de 3,2 % par rapport à 2009, cette croissance est soutenue par la performance record du camping. Avec 14 millions de nuitées enregistrées de mai à septembre 2010 dans les campings, l'Aquitaine se place en 2e position après le Languedoc-Roussillon. ■

Document rédigé le 28 juin 2011

Les comptes des administrations publiques en 2010 : le déficit public atteint 7,1 % du PIB

En 2010, le déficit public s'élève à 136,5 milliards d'euros, soit 7,1 % du PIB, contre 7,5 % en 2009. Il diminue de 6 milliards d'euros, sous l'effet de la reprise des recettes publiques et de la moindre augmentation des dépenses. Les déficits de l'État et des administrations publiques centrales et locales se réduisent, tandis que celui des administrations de sécurité sociale s'accroît.

Le taux de prélèvements obligatoires augmente de 0,5 point (42,5 % du PIB après 42,0 % en 2009). Ce rebond est imputable aux deux tiers à la hausse spontanée, en particulier de l'impôt sur les sociétés et de la TVA.

La part des dépenses publiques dans le PIB diminue légèrement : 56,6 % après 56,7 % en 2009.

Dette publique : 82,3 % du PIB

La dette publique au sens de Maastricht s'élève à 1 591,2 milliards d'euros fin 2010. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,3 points pour s'établir à 82,3 %.

Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays ; c'est à ce titre qu'il est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Mais une partie de cette activité sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué en France par des non-résidents ; à l'inverse, une partie des ressources des résidents en France provient de revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires reçus par des résidents qui travaillent à l'étranger.

C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (impôts versés à l'Union européenne, prestations sociales versées à des non-résidents, ou reçues par les résidents en provenance de l'étranger).

En 2010, le RNB progresse plus rapidement que le PIB en valeur : 2,6 % contre 2,3 %. En effet, les bénéfices réinvestis reçus par les entreprises françaises de leurs filiales à l'étranger sont particulièrement dynamiques. Ils profitent d'un rebond conjoncturel plus fort en moyenne chez les principaux partenaires de la France, après une récession plus marquée en 2009. Le RNDB progresse un peu plus fortement encore (+ 2,7 %) : les transferts de l'État au profit de l'Union européenne diminuent, pour partie en compensation de la hausse des autres ressources communautaires (TVA, droits de douane).

Pour en savoir plus

Notes de conjoncture, Insee, mars 2011 et juin 2011.

Économie et statistiques 438-440 : Aspects de la crise (édition en juin 2011)

L'économie française, Comptes et dossiers, édition 2011, collection Insee Références, juillet 2011.

Consommation : la France dans le haut du tableau européen - Insee première n°1347 - mai 2011.

En 2010, la consommation des ménages soutient la reprise - Insee première n°1354 - juin 2011.

En 2010, la hausse du prix du pétrole amplifie l'inflation - Insee première n°1355 - juin 2011

Les comptes de la Nation en 2010 : La croissance repart - Insee première n°1349 - mai 2011.

Les comptes des administrations publiques en 2010 - Insee première n°1348 - mai 2011

La place du secteur associatif et de l'action sociale dans l'économie - deux dimensions de la vie sociale à l'aune des comptes nationaux - Insee première n°1356 - juin 2011.

En Aquitaine, en 2010, créations d'emplois dans les services marchands et dynamisme de l'intérim Début 2011, création d'emploi avec un ralentissement dans l'intérim

En 2010, le secteur marchand non agricole crée à nouveau de l'emploi salarié en Aquitaine. Ces créations ne compensent qu'à moitié les destructions d'emplois du fait de la crise (11 600 emplois perdus).

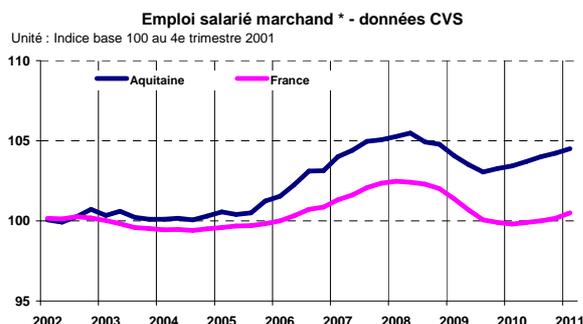
La vigueur dans les activités de services permet ces créations d'emplois. L'emploi intérimaire se montre dynamique tout au long de l'année. Par contre, le commerce, la construction et l'industrie ne créent pas d'emplois sur l'année 2010.

Cette reprise de l'activité n'est pas générale en Aquitaine. En Gironde, dans les Pyrénées-Atlantiques et les Landes, l'emploi salarié marchand non agricole augmente. En Lot-et-Garonne, les effectifs se stabilisent. En Dordogne, l'emploi diminue, les créations dans les services ne compensant pas les pertes dans les autres secteurs.

Début 2011, la progression de l'emploi continue en Aquitaine, mais l'emploi intérimaire accuse un léger repli par rapport au dernier trimestre 2010. En France, l'intérim progresse encore, mais à un rythme plus modéré.

En 2010, après deux années de baisse de l'emploi salarié, l'Aquitaine crée 6 000 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles. C'est environ la moitié des emplois salariés perdus du fait de la crise en 2008 (1 800 emplois perdus), mais surtout en 2009 (9 800 emplois perdus).

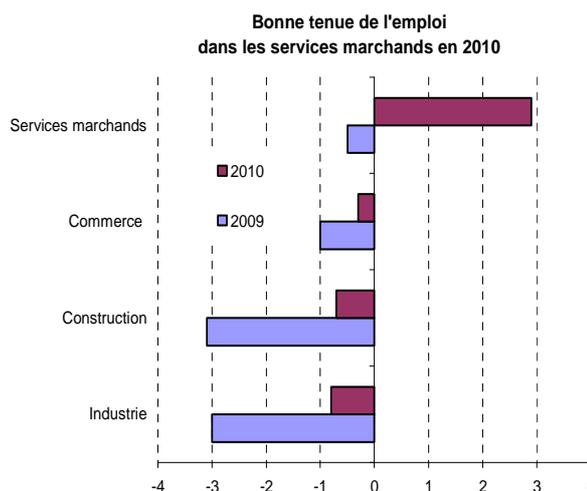
La progression continue début 2011. De mars 2010 à mars 2011, selon les résultats provisoires, la hausse des effectifs salariés serait de 1,0 % en Aquitaine (contre 0,7 % en France sur le même champ). *Le champ de ces estimations est celui de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim, soit 670 000 personnes au niveau régional.*



Source : Insee, Estimations d'emploi
* hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim

Vigueur dans les services marchands

Cette bonne tenue de l'emploi salarié marchand est due tout au long de l'année 2010 à l'activité dans les services. Sans compter l'intérim, le solde net y est de 8 400 emplois.

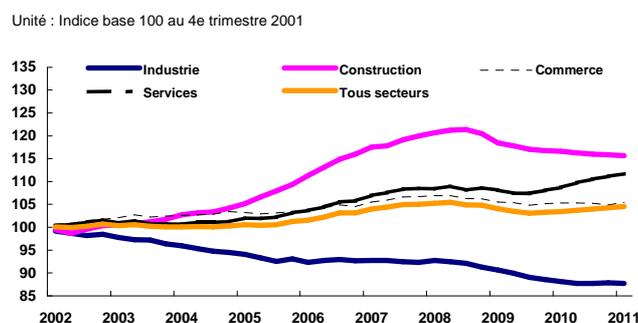


Évolution de l'emploi salarié marchand en 2009 et 2010

Source : Insee, Estimations d'emploi

* hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim

La progression d'emploi dans les services marchands en 2010 est à rapprocher de la dynamique démographique tonique de la région. Les activités artistiques, récréatives et associatives (+ 7,0 %), les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (+ 4,0 %), l'information et la communication (+ 2,3 %), l'hébergement et la restauration (+ 2,1 %) sont les secteurs les plus dynamiques.



Source : Insee, Estimations d'emploi

* hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim

Pas de reprise dans la construction

Dans le commerce, la construction et l'industrie, les effectifs salariés diminuent à un rythme plus modéré qu'en 2009. Le commerce reprend de la vitalité au premier trimestre 2011 et sur les 12 mois glissants de mars 2010 à mars 2011, les effectifs des stabilisent. Dans la construction, les effectifs continuent de diminuer : -0,9 % sur 1 an contre - 1,6 % l'année précédente.

L'emploi salarié dans les secteurs marchands en France poursuit sa hausse au 1er trimestre 2011

Au premier trimestre 2011, le rythme des créations d'emplois est plus soutenu que le trimestre précédent (+58 200 après +48 300). Cette hausse est liée principalement à l'emploi marchand hors intérim (deux fois plus forte que le trimestre précédent : +52 300 après +25 700 au quatrième trimestre 2010).

Sur un an, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands (yc. Particuliers employeurs) a augmenté de 1,1%, soit + 181 700 emplois.

Stabilisation dans l'industrie, reprise dans la construction

L'emploi dans l'industrie est stable ce trimestre (+ 1 300 postes). C'est la première fois depuis le premier trimestre 2001 que l'industrie ne perd pas d'emplois sur un trimestre. Sur un an, l'emploi industriel perd malgré tout 32 800 emplois.

La construction est également orientée à la hausse ce trimestre (+3 000 postes, soit + 0,2 %) après neuf trimestres de baisse.

Tertiaire dynamique malgré le ralentissement de l'intérim

La hausse des effectifs dans l'intérim ralentit ce trimestre (+ 1,0 % après + 3,9 % au quatrième trimestre 2010). Ces salariés sont comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission.

Les créations d'emplois dans le tertiaire hors intérim sont plus nombreuses qu'au quatrième trimestre 2010 : + 48 000 postes (+ 0,4 %) après + 32 800. Au total, le tertiaire crée quasiment autant d'emplois au premier trimestre qu'au trimestre précédent : + 53 900 après + 55 300.

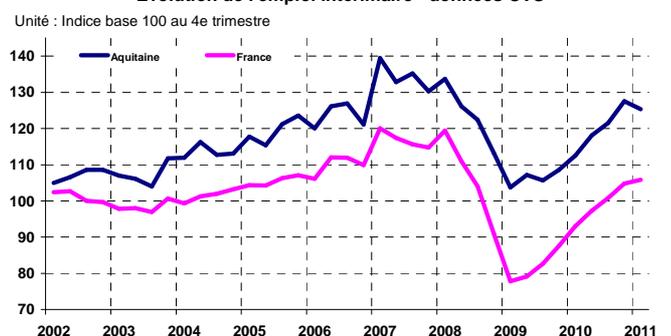
Source Insee Infos rapides n° 144 -9 juin 2011

Repli de l'intérim début 2011, suite à une année 2010 tonique

Signe d'une reprise d'activité, l'emploi intérimaire est reparti depuis le dernier trimestre de 2009. Il se montre actif toute l'année 2010, après une contraction en 2009 (- 4 %). De décembre 2009 à décembre 2010, il progresse de 17 % (20 % au niveau national). Dans la région, 4 100 emplois sont ainsi créés. L'emploi intérimaire progresse dans tous les départements, en particulier dans les Pyrénées-Atlantiques et en Gironde.

Au premier trimestre, l'emploi intérimaire en Aquitaine est en repli.

Evolution de l'emploi intérimaire - données CVS



Source : Insee, Estimations d'emploi

En France, l'intérim continue de progresser début 2011, mais il ralentit par rapport à la fin de 2010.

Des DPAE en plus grand nombre

Les déclarations préalables à l'embauche redémarrent en 2010, et progressent dans tous les départements, en particulier en Gironde où elles résistaient déjà bien en 2009. Début 2011, en janvier et février, elles progressent dans tous les départements, mais en mars la tendance est au ralentissement.

Après une forte baisse en 2009, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi¹ en 2010 augmente en Aquitaine : plus de 11 000 offres supplémentaires en un an. Les secteurs les plus concernés sont le commerce, les services à la personne et l'hôtellerie-restauration.

Chômage partiel

Le nombre de demandes d'heures de chômage partiel² diminue nettement au cours de

¹ Source : Pôle emploi

² Source : Direccte

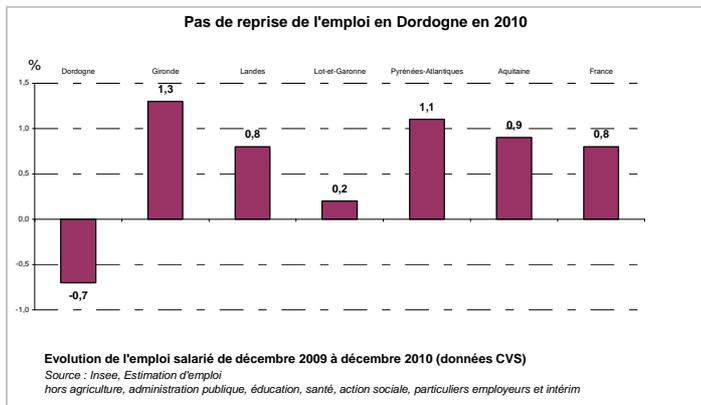
l'année 2010. En 2011, après une nette chute amorcée en avril, il reste à un niveau supérieur à celui d'avant-crise. Ce sont des demandes prévisionnelles, elles ne sont pas obligatoirement suivies d'effet.

En 2011, la construction est le secteur le plus concerné. En 2010, le plus grand nombre d'heures est demandé par la construction aéronautique, la transformation des métaux et la construction.

La Gironde « efface » la crise en termes d'emploi salarié

La reprise de l'activité n'est pas générale dans la région, même si les résultats de l'emploi départemental en 2010 sont partout plus favorables qu'en 2009.

En Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, l'emploi salarié marchand croît à un rythme supérieur à la moyenne régionale. La Gironde est le seul département de la région à enregistrer un solde net de création d'emploi en 2010 (+ 4 400) supérieur aux pertes subies en 2009 (- 2 300). Les Landes affichent une évolution comparable à celle de la région. En Lot-et-Garonne, les effectifs se stabilisent.



En Dordogne, l'emploi diminue encore, les créations dans les services ne compensant pas les pertes dans les autres secteurs. ■

Un chômage persistant en 2010 et plus élevé qu'au niveau national début 2011

En Aquitaine, la situation sur le front du chômage apparaît moins favorable qu'au niveau national.

En 2010, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi aquitains inscrits à Pôle emploi dans les catégories A,B,C se poursuit : + 6,9 % sur un an, soit 1,8 point de plus qu'au niveau national. Cette hausse est de moindre intensité que celle enregistrée au cours de l'année 2009. Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée sont les plus fortement touchés par la dégradation du marché du travail.

En mai 2011, le nombre de demandeurs d'emploi aquitains inscrits à Pôle emploi (catégorie A, B ou C) est toujours en hausse, même si elle est ralentie. Sur un an, ce nombre augmente de 4,2 % (3,8 % en France métropolitaine).

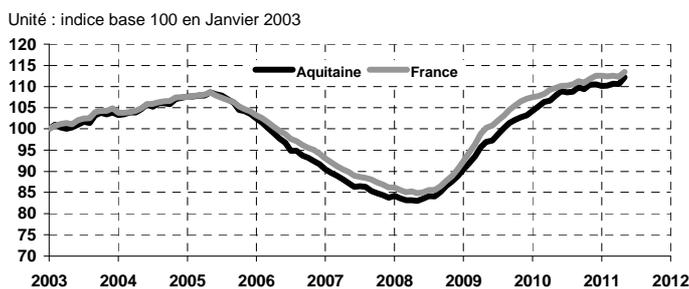
Le taux de chômage régional s'établit à 9,3 % au premier trimestre 2011, plus élevé qu'au niveau national (9,2 % en France métropolitaine).

Les contrats aidés du plan de cohésion sociale augmentent en 2010.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (A, B, C) continue de progresser en 2010 et jusqu'en mars 2011, avec certes une intensité plus réduite qu'en 2009.

En mai 2011, il augmente de nouveau, et sur un an, de mai 2010 à mai 2011, la progression s'établit à 4,2% (3,8 % en France métropolitaine).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie ABC (données CVS)



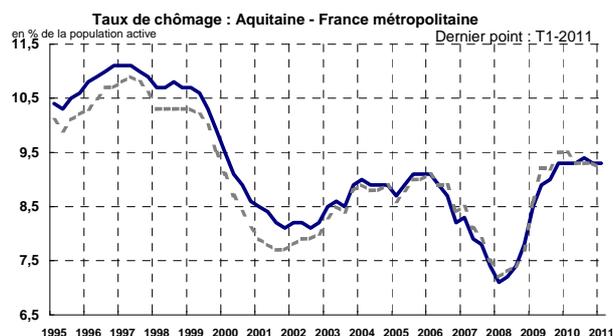
Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Taux de chômage 9,3 %

Il n'y a pas encore d'embellie sur le chômage régional. Le taux de chômage s'établit à 9,3 % de la population active en Aquitaine, au premier trimestre 2011. Il est supérieur de 0,1 point au taux national. Il ne diminue que de

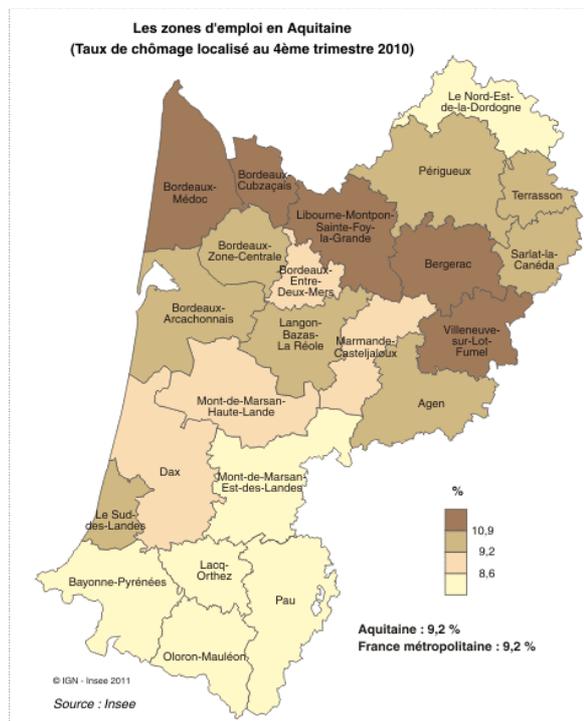
0,1 point en un an alors qu'il baisse de 0,3 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage aquitain avait régulièrement diminué de mars 2006 à mars 2008. Depuis mars 2008, il progresse et semble se stabiliser à son niveau de début 2000.



Source : Insee - Ministère du Travail

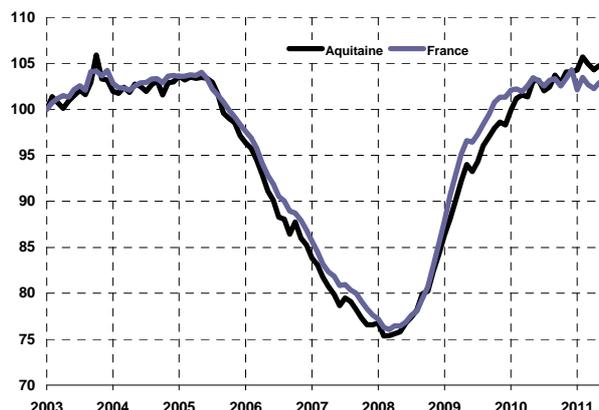
Les territoires sont très inégalement touchés, et sur un arc allant du Médoc jusqu'à Fumel, le taux de chômage atteint ou dépasse 10,9 %.



En mai 2011, en données CVS, 134 100 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A en Aquitaine. Sur un an, cette catégorie de chômeurs augmente de 2,2 % alors qu'elle progressait trois fois plus vite sur l'année 2010 (5,9 %). Au niveau national, elle se stabilise (0,3 %) entre mai 2010 et mai 2011.

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (données CVS)

Unité : indice base 100 en Janvier 2003



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

La population qui augmente davantage dans les inscrits est celle des demandeurs de catégorie B et C, soit des personnes qui ont exercé une activité au cours du mois (+7,9 % entre mai 2010 et mai 2011).

Plus d'un chômeur sur trois inscrit depuis plus d'un an

La situation s'améliore pour les jeunes qui sont encore 31 300 en mai 2011 en catégories A, B ou C (nombre d'inscrits en baisse de 5,7 % sur un an).

Les seniors (50 ans ou plus) sont toujours fortement touchés par la dégradation du marché du travail : + 13,5 % de chômeurs (A, B et C) en un an. Ils sont 40 800 fin mai 2011. Le nombre de personnes inscrites (A, B et C) depuis moins d'un an augmente de 1,1% de mai 2010 à mai 2011 tandis que celui des chômeurs depuis un an ou plus est en augmentation de 10,2 % sur un an. Ils représentent 36,3 % des demandeurs de catégorie A,B,C en Aquitaine

Moins d'inscriptions à Pôle emploi

Pôle emploi en Aquitaine¹ enregistre plus de 300 000 inscriptions en 2010, soit une baisse de 2 % par rapport à 2009. Les secteurs les plus concernés sont le commerce et les services à la personne et à la collectivité qui représentent chacun 17 % des inscriptions de demandeurs d'emploi. Cette proportion reste stable. Une inscription sur dix se fait dans l'hôtellerie – restauration, soit + 4 % en un an. Le principal motif d'inscription à Pôle emploi reste la fin d'un CDD qui représente un quart des inscriptions en 2010. Tous les motifs sont en baisse, principalement les inscriptions suite à un licenciement économique et celles qui font suite à une fin de mission d'intérim. ■

¹ Source : Pôle emploi

Politiques de l'emploi: le nouveau contrat unique d'insertion en 2010

En Aquitaine², les bénéficiaires du contrat initiative emploi dans le secteur marchand et ceux du contrat d'accompagnement dans l'emploi sont plus nombreux en 2010 qu'en 2009. Ces deux mesures constituent les deux déclinaisons du nouveau Contrat Unique d'Insertion (CUI), destiné à aider des publics spécifiques dans leur insertion sur le marché du travail.

Le contrat de professionnalisation connaît une nouvelle embellie en 2010, tandis que les contrats d'apprentissage continuent de diminuer.

Signe d'amélioration conjoncturelle, les politiques d'accompagnement des licenciements économiques sont moins présentes qu'en 2009,

Le 1^{er} janvier 2010, le nouveau «contrat unique d'insertion » (CUI) créé par la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 est entré en vigueur. Il remplace les anciens contrats aidés qu'étaient les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrats d'avenir (CAv), contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA) ou contrats initiative emploi (CIE). Ce contrat prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi. Il donne lieu à une convention conclue entre l'employeur, le salarié et, selon le cas, Pôle emploi agissant pour le compte de l'État, ou le président du Conseil général. Dans un souci de simplification, le CUI est soumis à un certain nombre de dispositions qui s'appliquent quelle que soit la forme, CUI-CIE ou CUI-CAE, sous laquelle il sera décliné.

Secteur marchand : 25 % de CAE supplémentaires en 2010

En 2010, l'emploi aidé dans le secteur non marchand recouvre le CUI-CAE qui permet aux personnes en difficulté d'insertion d'accéder pour au moins six mois à un emploi dont la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à 20 heures. La personne embauchée bénéficie d'actions de formation et de validation des acquis de l'expérience. En Aquitaine, 17 720 contrats ont été saisis et mis en paiement par l'ASP (Agence de Services et de Paiement) en 2010, soit 25 % de plus qu'en 2009 (39 % en un an en moyenne nationale). Parmi les personnes encore

² Source : article Direccte Aquitaine

dans le dispositif à la fin de l'année, neuf sur dix sont inscrites à Pôle emploi, les femmes demeurent majoritaires (67 %) et 43 % sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP.

Secteur non marchand : des CIE en hausse de 11,5 %

Le CUI-CIE vise à favoriser le retour à l'emploi durable des personnes en difficulté d'insertion sur le marché du travail. L'employeur bénéficie alors d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale et d'une aide de l'État déterminée en fonction des actions de formation et d'accompagnement. Ce contrat peut être conclu pour une durée maximale de 24 mois (renouvellement compris).

En 2010, 5 140 contrats ont été saisis et mis en paiement par l'ASP (Agence de Services et de Paiement), soit 11,5 % de plus qu'en 2009 en Aquitaine (CI-RMA compris), contre - 20 % en France métropolitaine en glissement annuel.

Parmi les personnes encore dans le dispositif à la fin de 2010 en Aquitaine, 88 % sont inscrites à Pôle emploi (630 étant inscrites depuis au moins deux ans), 41,6 % ont moins de 26 ans et 56 % ont un niveau de formation inférieur ou égal au CAP ou au BEP.

Un jeune sur trois après le CIVIS accède à un emploi durable

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus en difficulté d'insertion en emploi durable, car sans diplôme ou très faiblement qualifiés. Cette mesure créée en 2005 est mise en œuvre par le réseau des missions locales.

En 2010, 12 300 jeunes sont entrés dans le dispositif, soit 1 500 de plus qu'en 2009. Parmi eux, 40 % ont bénéficié d'un CIVIS dit renforcé, car ils ont terminé leur scolarité avant la terminale ou ils n'ont ni CAP, ni BEP. Au cours de l'année 2010, 11 070 jeunes sont sortis du dispositif, dont le tiers après avoir accédé à un emploi durable (CDI ou CDD d'au moins six mois). A la fin de l'année 2010, 14 850 jeunes sont présents dans le programme.

Des restructurations et leur accompagnement moins massifs en 2010

En 2010, environ 6 000 salariés licenciés pour motif économique ont adhéré à une convention de reclassement personnalisé (CRP), qui leur permet de bénéficier d'un ensemble de mesures et contributions pour un reclassement accéléré. Ils sont 20 % de moins qu'en 2009, année de récession économique. Le nombre de conventions de cellules de reclassements signées, et donc le nombre de bénéficiaires concernés, qui accompagnent les nouvelles

restructurations, sont aussi en diminution dans les mêmes proportions. En revanche, 240 conventions d'allocations temporaires dégressives (ATD) ont été signées depuis le 1er janvier, contre 160 l'année précédente. Elles permettent le versement, aux salariés licenciés pour motif économique et reclassés dans un emploi moins bien rémunéré, d'une allocation destinée à compenser cette différence de rémunération ■

Reprise en 2010 des échanges extérieurs En 2011, repli des exportations aquitaines au premier trimestre

En 2010, le commerce mondial se redresse nettement et la France en bénéficie.

Le commerce extérieur de l'Aquitaine connaît un net sursaut. La région s'empare de la onzième place dans le palmarès des régions françaises à l'export et se maintient au douzième rang à l'import.

A l'exportation, le trio de tête des produits est constitué des produits de la construction aéronautique et spatiale, des boissons et des produits pharmaceutiques. À l'importation, en 2010, les produits pétroliers arrivent en tête suivis des produits de la construction aéronautique et spatiale et ceux de la construction automobile

Les vins de la région se sont vendus de plus en plus vers des marchés lointains tels que la Chine et Hong Kong.

L'Espagne et les États-Unis restent les principaux partenaires de l'Aquitaine à l'import comme à l'export, l'Espagne reprenant la première place au classement des pays clients en 2010.

Au premier trimestre 2011, les exportations régionales sont en repli par rapport au dernier trimestre 2010.

Le commerce mondial, après une chute historique en 2008, se redresse à compter de mi-2009. Entre mi-2009 et fin 2010, il progresse fortement, tiré en particulier par les importations des pays émergents. Il retrouve même son niveau d'avant-crise fin 2010. Il accélère au premier trimestre 2011, une certaine décélération est attendue pour le second trimestre suite à un ralentissement de la demande interne aux États-Unis et en Europe et également à la rupture de la production japonaise de pièces détachées automobiles et de composants électroniques.

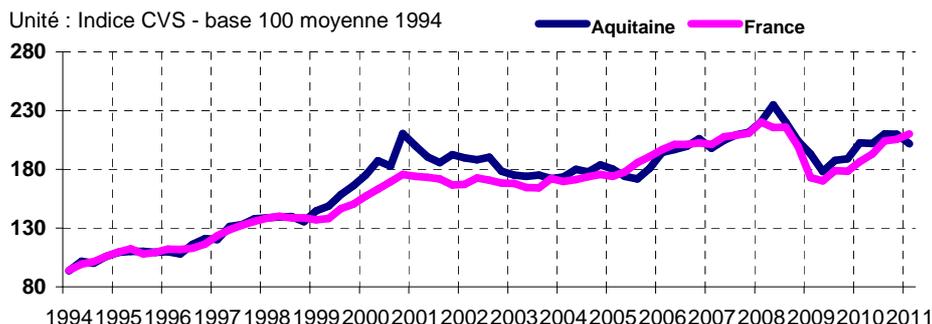
La demande mondiale adressée à la France profite de ce dynamisme (demande en provenance de l'Allemagne notamment). Les importations sont soutenues par la demande interne. En net repli en 2009, le commerce extérieur français redémarre vivement en 2010 avec une augmentation forte des importations comme des exportations. Les échanges restent cependant inférieurs à leur niveau annuel d'avant-crise d'autant qu'ils accusent une baisse de régime en fin d'année.

Performances de l'aéronautique

Les exportations françaises sont tirées par les performances exceptionnelles de l'aéronautique (285 Airbus vendus en 2010), des biens intermédiaires et des biens d'équipement. Les exportations de vins et de céréales sont également bien orientées, ce qui permet de retrouver un excédent agroalimentaire confortable. Celles de produits pharmaceutiques, qui avaient bien résisté à la crise, poursuivent leur progression malgré un fléchissement au cours des trois derniers trimestres.

Les importations rebondissent également. Elles sont portées par le redémarrage des achats de biens intermédiaires, des équipements mécaniques et électriques, ainsi que des véhicules automobiles, dont la hausse est liée à la prolongation du dispositif de primes à la casse. La croissance des importations pharmaceutiques (vaccins notamment) est également soutenue, malgré un fléchissement au second semestre. Du fait principalement de l'augmentation du prix moyen annuel du pétrole et du gaz, la facture énergétique s'alourdit. Elle explique ainsi la détérioration du solde global du commerce extérieur.

Evolution des exportations en valeur (FAB, hors matériel militaire)



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

Augmentation à l'export des vins

L'évolution des échanges extérieurs relevés pour l'Aquitaine en 2010 sont à rapprocher de la reprise constatée pour l'ensemble du pays. En 2010, l'Aquitaine réalise 3,4 % des exportations et 2,5 % des importations nationales. Elle se hisse ainsi au onzième rang des régions françaises à l'export et se maintient au douzième rang à l'import. La région profite de la reprise de la construction aéronautique et de l'embellie sur les livraisons d'Airbus, mais dans des proportions moindres que d'autres régions du fait de sa spécialisation sur les moteurs d'hélicoptères et sur l'aviation d'affaires¹.

Les exportations de la région progressent de 10 % par rapport à 2009, sans pour autant retrouver le niveau atteint avant le choc de la crise économique et financière : 13,3 milliards d'euros en 2010 (14 milliards en 2008).

Les produits de la construction aéronautique et spatiale restent en tête du palmarès des ventes 2010, devant les boissons (essentiellement les vins) qui reprennent la deuxième place aux produits pharmaceutiques.

Hormis les produits pharmaceutiques et les équipements pour automobiles, en léger recul, les principaux produits exportés sont à la hausse : produits de la construction aéronautique et spatiale (+ 9 %), boissons (+ 16 %), produits chimiques de base (+ 8 %), produits de la culture et de l'élevage (+ 9 %), pâte à papier, papier et carton (+ 17 %).

Recul des exportations aquitaine début 2011

Au premier trimestre 2011, les exportations régionales se replient légèrement suite au fort recul des exportations de produits de la construction aéronautique et spatiale et des produits pharmaceutiques.

Forte progression des achats

La reprise des achats s'avère particulièrement forte, avec une hausse de 18 % par rapport à 2009. Leur montant global s'élève à 11,5 milliards d'euros. Les principaux produits importés connaissent des hausses sensibles : les produits pétroliers, les produits de la construction aéronautique et spatiale, les produits de la construction automobile et les produits chimiques de base. La valeur des importations de produits pharmaceutiques marque un recul de 7 %.

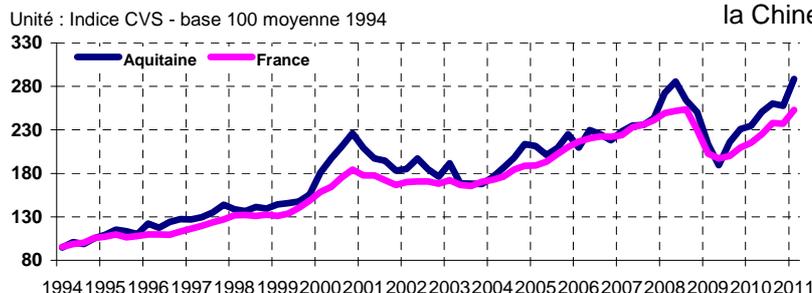
Malgré le nouvel élan des exportations, cette envolée des importations contribue à l'effritement du solde commercial de la région.

Chine et Hong Kong, des marchés pour les vins de Bordeaux

L'Espagne et les États-Unis, dans cet ordre, sont les principaux partenaires de l'Aquitaine à l'export. Environ 58 % des exportations aquitaines s'effectuent à destination de pays de l'Union européenne. Toutefois, les États-Unis, la Suisse, la Chine et Hong Kong figurent au palmarès de ses dix premiers pays clients. D'année en année, la Chine et Hong Kong (*traités comme des territoires distincts dans les statistiques du commerce extérieur*) apparaissent comme des marchés essentiels pour le commerce de vins. Après le Royaume-Uni, Hong Kong et la Chine figurent parmi les principales destinations des exportations régionales de vins, avec des progressions sur ce produit entre 2009 et 2010 qui s'affichent à + 110 % pour la Chine et + 133 % pour Hong Kong. De mars 2010 à mars 2011, la Chine et Hong Kong ensemble représentent 4,9 % des exportations régionales.

L'Aquitaine réalise 62 % de ses importations en provenance de pays de l'Union européenne, même si trois pays tiers se retrouvent parmi ses six premiers fournisseurs : les États-Unis (produits de la construction aéronautique), la Russie (produits pétroliers) et la Chine (articles d'habillement).■

Evolution des importations en valeur (CAF, hors matériel militaire)



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

© Insee

¹ Cf *Directe Aquitaine - APS*

Pour en savoir plus

Emploi et salaires, édition 2011, collection Insee Références - mai 2011.

Une photographie du marché du travail en 2009 - Résultats de l'enquête Emploi - Insee première n°1331- janvier 2011.

Projections à l'horizon 2060 - des actifs plus nombreux et plus âgés. Insee première n°1345 - avril 2011.

En 2010, hausse des créations d'auto-entreprises mais aussi de sociétés. Insee première n°1334 - janvier 2011.

Aquitaine 2040 : vers les 4 millions d'habitants - Le quatre pages Insee Aquitaine n°192 - décembre 2010.

Pauvreté en ville et à la campagne, plus intense de la pointe du Médoc à Agen Aquitaine 2040 - Le quatre pages Insee Aquitaine n°194 - juin 2011.

100 000 travailleurs pauvres en Aquitaine - Aquitaine e publication n°11 - juin 2011.

2010 : des filières animales encore fragiles 2011 : la sécheresse et la crise sanitaire au printemps

En Aquitaine, en 2010, une météo convenable, une vendange de qualité, ainsi que des vins qui se vendent mieux constituent plutôt des bonnes nouvelles pour l'agriculture. Certes, certaines filières animales (bovins viande et porcine) restent fragiles et la hausse du prix des céréales pénalise les industries de transformation et les filières animales.

Début 2011, la hausse du prix des céréales continue en raison de la sécheresse qui frappe une grande partie de la France et la région Aquitaine en particulier.

Vient s'ajouter en juin la crise sanitaire, suite à la contamination par la bactérie E.coli.

Après¹ un début d'année 2010 sans épisodes de gel, le printemps et l'été n'ont pas non plus connu d'averses de grêle

La campagne 2010 est très correcte en céréales à pailles. Un automne chaud, de bonnes conditions de semis, un hiver froid, un été sans pression sanitaire particulière, permettent d'obtenir de très bons rendements. Les surfaces de blé tendre augmentent de 23 % par rapport à 2009 (année difficile au moment des semis). Les rendements obtenus (63 q/ha) produisent un surcroît de récolte de 51 %. Les surfaces en maïs reculent de plus de 7 %, (environ 25 000 hectares), essentiellement en cultures non irriguées.

Prix des céréales toujours en hausse

Depuis début juillet 2010, les cours des céréales ont très fortement augmenté. Le premier facteur déclenchant a été l'annonce par la Russie du blocage de ses exportations de céréales suite à la forte sécheresse qu'elle a connue l'été dernier. En 2008, les déficits de production atteignaient tous les principaux pays producteurs et exportateurs. Les acteurs des marchés sont partagés sur l'orientation des cours à venir. Soit la hausse va se poursuivre, suite aux fortes pluies en Asie du Sud Est et en Australie et à la sécheresse en Amérique du Sud, soit les cours vont progressivement baisser jusqu'à la prochaine campagne si toutefois de nouveaux incidents climatiques majeurs ne surviennent pas d'ici là.

Cette situation pénalise fortement les industries de transformation et les filières animales qui subissent ces fortes hausses sans pouvoir pour autant les répercuter auprès de l'aval.

Début 2011, les cours restent fermes en raison de la sécheresse persistante qui diminue

les disponibilités fourragères et maintient l'inquiétude sur les rendements des prochaines récoltes de céréales d'hiver.

Sécheresse en Aquitaine (juin 2011)

Les températures sont estivales depuis le mois d'avril et les précipitations sont historiquement faibles. Une grande partie de la région est en situation de sécheresse. Par rapport à la normale (pluviométrie mensuelle cumulée entre 1971 et 2000), les stations de Bergerac, Bordeaux-Mérignac, Mont-de-Marsan, Agen et Biarritz-Anglet affichent en 2011 (du 1er janvier au 31 mai) un déficit pluviométrique d'environ 60%. Des pluies plus importantes que d'habitude en novembre 2010 permettent néanmoins aux départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques d'afficher des manques d'eau plus faibles.

A la date du 3 juin 2011, 4 départements aquitains appliquent des mesures de limitation d'usage de l'eau : la Dordogne (4 arrêtés de restriction de niveau 1 à 3 depuis le 6 mai), le Lot-et-Garonne (4 arrêtés de restriction de niveau 1 à 3 depuis le 9 mai), la Gironde (1 arrêté de restriction de niveau 1 depuis le 25 mai) et les Landes (2 arrêtés de restriction de niveau 1 depuis le 26 mai).*

Niveau 1 - mesures limitées (limitation des usages inférieure ou égale à 1 j /7 ou à 15% du volume sur au moins un bassin versant)

Niveau 2 - mesures fortes (limitation des usages supérieure ou égale à 1 j /7 sur au moins un bassin versant mais inférieures à 5j /7)

Niveau 3 - mesures très fortes (limitation des usages supérieure ou égale à 5j/7 jusqu'à restriction totale sur au moins un bassin versant)

Des vins de qualité en 2010, et un marché qui se redresse

Avec 141 000 hectares en production, les surfaces viticoles aquitaines reculent encore de 4 %. Les estimations de récolte sont comparables à celles de 2009.

La campagne 2009/2010 s'est terminée, pour les vins de Bordeaux par une augmentation de 17 % en volume par rapport à la campagne 2008/2009. Les prix, par contre, sont restés sur une tendance baissière : - 8 % en rouge et - 13 % en blanc.

La campagne 2010/2011 démarre mollement. A fin décembre 2010, le cumul des 5 premiers mois de la campagne montre une hausse de 15 % des volumes sous contrats par rapport à la campagne précédente. La reprise des exportations se confirme en ce début de campagne. El-

¹ Cf.. DRAAF Aquitaine - Agreste conjoncture

les sont dopées par la Chine (+ 85 %), Hong-Kong (+ 60 %), la Russie (+ 39 %), le Japon (+ 15 %) et les USA (+ 4 %). La progression reste limitée dans l'Union Européenne (+ 3 % en volume mais - 4 % en valeur).

Dans le Bergeracois, la campagne 2009/2010 s'est terminée de façon satisfaisante, bien que la Dordogne souffre d'un manque de disponibilités. Comme pour les Bordeaux rosé, le marché des Bergerac rosé se développe fortement avec de nouveaux clients. À 797 euros le tonneau, le prix progresse de 5 %.

La campagne 2010/2011 accuse un repli de plus de 11 % sur les 5 premiers mois par rapport à la campagne précédente, à l'exception du Bergerac rosé (+96 %).

Du mieux pour les labels volailles

L'année 2010 semble plus favorable aux productions de volailles sous label que 2009. Les résultats économiques des ateliers se stabilisent, voire augmentent légèrement. Mais des problèmes de concurrence avec d'autres bassins de production, ainsi que la hausse du prix des aliments depuis début septembre, viennent pénaliser la production en fin d'année.

Reprise confirmée pour la filière gras

En 2010, la production de canards gras est supérieure de 3 % par rapport à 2009. Les exportations reprennent et les achats des ménages ont progressé. La hausse des matières premières devient pénalisante pour la production au second semestre 2010. Mais les opérateurs ont mis en place une indexation des prix de reprise et comptent bien la répercuter dès le début de 2011 sur leur clientèle. Dans le circuit court, la production reste globalement stable. La disparition de sites anciens sans repreneur, suite à des cessations d'activité, est compensée par une augmentation des volumes de production chez des opérateurs nouvellement installés. Le marché du foie gras reste ferme. La demande est présente et les stocks sont très réduits. Le développement du marché se fait par des prix plutôt moyens, mais avec une augmentation du nombre de consommateurs.

Bon début de campagne laitière 2011-2012

Le premier mois de la campagne laitière 2011-2012 affiche une collecte et des livraisons en progressions respectives de + 2,9 % et + 5,2 % par rapport au début de la saison 2010-2011. Le prix moyen du lait aquitain atteint 0,335 € TTC/litre, il dépasse de + 11,2 % celui d'avril 2010, mais des disparités persistent (0,306 à 0,345 € TTC/litre selon les départements).

Le médiateur des contrats (nommé le 8 avril 2011 par arrêté interministériel dans la cadre de la LMA pour intervenir en cas de litiges entre les producteurs et les acheteurs) doit remettre un rapport sur la contractualisation laitière d'ici fin juin pour en faire si besoin évoluer la réglementation.

La filière bovins viande fragile et la filière porcine en difficulté

Très dépendante de l'évolution des prix de la viande et des aliments pour bétail, la filière bovins viande reste très fragilisée en Aquitaine. L'effectif régional continue sa lente diminution. Par contre, l'abattage de veaux de boucherie résiste. La production de veaux sous la mère continue de traverser toutes les crises.

Les cours du porc restent stables par rapport à 2009. L'augmentation du prix des aliments, associée à des cours stagnants et une mise aux normes « bien être des truies » des installations pour le 31 décembre 2012 va encore dégrader des trésoreries en difficulté.

Le cheptel ovin diminue globalement, mais l'Aquitaine se comporte plutôt bien grâce à sa filière ovins-lait. La collecte de lait de brebis ne cesse ainsi de progresser depuis 2 ans. En avril 2011, les prix moyens se situent à 0,54 € HT/litre pour le lait de chèvre et 1,02 € HT/litre pour le lait de brebis.

Forte hausse des coûts de production à prévoir

En 2010, la flambée des prix des céréales au second semestre, consécutive à de gros aléas climatiques dans diverses régions de la planète, a eu un impact immédiat sur le prix des aliments pour animaux. De plus, la hausse n'a pas encore été complètement répercutée sur le prix de l'alimentation animale.

En avril 2011, les prix des aliments composés deviennent aussi élevés qu'en 2008, mais leur hausse mensuelle s'essouffle un peu (elle atteint au maximum 1 % pour les aliments destinés aux veaux). Sur un an, leur coût grimpe tout de même de 37 % pour les porcins ; 23 % pour les volailles et les gros bovins ; 20 % pour les veaux, ovins et caprins. La production d'aliments composés baisse en mars car beaucoup d'animaux ont été mis à l'herbe précocement. Compte tenu de la sécheresse qui pénalise la production de fourrages depuis le début de ce printemps, les éleveurs pourraient toutefois utiliser bientôt davantage d'aliments composés en dépit de leurs prix élevés. ■

Juin 2011 : le climat des affaires s'améliore dans l'industrie manufacturière

Au mois d'avril 2011, la production de l'industrie manufacturière augmente légèrement en volume par rapport à mars 2011 (+ 0,2 %). Elle était en baisse en mars 2011 (- 1,1 %).

Du fait d'une baisse de la production énergétique, la production de l'ensemble de l'industrie diminue en avril (- 0,3 %).

Juin 2011 : Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin 2011, la conjoncture industrielle s'est améliorée : l'indicateur synthétique du climat des affaires progresse de trois points. Il reste supérieur à sa moyenne de longue période.

L'indicateur synthétique du climat des affaires



Source :Insee

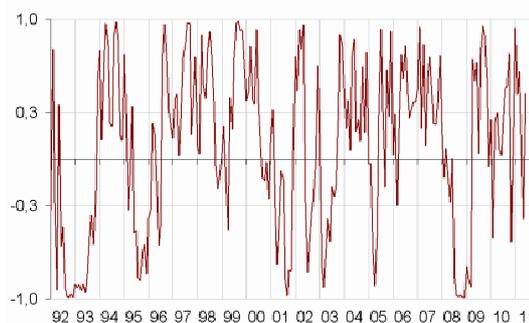
L'indicateur synthétique du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires décrit, en une variable unique, la composante commune des soldes d'opinion sélectionnés. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle. Cette technique permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. Comme pour les autres enquêtes de conjoncture, l'indicateur est normalisé de manière à avoir une moyenne de 100 et un écart-type de 10.

L'évolution de l'indicateur synthétique du climat des affaires résume donc la phase conjoncturelle qui influe sur les différents soldes d'opinion des enquêtes de conjoncture : plus sa valeur est élevée, plus les industriels considèrent que la conjoncture est favorable.

L'indicateur de retournement progresse et se situe désormais dans la zone indiquant une conjoncture favorable.

L'indicateur de retournement de conjoncture



Source :Insee

L'indicateur de retournement de conjoncture

L'indicateur de retournement vise à détecter le plus tôt possible le moment où la conjoncture change d'orientation. C'est une variable qualitative non directement observée. L'indicateur se présente sous la forme d'une courbe, retraçant à chaque date la différence entre la probabilité que la phase conjoncturelle soit favorable et la probabilité qu'elle soit défavorable. Il évolue donc entre +1 et -1 : un point très proche de +1 (respectivement de -1) signale que l'activité est en période de nette accélération (respectivement de nette décélération). Les moments où l'indicateur est proche de 0 sont assimilés à des phases de stabilisation, c'est-à-dire de retour du rythme de croissance de l'activité vers sa moyenne de long terme. Pendant ces phases, les signaux qu'émettent les entreprises sont très variés et ne font donc état d'aucun mouvement prononcé, à la hausse ou à la baisse. La valeur de l'indicateur pour le dernier mois peut être révisée le mois suivant (apport des réponses reçues tardivement), si bien qu'il convient d'attendre au moins deux mois consécutifs pour pouvoir analyser une ample variation comme le signal d'un changement conjoncturel important.

Les entrepreneurs de l'industrie manufacturière estiment que leur activité passée a de nouveau accéléré ; le solde d'opinion correspondant est très supérieur à sa moyenne de longue période. Les stocks de produits finis s'alourdissent, mais sont néanmoins considérés comme faibles. Les carnets de commandes globaux se regarnissent et sont jugés fournis. Les carnets de commandes étrangers s'étoffent également et sont considérés comme bien garnis.

Analyse par sous-secteurs

Industries agroalimentaires

Dans les industries de l'agroalimentaire, l'activité des derniers mois est restée soutenue. Les stocks de produits finis continuent ainsi de se reconstituer et sont désormais jugés normaux. Les carnets de commandes globaux et étrangers sont considérés comme bien fournis. Dans ces conditions, les perspectives personnelles de production progressent et retrouvent leur niveau de longue période.

Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines

Dans les équipements électriques, électroniques, informatiques et machines, l'activité passée est restée dynamique. Les stocks de produits finis s'alourdissent et sont désormais jugés supérieurs à la moyenne. Les carnets de commandes globaux comme étrangers demeurent jugés normalement garnis. Les perspectives personnelles de production se stabilisent à leur niveau moyen de longue période.

Matériel de transports

Automobile

Dans la branche automobile, l'activité passée a de nouveau ralenti. Toutefois, les perspectives personnelles de production augmentent, suggérant que l'activité pourrait s'accélérer au cours des prochains mois. En effet, les stocks de produits finis sont jugés très bas. Par ailleurs, les carnets de commandes globaux, comme étrangers, se regarnissent nettement et sont désormais jugés très fournis.

Autres matériels de transport

Parallèlement, dans la branche des autres matériels de transport, l'activité passée a également ralenti. Au vu des perspectives personnelles de production, l'activité pourrait néanmoins s'accélérer dans les prochains mois. Les stocks de produits finis demeurent jugés bas. Les carnets de commandes globaux restent considérés comme bien garnis. Les carnets de commandes étrangers se dégarnissent toutefois et sont jugés peu étoffés.

Autres industries : chimie, pharmacie....

Dans les autres secteurs de l'industrie manufacturière, les secteurs du textile et de la chimie présentent des profils assez voisins. L'activité passée est restée soutenue et a même accéléré par rapport à mai. Les stocks de produits finis continuent de se reconstituer et sont désormais proches de leur niveau de long terme. Les carnets de commandes globaux se regarnissent et sont jugés étoffés. Les carnets de commandes étrangers s'étoffent également dans le textile, et sont jugés, comme dans la chimie, bien fournis. Dans ces conditions, les perspectives personnelles augmentent, suggérant que l'activité resterait soutenue au cours des prochains mois.

A contrario, dans les secteurs du caoutchouc et de la métallurgie, l'activité passée a ralenti. Au vu des perspectives personnelles de production qui se replient, l'activité pourrait encore ralentir au cours de prochains mois. Les stocks demeurent jugés faibles dans le caoutchouc et s'alourdissent nettement dans la métallurgie. Les carnets de commandes globaux sont considérés comme étoffés. Les carnets de commandes étrangers sont également jugés fournis, bien qu'ils se dégarnissent un peu dans le caoutchouc.

Source : Insee - 22 juin 2011

Le secteur de la construction se redresse en 2010, mais la situation reste difficile pour les travaux publics

En 2010, en Aquitaine, l'activité dans la construction se redresse, mais des difficultés persistent.

Les autorisations de construire des logements neufs repartent à la hausse, mais les mises en chantier fléchissent encore un peu. Le début de l'année 2011 présente une nette reprise du secteur.

Leur commercialisation confirme leur progression en 2010 et les délais d'écoulement des stocks se sont nettement réduits.

Pour les locaux non résidentiels, les surfaces autorisées et les mises en chantier présentent un repli surtout fin 2010 et début 2011.

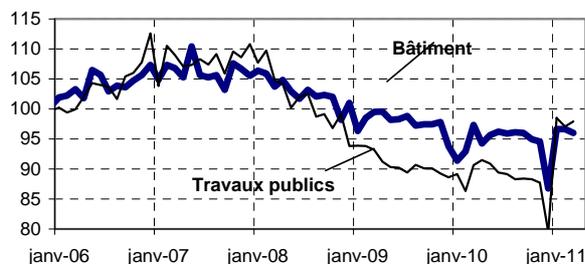
La situation reste difficile pour les travaux publics en 2010.

En France

Au-delà d'effets ponctuels dans les travaux publics, le secteur de la construction se redresse ¹

Indice de production de la construction - France

Indice cvs-cjo base 100 en 2000 Dernier point : mars 2011



Source : Insee

Dans le secteur de la construction, la production s'est de nouveau contractée au quatrième trimestre 2010. Cette contraction est principalement imputable au net repli de l'activité dans les travaux publics, pénalisée par les mauvaises conditions météorologiques. Au premier semestre, la production dans la construction augmenterait donc légèrement, pour la première fois depuis trois ans.

L'investissement des ménages en logement est reparti à la hausse au second semestre 2010, dans le sillage des mises en chantier. Il continuerait de progresser au premier semestre 2011.

Au dernier trimestre 2010, une croissance un peu moindre qu'attendue en décembre.

La production au quatrième trimestre a été perturbée par des conditions climatiques difficiles en décembre : dans les travaux publics mais aussi dans la fabrication de matériaux de construction, l'activité s'est fortement contractée en décembre.

Les conditions météorologiques difficiles au quatrième trimestre ont entraîné un recul de l'investissement en construction. Ainsi, les dépenses en bâtiment et travaux publics des entreprises ont baissé de 2,9 %, contre - 1,0 % anticipé en décembre.

Reprise pour les logements autorisés et les mises en chantier

En 2010, 420 800 logements ordinaires² sont autorisés à la construction en France. Ce nombre augmente de 17 % par rapport à l'année précédente. Cette progression est de même ampleur dans les secteurs du collectif et de l'individuel (+ 17 %).

Avec 324 900 logements ordinaires en France en 2010, les mises en chantier augmentent légèrement de 3 % par rapport à 2009. La progression est un peu plus importante pour les ouvertures de chantiers de logements collectifs (+ 4 %) que pour celles de logements individuels (+ 2 %).³

En Aquitaine

Les autorisations de construire des logements neufs repartent à la hausse

En 2010, avec près de 28 470 logements, les autorisations de construire repartent à la hausse avec + 12 % par rapport à 2009. En France, cette augmentation a été plus importante (+ 17 %). Fin avril 2011, la variation en année glissante confirme une nette reprise (+ 24 %).

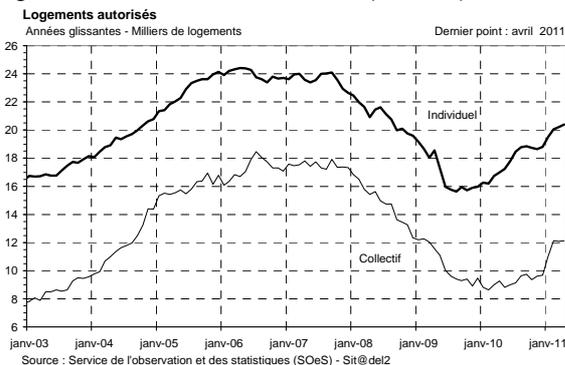
Le secteur du logement collectif enregistre une faible progression : + 2 % avec 9 670 unités totalisées en 2010. La région reste en retrait par rapport au niveau national (+ 17 %).

¹ Extrait de Notes de conjoncture Insee Mars 2011

² Ne sont pas compris les logements en résidence.

³ Source : Sit@del2, SOeS

Avec 18 800 autorisations, le secteur du logement individuel est dynamique puisqu'il augmente 18 % par rapport à 2009, alors que le rythme est légèrement inférieur en France (+ 17 %).

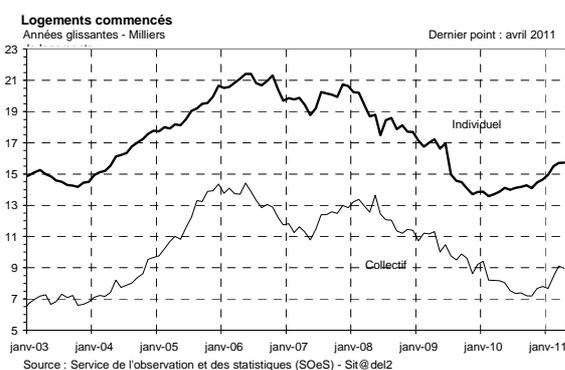


Un peu de retard pour les mises en chantier

Plus de 22 440 logements ont été mis en chantier fin 2010 ; la baisse se poursuit cette année encore en Aquitaine (- 3 %) alors que le rythme s'est inversé au niveau national (+ 3 %). Pourtant en avril 2011, la variation en année glissante présente une bonne reprise du secteur aquitain (+ 12 %).

Les ouvertures de chantiers de logements collectifs entraînent, seules, le secteur dans ce repli (- 15 %) avec 7 800 unités fin 2010. Le niveau national est plus robuste (+ 4 %).

Pour le logement individuel, les mises en chantier augmentent plus vite en Aquitaine (+ 6 %) qu'en France (+ 2 %) et totalisent 14 640 unités en 2010.



Commercialisation des logements neufs : les ventes confirment leur progression en 2010

En 2010, près de 6 600 logements ont été vendus, soit une progression de 13 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de ces ventes place favorablement l'Aquitaine par rapport à la France métropolitaine (+ 9 %).

Les ventes d'appartements progressent de 12 % en 2010 par rapport à l'année précédente et celles des maisons de 18 %.

Les logements mis en vente repartent à la hausse en 2010 (+ 31 %) mais le rythme est plus soutenu au niveau national (+ 41 %).

La progression est aussi importante pour les appartements (+ 31 %) que pour les maisons (+ 30 %).

Sur l'année 2010, les stocks disponibles à la vente se réduisent de 32 % pour les appartements et de 4 % pour les maisons.

Les délais moyen d'écoulement des stocks poursuivent leur baisse en 2010 : un peu moins vite pour les appartements aquitains (5,5 mois) qu'en France (6,5 mois) mais au même rythme pour les maisons (8,3 mois).

Commercialisation de l'ensemble des logements neufs

	2009		2010		Evolution 10/09 en %	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
Mises en vente	4 446	77 506	5 804	109 575	30,5	41,4
Ventes (ou réservés)	5 842	105 954	6 577	115 051	12,6	8,6
Stock de logements proposés à la vente	3 787	69 352	2 768	59 039	-26,9	-14,9

Source : SOeS, enquête sur la commercialisation des logements neufs

Locaux non résidentiels : repli des mises en chantier et des surfaces autorisées

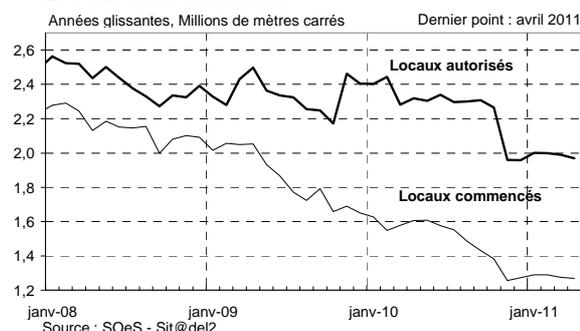
En 2010, près de 2 millions de mètres carrés de locaux ont été autorisés en Aquitaine, soit un niveau en recul par rapport à celui de 2009 (- 19 %). Fin avril 2011, la variation en année glissante confirme cette tendance à la baisse (- 15 %).

Sur l'année 2010, certains secteurs affichent un net repli comme les entrepôts (- 49 %), les exploitations agricoles (- 47 %) et l'industrie (- 36 %).

À l'opposé, les surfaces autorisées des locaux du services publics augmentent de 10 %, entraînées par les secteurs de la santé (+ 48 %) et des ouvrages spéciaux (+ 45 %).

Les locaux pour l'hébergement hôtelier ont également étendu leur surface (+ 50 %), ainsi que les bâtiments commerciaux (+ 31 %) et de l'artisanat (+ 14 %). Stagnation pour les surfaces de bureaux.

Locaux non résidentiels



Avec 1,3 million de mètres carrés de bâtiments non résidentiels fin 2010, les mises en chantier enregistrent une baisse de 23 % par

rapport à 2009. En année glissante, fin avril 2011, cette tendance se confirme (- 21 %).

En 2010, le recul affecte tous les secteurs exceptés ceux de l'artisanat (+ 44 %) et des commerces (+ 9 %). Le repli le plus important est enregistré pour les exploitations agricoles (- 68 %) et les entrepôts (- 28 %).

Les surfaces mises en chantier diminuent également de 4 % pour les services publics ; plus particulièrement pour les loisirs (- 89 %) et l'action sociale (- 51 %).

Travaux publics en Aquitaine : baisse du chiffre d'affaires en 2009 et 2010.

Fin 2009, le chiffre d'affaires des travaux publics aquitains de 2,5 millions d'euros augmente de 8,6 % pour la région par rapport à l'année précédente. Il baisse en moyenne de 4,4 % pour la France entière.

Le chiffre d'affaires du secteur des terrassements a fortement augmenté par rapport à 2008.

Travaux publics

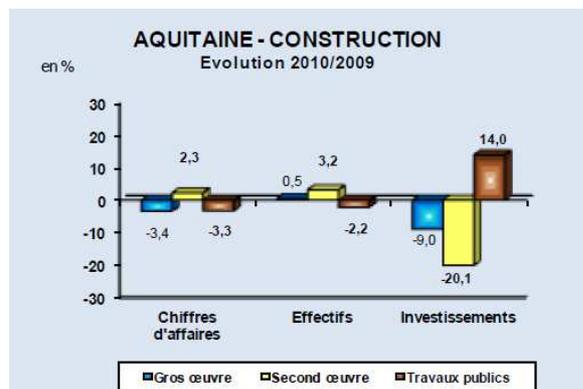
Répartition du chiffre d'affaires aquitain en 2009

	2009		Evolution 2009/08	
	Millions d'euros	en %		
Travaux routiers	35	-3		
Adduction d'eau, assainissement	18	-6		
Terrassements	23	63		
Réseaux électriques	9	5		
Ouvrage d'art et équipement industriel	9	23		
Fondations spéciales, travaux souterrains, travaux maritimes et fluviaux	4	-13		
Voies ferrées	1	9		

Source : Fédération et Syndicat des Travaux Publics d'Aquitaine

La situation reste difficile pour les travaux publics en 2010

Après le retrait de 7 % observé en 2009, le chiffre d'affaires de l'ensemble du BTP enregistre en 2010 une érosion de l'ordre de 1 %, dans le droit fil des



anticipations des chefs d'entreprises.

Source : Banque de France

Dans les travaux publics, le ralentissement de l'activité perd de son intensité mais se poursuit dans un contexte de demande hésitante, sur les marchés publics comme pour les offres du secteur privé.

Dans l'ensemble, les entreprises du BTP ont maintenu le niveau de leurs effectifs en 2010, les embauches dans le bâtiment venant compenser la diminution des emplois salariés dans les travaux publics.

Les entreprises aquitaines du bâtiment poursuivent la réduction de leurs dépenses d'investissements dans les mêmes proportions que l'an passé ; parallèlement un rebond est observé dans les travaux publics. Pour 2011, les projets d'investissements se développent.

En 2010, les constats des chefs d'entreprises du BTP sur leur rentabilité d'exploitation sont identiques à un an d'intervalle : la moitié d'entre eux font état d'une dégradation de leurs résultats, l'âpreté de la concurrence et le renchérissement du coût des approvisionnements pesant lourdement sur les marges. Plus encore que dans le bâtiment, la situation est jugée préoccupante dans les travaux publics.

L'amélioration attendue des carnets de commandes pour 2011 dans le bâtiment recouvre une progression de l'activité plus marquée dans le gros oeuvre que dans le second oeuvre. La faiblesse de la demande dans les travaux publics génère des prévisions de chiffres d'affaires réservées. Près de 9 dirigeants sur 10 du BTP estiment que la rentabilité de leurs affaires en 2011 devrait se maintenir à son niveau actuel ou s'altérer encore. Dès lors, l'emploi salarié, préservé en période difficile, resterait globalement stable à court terme.⁴

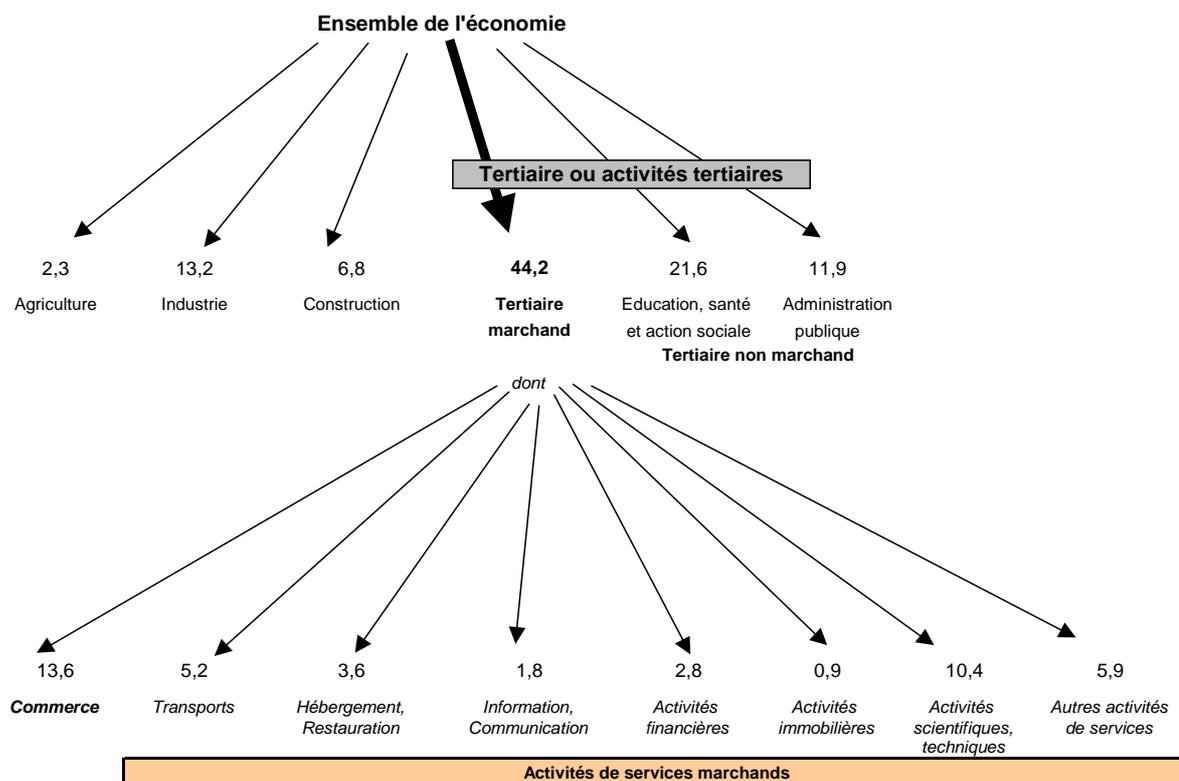
En France, selon les entrepreneurs interrogés en avril 2011, le climat conjoncturel s'est nettement amélioré dans les travaux publics, au premier trimestre 2011. L'activité s'est nettement redressée sur la période récente. Selon les entrepreneurs, l'activité de ces derniers mois est remontée bien au-dessus de sa moyenne de longue période. Ce rebond serait notamment lié à un effet de rattrapage, à la suite des mauvaises conditions climatiques du 4^e trimestre 2010. Il s'atténuerait quelque peu au cours des trois prochains mois au vu des anticipations. Les contraintes de production restent à un niveau très bas : seules 10 % des entreprises déclarent être contraintes par une insuffisance de main-d'œuvre.⁵

⁴ Extrait : Banque de France, les entreprises en Aquitaine - février 2011.

⁵ Extrait : Insee – Informations rapides avril 2011 – enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics

La part des services dans l'économie aquitaine

en % d'emploi salarié au 01/01/2009



Source : Insee - Estimations d'emploi localisées

Plus de voyageurs dans les airs et sur les routes, moins de voyageurs dans les TER aquitains en 2010

Le trafic routier de marchandises reprend de la vigueur

En France, les transports de marchandises et de voyageurs ainsi que la circulation routière augmentent en 2010. Le transport intérieur de voyageurs augmente en 2010 plus fortement qu'en 2009. La circulation des voitures particulières s'accroît. Le transport collectif augmente faiblement, tandis que les transports ferrés sont au même niveau qu'en 2009. Le transport aérien intérieur poursuit sa baisse entamée en 2008.

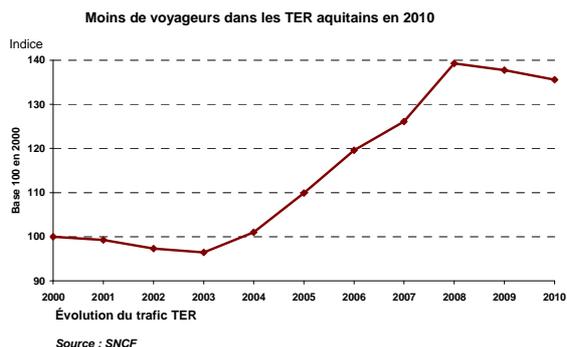
En Aquitaine, le trafic voyageurs en 2010 reprend des couleurs dans les airs, en particulier sur l'aéroport de Bordeaux avec sa nouvelle aérogare low cost « Billi » et sur les petits aéroports de Périgueux et Agen. Sur les routes, le trafic en voitures particulières progresse. Les TER aquitains continuent à perdre des voyageurs en 2010, suite à l'environnement économique, mais aussi à cause de mouvements sociaux et de travaux sur les voies.

En 2010, la fréquentation des trains express régionaux (TER) diminue de 1,6 % en nombre de voyageurs*kilomètres. Déjà en 2009, elle avait baissé de 1,1 %.

Moins de voyageurs dans les TER

La fréquentation des cinq liaisons TER les plus importantes en trafic reste stable. Les liaisons Pau-Oloron, Bordeaux-Pointe de Grave et Bayonne-Saint Jean-Pied-de-Port enregistrent les plus fortes diminutions de fréquentation (entre - 17 % et - 22 %).

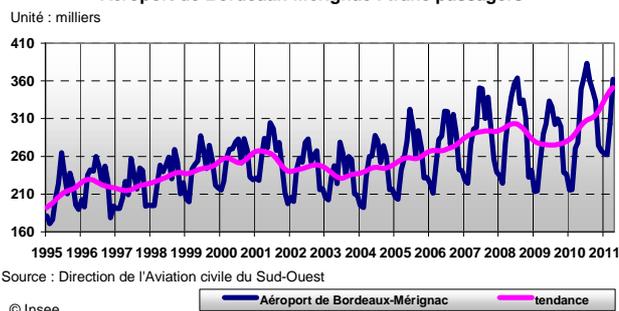
Les raisons de cette baisse pour la seconde année consécutive sont multiples : en particulier les nombreux mouvements sociaux au cours de 2010, un volume de travaux sur les voies important, mais aussi le contexte économique défavorable en cette période de crise et d'augmentation du chômage.



« Billi » depuis juin 2010

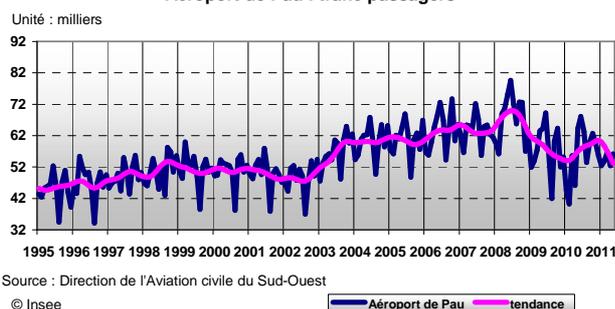
Le nombre de passagers locaux des aéroports aquitains s'élève en 2010 à 5,6 millions, soit une augmentation de 5,4 % par rapport à 2009. Les résultats des aéroports régionaux de début 2011 confirment ces orientations à la hausse. Les deux tiers de ce trafic proviennent de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Son trafic 2010 augmente de 10 % grâce à une hausse des passagers internationaux de 34 % alors que le nombre de passagers nationaux baisse de 0,5 %. Huit nouvelles liaisons internationales (Malaga et Québec) dont 6 à bas coût (Birmingham, Bologne, Cork, Édimbourg, Milan et Copenhague) et une liaison nationale (Dijon) sont ouvertes avec la mise en service de l'aérogare "Billi" (pour Bordeaux illico) en juin 2010. À l'inverse, les liaisons sur Bruxelles et Abidjan sont supprimées. Le nombre de compagnies à bas coût passe de 9 à 10 en 2010.

Aéroport de Bordeaux-Mérignac : trafic passagers



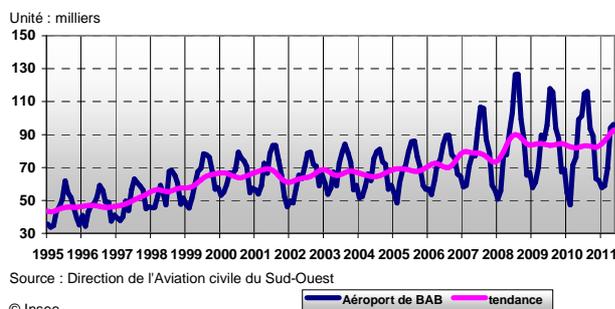
En Pyrénées-Atlantiques, Pau et Biarritz enregistrent des baisses de trafic de l'ordre de 2 %. Deux nouvelles lignes nationales sont ouvertes à l'aéroport de Pau Pyrénées (Beauvais par Ryanair et Marseille par Cityline puis Danish Air Transport). Le nombre des passagers nationaux a ainsi augmenté de 4 %. Mais deux lignes internationales sont supprimées (Amsterdam et Bristol) et malgré l'ouverture d'une liaison vers Rome, le trafic international chute de 33 % par rapport à 2009.

Aéroport de Pau : trafic passagers



L'année 2010 est marquée sur l'aéroport de Biarritz-Parme par l'arrêt des liaisons sur Bristol (Easy Jet) et Londres Luton (Ryanair) et la création d'une liaison à bas coût, Amsterdam par Transavia.

Aéroport de Bayonne-Anglet-Biarritz : trafic passagers



La mise en service de l'autoroute A65 entre Langon et Pau le 14 décembre 2010 devrait favoriser le dynamisme économique et la cohésion régionale en rapprochant Bordeaux, Mont-de-Marsan et Pau.

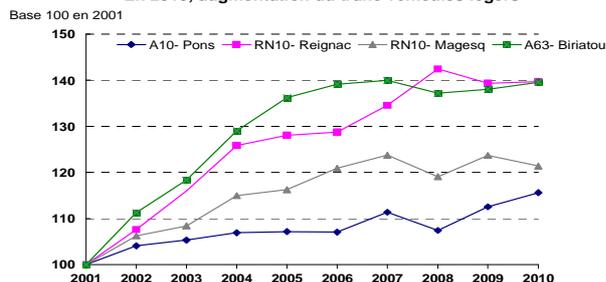
Mais cinq mois après la mise en service de l'autoroute A65 entre Pau et Langon, la société concessionnaire, A'Iénor, a livré ses premiers chiffres de fréquentation. Sur les cinq premiers mois de l'année, en cumulé, le trafic quotidien moyen se situe à 5 600 véhicules, sans gros écarts d'un point à l'autre du tracé. L'objectif fixé à trois ou quatre ans est de 9 200 véhicules. ■

La ligne à Obligation de Service Public (OSP) desservant l'aéroport de Périgueux-Bassillac à Paris a transporté 6 500 passagers en 2010 (en hausse de 11 %). Il faut ajouter les 2 500 passagers transitant de l'aéroport de Bergerac-Dordogne-Périgord. Celui-ci, dans un contexte économique difficile au niveau des Iles britanniques, accuse une baisse du nombre de passagers internationaux de 6 % par rapport à 2009. En revanche, la liaison sur Paris via Périgueux engendre la hausse du nombre de passagers nationaux. Deux lignes saisonnières à bas coût sont ouvertes par FlyBe sur Manchester et par Transavia sur Rotterdam. Deux sont supprimées : Amsterdam (Transavia) et Londres Luton (Ryanair). Pour l'aéroport d'Agen-La-Garenne, le nombre prévisionnel de 23 500 passagers pour la 3^e année de la liaison OSP Agen-Paris est largement dépassé avec 30 000 passagers embarqués, soit une augmentation de 11 %.

Trafic de véhicules particuliers en progression

Sur l'axe nord/sud, le trafic de véhicules particuliers croît légèrement en comparaison avec 2009 (+ 0,7 %). La plus forte augmentation de trafic VL (véhicules légers) en 2010 se situe sur l'A10, tandis que la diminution la plus notable se retrouve sur la RN10 à hauteur de Magesq.

En 2010, augmentation du trafic véhicules légers



Le trafic routier de marchandises repart en 2010

En France, les premiers résultats des comptes des transports de l'année 2010, notent le redressement des transports intérieurs terrestres de marchandises. Cette reprise est le fait du transport intérieur routier de marchandises réalisé par les poids lourds français et du transport fluvial tandis que le transport ferroviaire continue à baisser très fortement, chute amplifiée par les intempéries de décembre et les mouvements sociaux.

En Aquitaine, avec une légère reprise économique, le trafic routier de marchandises reprend de la vigueur. Le trafic Poids Lourds augmente sur l'axe Nord-Sud. Les autres trafics, qu'ils soient maritime, fret ferroviaire ou transport combiné ne progressent pas. Le Grand port de Bordeaux résiste tandis que le port de Bayonne souffre.

La mise en service de l'autoroute A65 entre Langon-Pau constitue le fait marquant en fin d'année 2010 pour le mode routier en Aquitaine

Le trafic maritime¹ de l'Aquitaine en 2010 baisse de 1 % par rapport à l'année précédente. La hausse du trafic maritime sur l'ensemble des ports aquitains commencée en 2007 s'interrompt du fait d'une baisse des activités du Port de Bayonne, après de bons résultats pour l'année 2009. Le trafic du Grand Port Maritime de Bordeaux est stable.

Résistance du trafic du Grand Port Maritime de Bordeaux

Avec un tonnage global de plus de 8,7 millions de tonnes, l'année 2010, pour le Grand Port Maritime de Bordeaux, se termine avec un résultat équivalent à celui de l'année 2009 bien que l'année ait été marquée d'une part par un contexte social difficile et d'autre part par la baisse des exportations de bois de tempête. Les importations s'élèvent à 6,3 millions de tonnes, niveau équivalent à 2009.

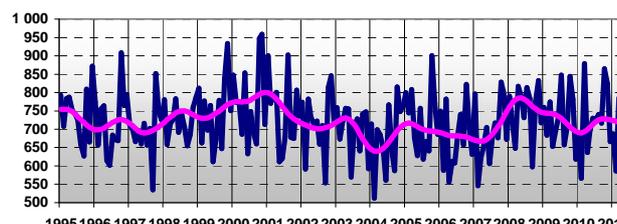
Les entrées de produits raffinés, premier trafic du GPMB, reculent légèrement (- 1 %) en début d'année suite aux déstockages effectués pour les opérations de nettoyage des cuves. La reprise industrielle et agricole a favorisé la hausse des importations d'engrais (+ 68 %); l'augmentation des prix des céréales et la reprise d'activité de Yara Ambès devraient profiter largement à ce secteur en 2011. Le

secteur de la construction, dont le ralentissement économique a affecté en 2010 les importations de granulats et de laitiers, devrait connaître une reprise en 2011 avec les grands chantiers de l'agglomération bordelaise et de la région.

Les exportations, en léger repli, représentent 2,4 millions de tonnes. Les records de chargement de blé contribuent à la hausse des exportations de céréales, grâce aux efforts conjoints des opérateurs locaux et des professionnels portuaires. Divers trafics industriels tels que le quartz (+ 43 %) ou la terre réfractaire (+ 70 %) compensent en partie la baisse du trafic de bois issu de la tempête de 2009 (- 49 %) et celle du pétrole brut (- 5 %). Avec les exportations de bois de tempête, 2009 constituait une année record pour les conteneurs. En 2010, le GPMB subit logiquement la baisse de ces flux, mais se hisse, avec 55 000 EVP, Équivalent Vingt Pieds, au niveau des trois meilleures années réalisées sur ce trafic.

Port de Bordeaux : trafic de marchandises

Unité : milliers de tonnes



1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

Source : Direction des transports maritimes, des ports et du littoral

© Insee

Port de Bordeaux tendance

Perte de trafic sur le Port de Bayonne

Le port de Bayonne connaît une baisse de son trafic de 2 % avec 4,2 millions de tonnes de trafic en 2010. Cette baisse est due à une diminution du tonnage des activités des liquides en vrac (637 000 tonnes) de 30 % (effondrement des importations d'hydrocarbures) et du trafic des solides en vrac, celui-ci diminuant de 6 % par rapport à 2009, avec un résultat de 1,6 million de tonnes. Le trafic sur le maïs décline suite aux exportations routières vers l'Espagne et à l'utilisation d'une partie de la récolte par l'usine de Biocarburant Abengoa de Lacq. Les trafics sidérurgiques pâtissent de la crise.

En ce qui concerne les autres marchandises, dont les exportations de bois en progression, le tonnage du port de Bayonne s'élève à 2 millions de tonnes, en progression de 15 % par rapport à l'année 2009.

¹ Source : article DREAL Aquitaine

Progression pour le trafic routier de marchandises

Fait marquant pour le mode routier : une nouvelle liaison autoroutière, longue de 150 kilomètres, entre Langon et Pau, a été inaugurée le 14 décembre 2010.

Conséquences de la crise économique, le trafic routier avait fortement baissé en 2009 (- 10 %). En 2010, le trafic des flux intra-aquitains s'élève à 99 millions de tonnes, et augmente de 5 % par rapport à 2009.

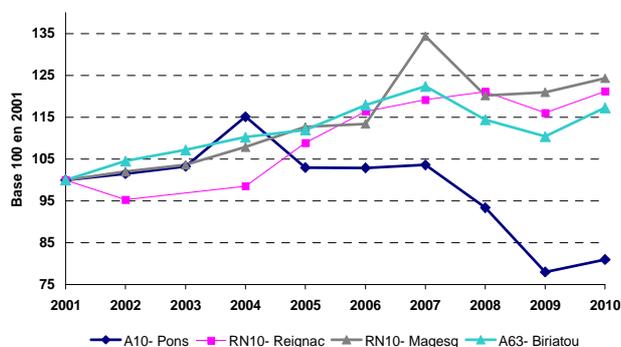
Le volume du flux de marchandises entrant (venant de France ou de l'étranger) en Aquitaine est proche du volume de marchandises sortant (partant en France ou à l'étranger) de l'Aquitaine. Les hausses de trafic respectives s'établissent à 18 % et 17 % en 2010, par rapport à 2009.

Ces données concernent les tonnages réalisés par des utilisateurs de véhicules routiers de transport de marchandises, sous pavillon français, sans considération de la localisation géographique de l'entreprise ou de l'établissement qui utilise les véhicules.

Davantage de camions sur l'axe Nord-Sud

La tendance à la baisse du trafic Poids Lourds (PL) sur l'axe Nord-Sud observée en 2008 et 2009 s'inverse. En global, pour l'année 2010, le trafic PL progresse de 4 % avec une progression du trafic sur la RN 10 au nord de Bordeaux (+ 4 %) et aussi au sud, en particulier à Biriattou (+ 6 %).

Évolution du trafic PL de 2001 à 2010 sur l'axe Nord-Sud



Le fret ferroviaire aquitain en forte baisse

L'activité fret ferroviaire poursuit sa baisse. Même si les effets de la crise

s'estompent légèrement en 2010, son impact se fait sentir dans les secteurs de la sidérurgie, de l'automobile et des produits de consommation. Ces secteurs représentent une part importante des volumes de trafic pour le mode ferroviaire tant en transport conventionnel qu'en transport combiné, en particulier dans le cadre des échanges avec l'Espagne. La concurrence intermodale s'accroît du fait de la crise (le mode routier baissant globalement ses prix de transport), tandis que la concurrence intra-modale continue à se développer. Par ailleurs, les conflits sociaux vécus par la SNCF au cours des mois d'avril et d'octobre ont durement impacté les résultats de l'entreprise. Enfin, la fermeture de l'usine Celanese à Pardies contribue à la baisse importante des trafics entre Artix et Bayonne.

Baisse accélérée du fret ferroviaire aquitain en 2010



Source : Conseil régional

Le transport combiné à moins de 500 000 tonnes

L'activité du transport combiné est mesurée à partir des résultats de l'entreprise Novatrans sur les plates-formes de Bordeaux-Hourcade et Bayonne-Mouguerre.

Après une chute de 30 % en 2009, le transport combiné de Novatrans, pour l'année 2010, avec 463 000 tonnes, baisse de 1,8 %. Cette baisse est due aux résultats négatifs de la plateforme de Bayonne-Mouguerre. En UTI, le volume traité est quasiment le même que pour l'année 2009 et ce pour les deux sites.

Le transport combiné est le transport de marchandises de bout en bout dans un même conteneur ou une même caisse mobile utilisant successivement plusieurs modes de transport. Chez les professionnels du secteur, l'appréciation du transport combiné est effectuée en unité de transport intermodal (UTI). L'unité de transport intermodal correspond à des conteneurs, caisses mobiles et semi-remorques convenant au transport intermodal.

Redressement attendu dans le commerce

Dans un contexte de timide sortie de crise, le pouvoir d'achat des ménages progresse de 0,8 % en 2010. La consommation des ménages est encore soutenue au 1^{er} trimestre 2011 par « l'effet à la traîne » de la prime à la casse dans le secteur automobile.

En Aquitaine, l'emploi dans le commerce se redresse début 2011 après un second semestre 2010 mitigé.

L'année 2010 en France est marquée par une reprise modérée des ventes après le coup de frein de 2009. Le redémarrage est net dans le commerce de gros (+ 2,8 % en volume), sans pour autant effacer la forte baisse d'activité de 2009. L'emploi salarié repart à la hausse en 2010. Le rebond est toutefois d'ampleur modeste, un peu inférieur à celui de l'ensemble de l'emploi salarié marchand

Concernant les entreprises commerciales implantées en Aquitaine, la Banque de France¹ observe en 2010, conformément aux attentes, un léger redressement de l'activité du commerce de gros et une embellie en fin d'année qui bénéficie à toutes les branches.

Ce redressement a été soutenu par le négoce de boissons et de produits alimentaires, dont le chiffre d'affaires s'accroît de 7 %, et en particulier le négoce de vin. Les exportations de ce dernier profitent du développement des marchés des pays émergents.

Le négoce de produits industriels s'est mieux comporté sur le marché des biens domestiques que sur celui des équipements industriels. Le commerce de gros de matériaux de construction subit l'atonie du secteur de la construction.

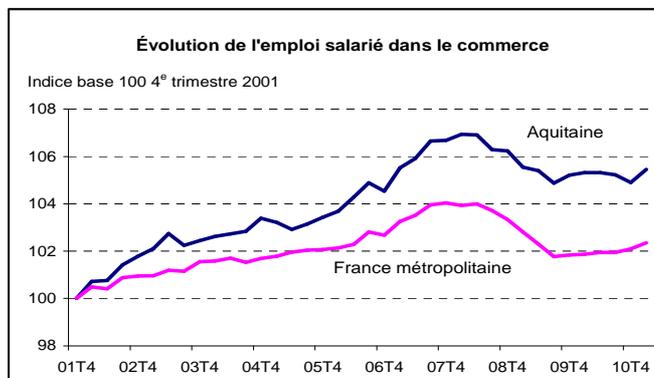
Les perspectives 2011 sont favorables et tablent sur une nouvelle amélioration de l'activité avec pour vecteur essentiel les exportations et notamment celles des produits agroalimentaires.

Les effectifs globaux se sont renforcés en 2010 et les intérimaires ont été plus sollicités. Les perspectives d'emploi sur 2011 restent modérées.

L'emploi dans le commerce redémarre doucement début 2011

En Aquitaine, selon les estimations d'emploi salarié réalisées par l'Insee, les effectifs salariés du commerce qui régressaient depuis le 3^e trimestre 2008 se sont redressés fin 2009 et début 2010. Ce mouvement ne s'est pas confirmé sur le 2^e semestre, mais le 1^{er} trimes-

tre 2011 semble se présenter sous de meilleurs auspices. Fin mars 2011, il y aurait 154 100 emplois salariés dans le commerce aquitain.



Selon l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque de France en mai 2011, l'activité dans le commerce de détail progresse légèrement par rapport au mois précédent.

Les ventes de produits alimentaires diminuent de 0,6 % tandis que celles de produits industriels sont en hausse de 0,7 %. Le rebond des ventes d'automobiles neuves (+ 7,7 %) et le maintien de celles de l'électronique grand public compensent le recul des autres produits, notamment la chaussure et le bricolage.

Les ventes du petit commerce se contractent de 3 %. Celles de la grande distribution diminuent de moins de 1 % : la vente à distance se replie de 1,8 % et les hypermarchés de 0,6 % tandis que les supermarchés progressent de 0,3 % et les grands magasins de 1,6 %.

En 2010, moins de créations mais aussi moins de défaillances

En Aquitaine, 48 240 établissements commerciaux exercent leur activité en magasins, sur éventaires et marchés ou par correspondance. En 2010, ils représentent 23 % de l'ensemble des établissements aquitains.

Après avoir atteint un niveau record en 2009, grâce au nouveau régime d'auto-entrepreneur, le nombre de créations d'entreprises commerciales diminue de 6,2 % en 2010 et s'élève à 6 910 unités. Le secteur du commerce accueille une création d'entreprise sur cinq. Hors auto-entrepreneurs, la baisse est du même ordre. Plus de la moitié des créateurs d'entreprises de 2010 sont des auto-entrepreneurs.

Le nombre de défaillances d'entreprises commerciales jugées au cours de l'année 2010 baisse de 4,1 % par rapport à l'année 2009. Il représente un quart des défaillances d'entreprises aquitaines. ■

¹ Extrait de « Les Entreprises en Aquitaine : Bilan 2010 et Perspectives 2011 – Février 2011 » Banque de France

Le retour de la clientèle étrangère marque la saison touristique 2010

Fortement affectée par la crise économique de 2009, la fréquentation des hôtels redémarre en 2010. Dans les campings, elle ne cesse d'augmenter depuis 2008. La clientèle étrangère contribue à la hausse de fréquentation de ces deux types d'hébergements. Signe de la reprise économique amorcée début 2010, la clientèle d'affaires fréquente davantage les hôtels qu'en 2009.

En Aquitaine, la saison estivale affiche un bilan satisfaisant avec 18,9 millions de nuitées dans les campings et les hôtels. Leur fréquentation progresse de 3,2 % par rapport à 2009, cette croissance est soutenue par la performance record du camping. Avec 14 millions de nuitées enregistrées de mai à septembre 2010 dans les campings, l'Aquitaine se place en 2^e position après le Languedoc-Roussillon.

Le tourisme en France en 2010

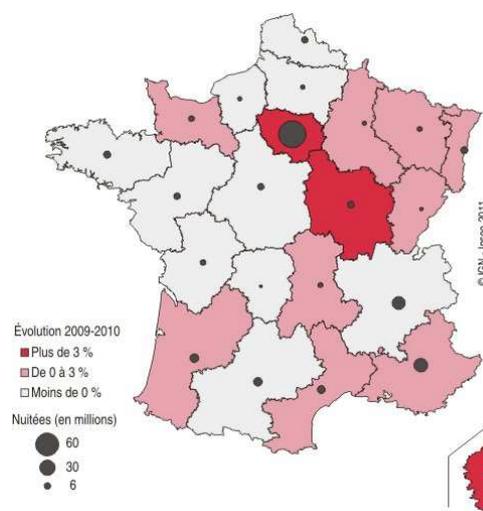
En 2010, le nombre de nuitées progresse de 2,2 % dans les hôtels et de 0,9 % dans les campings. Conséquence de la crise économique, les touristes étrangers avaient boudé la France en 2009 ; ils y reviennent en partie en 2010. Leur fréquentation augmente de 2,8 % pour les hôtels, après - 11,1 % en 2009, et de 1,0 % pour les campings, après - 1,1 %. Les touristes français sont également plus nombreux : + 2,0 % dans les hôtels et + 0,8 % dans les campings. La fréquentation hôtelière de 2010 est donc supérieure à celle de 2009, et ce presque tous les mois : mars, après de mauvais résultats en 2008 et 2009, retrouve quelques couleurs ; il en est de même pour juin et juillet avec respectivement + 5,9 % et + 2,9 %. Dans les campings, c'est en juillet et en août que la progression est la plus marquée, le début et la fin de la saison étant comparables à ceux de 2009. La fréquentation des campings est repartie à la hausse, essentiellement grâce à la clientèle française (+ 6,9 % en 7 ans). Quant à la clientèle étrangère, elle n'a pas retrouvé son niveau de 2003.

En 2010, la fréquentation dans les hôtels est comparable à celle des années 2005-2006, sans atteindre les hauts niveaux de 2007 et 2008. Comme pour les campings, elle est supérieure à celle de 2003 (+ 2,2 points), mais avec une clientèle étrangère moins présente qu'en 2003 ou 2007.

Le tourisme en Aquitaine en 2010

En Aquitaine, le bilan 2010 de fréquentation touristique est en hausse par rapport à 2009, plus

encore dans les campings que dans les hôtels. Sur l'ensemble de l'année 2010, l'Aquitaine se classe au cinquième rang des régions métropolitaines pour le nombre de nuitées dans l'hôtellerie. La fréquentation hôtelière augmente de 2,1 % en 2010 après un recul de 1,7 % en 2009. Le retour de la clientèle étrangère (+ 6,4 %) participe à ce bon résultat, même si celle-ci ne représente que 16 % du total des nuitées. La clientèle française progresse de 1,3 %. Le tourisme d'affaires représente 47 % de la clientèle hôtelière, soit 4 points de plus que l'année précédente.



Nuitées dans les hôtels en 2010

Source : Insee - DGCS, partenaires régionaux, enquête de fréquentation hôtelière.

Bilan estival positif, porté par les campings

La saison estivale 2010 affiche un bilan satisfaisant avec 18,9 millions de nuitées dans les campings et les hôtels. Leur fréquentation progresse de 3,2 % par rapport à 2009, cette croissance est soutenue par la performance record du camping. Avec 14 millions de nuitées dans les campings, l'Aquitaine se place en 2^e position après le Languedoc-Roussillon (17,9 millions), elle dépasse la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (13,6 millions). La fréquentation hôtelière de l'été 2010 est en légère hausse après une quasi-stagnation en 2009. Les mois de mai à septembre concentrent 58 % des nuitées de l'année. La région attire à nouveau les étrangers.

Un engouement confirmé pour les campings

Le camping continue d'attirer de plus en plus de vacanciers. Ainsi, l'hôtellerie de plein air enregistre pour la 4^e année consécutive des performances records. Le nombre de nuitées croît dans tous les départements de la région,

hormis dans les Pyrénées-Atlantiques. Les investissements lourds réalisés antérieurement dans ce mode d'hébergement (avec l'installation de mobil-homes) comme l'offre de nouveaux services (pour les loisirs) s'avèrent porteurs et attirent un nouveau type de clientèle. Par ailleurs, les effets de la crise sur le revenu disponible des ménages les incitent à privilégier ce mode d'hébergement. Les touristes français génèrent sept nuitées sur dix. Les deux mois du cœur de l'été concentrent 11,8 millions de nuitées.

Le taux d'occupation des campings de la saison affiche une légère progression (+ 1 point) par rapport à la saison dernière, et s'établit globalement à 35,7 %. Le taux d'occupation des emplacements locatifs s'établit à 49,8 % cette saison, en progression de 2 points par rapport à l'an passé, alors que celui des emplacements nus, 29,9 % en moyenne, ne progresse que de 0,4 point.

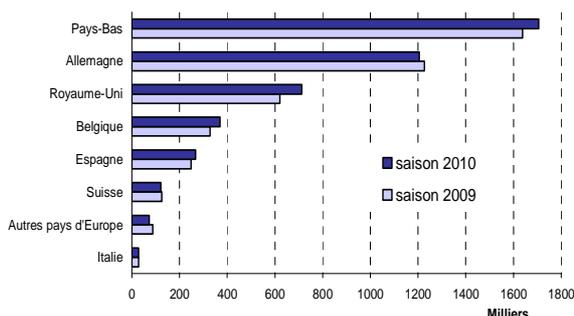
Retour des campeurs étrangers

L'attrait de la région pour les campeurs étrangers se confirme, contrairement à l'an passé. Le nombre de leurs nuitées augmente de 4,2 %, alors que celui des estivants français progresse de 3,5 %.

La progression est plus marquée en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques. Dans ce département, la côte basque et l'intérieur du Pays basque connaissent une croissance autour de 12 %. Certains professionnels implantés sur la côte littorale ont dû refuser des clients et les rediriger vers l'intérieur.

L'Aquitaine est une destination à nouveau prisée par les Britanniques (+ 15 %) tandis que les Allemands et les Suisses délaissent un peu les campings aquitains. La clientèle allemande est en recul essentiellement en début et fin de saison, a contrario les campeurs danois sont plus présents à ces périodes. Le repli de la fréquentation des touristes allemands dans les deux modes d'hébergement atteste la tendance notée au niveau national (- 2,4 %).

Retour des campeurs étrangers dans les campings aquitains



Sources : Insee, DGCI, partenaires régionaux, enquêtes de fréquentation hôtelière et dans les campings.

Les emplacements locatifs privilégiés

En Aquitaine, l'offre d'emplacements locatifs dans les campings s'étioffe (+ 5,7 %), et celle des emplacements nus recule (- 3,2 %). Ce constat se vérifie au niveau national. Comme les Français, les étrangers privilégient les emplacements locatifs (+ 12 %), plus particulièrement dans les Pyrénées-Atlantiques et en Dordogne où la hausse s'élève à 28 %. En moyenne, les étrangers restent 9,3 jours sur un emplacement locatif contre 6,2 jours sur un emplacement nu (respectivement 7,6 et 5,4 jours pour la clientèle française). Les professionnels notent toutefois une réduction de la durée de séjour compensée par un nombre d'arrivées de vacanciers plus important.

Les campings 3 et 4 étoiles, dont la fréquentation globale progresse de 4,5 %, recueillent la préférence des touristes, français et étrangers. La fréquentation des établissements 1 et 2 étoiles augmente faiblement (+ 1,4 %).

Hôtellerie : l'espace urbain bordelais très attractif

La fréquentation hôtelière augmente de 1,8 % sur la période estivale 2010. Le nombre de nuitées se replie légèrement en mai et en août, mais s'accroît pour les autres mois de la saison. Le repli affecte principalement les hôtels du littoral (- 2 %), à l'inverse de la saison 2009 où il touchait les hôtels de l'intérieur. L'augmentation du nombre de nuitées est plus élevée en Gironde, et plus particulièrement dans l'espace urbain bordelais qui affiche des résultats performants. Le tourisme urbain, le tourisme d'affaires et l'œnotourisme constituent les vecteurs de développement de la ville et marquent le renouveau touristique bordelais. Au cours de la saison estivale 2010, des événements professionnels et grand public ont particulièrement stimulé la conjoncture hôtelière. À l'occasion du Tour de France 2010, de la Fête du vin, du congrès des notaires fin mai-début juin et d'autres salons, le taux d'occupation des hôtels de Bordeaux et de son agglomération franchit le cap des 90 %.

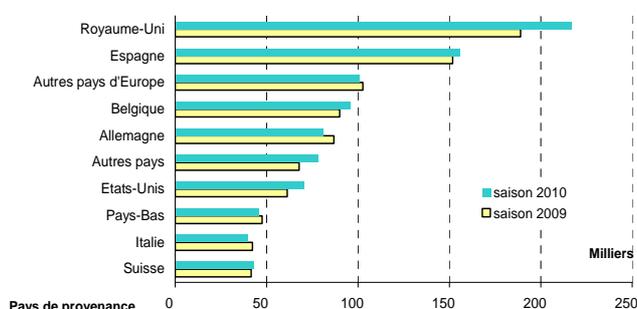
Regain d'intérêt des étrangers pour les hôtels

Après la désaffection de 2009, la clientèle internationale revient en Aquitaine durant la saison estivale 2010 : + 5,5 %. La dépréciation de l'euro face au dollar contribue à cette évolution favorable. Ce contexte profite plus particulièrement aux hôtels haut de gamme fréquentés par une clientèle en provenance des marchés lointains à fort pouvoir d'achat. Ainsi,

au cours de la saison estivale, la part de touristes étrangers dans les hôtels haut de gamme aquitains s'élève à 38 %.

Les étrangers séjournent en plus grand nombre dans les hôtels en début et fin de saison. Ils sont davantage présents à Bordeaux et en Dordogne. Les Britanniques et les Américains effectuent un retour remarqué (+ 15 %). Par ailleurs, les touristes en provenance des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) découvrent la région ou consolident leur présence. La fréquentation des touristes chinois est plus soutenue, notamment en Gironde, et les Russes continuent à être attirés par l'Aquitaine (+ 20 % par rapport à 2009). La liaison aérienne entre Helsinki et Biarritz fait progresser la clientèle finlandaise. En revanche, les Allemands, les Italiens et les Japonais boudent les hôtels aquitains (- 7 %).

Un retour très marqué des britanniques dans les hôtels



Source: Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie

La fréquentation hôtelière des Français croît faiblement (+ 1 %). Bordeaux et son agglomération, mais aussi la zone thermale des Landes captent plus de clientèle française. Les clients français des hôtels semblent privilégier un tourisme urbain et thermal. Le repli des Français est généralisé dans les zones littorales.

En Aquitaine, la capacité d'accueil des hôtels stagne : 31 000 chambres, 5 % de l'offre en France métropolitaine. Sur la saison d'été 2010, le taux d'occupation moyen progresse de 1,4 point et s'établit à 64 %.

Davantage de nuitées dans les hôtels aquitains en 2010

Avec 8,4 millions de nuitées en 2010, la fréquentation des hôtels aquitains progresse de 2,1 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution est conforme à celle constatée au niveau national.

Cette augmentation efface quasiment les mauvais résultats de 2009 (- 1,7 %). Elle profite uniquement aux départements de la Dordogne et de la Gironde qui sont les plus attractifs. Ces deux départements concentrent 52 % des nuitées de la région et bénéficient du retour des touristes étrangers. Leurs nuitées augmentent dans tous les départements aquitains, mais plus particulièrement dans ces deux départements.

Un début d'année 2011 encourageant

Les résultats du premier trimestre 2011 dans l'hôtellerie évoluent positivement, comparés à la même période de 2010. Les nuitées de la clientèle française augmentent de 5,6 % et celles des clientèles étrangères progressent de 3 %.

Fréquentation des hôtels classés en 2010

	Nuitées 2010	Évolution 10/09 (%)	dont Nuitées étrangères	Évolution 10/09 (%)	Taux d'occupation 2010 (%)	Évolution 10/09 (en points)	Durée moyenne de séjour en 2010
Dordogne	991 404	0,5	234 914	10,9	48,0	0,7	1,78
Gironde	3 374 360	7,0	547 072	9,4	58,1	1,7	1,57
Landes	1 062 638	-0,8	93 818	0,3	52,8	0,5	2,73
Lot-et-Garonne	377 631	-1,6	27 404	0,6	47,1	0,3	1,48
Pyrénées-Atlantiques	2 586 738	-1,3	410 207	1,7	52,6	0,0	1,84
Aquitaine	8 392 770	2,1	1 313 415	6,3	53,9	0,9	1,76

Source: Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie

Les enquêtes de fréquentation touristique

L'enquête de fréquentation hôtelière existe dans toutes les régions depuis 1982. Elle est réalisée en partenariat avec la Direction du Tourisme par les directions régionales de l'INSEE. Elle concerne la fréquentation mensuelle des hôtels homologués de 0 à 4 étoiles tout au long de l'année. Jusqu'en 1999, les publications ne portaient que sur les hôtels de 1 à 4 étoiles.

En Aquitaine, cette enquête était réalisée jusqu'en 2000 sur un échantillon d'hôtels. À partir de 2001, un partenariat local avec le Conseil régional d'Aquitaine, la Délégation régionale du Tourisme, le Comité régional et les Comités départementaux du Tourisme permet d'interroger l'ensemble des hôtels homologués de la région.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est réalisée dans toutes les régions depuis 1981 et, depuis 1992, en partenariat avec la Direction du Tourisme. Elle concerne la fréquentation mensuelle des campings de 1 à 4 étoiles, classés avec la mention « tourisme » ou « loisir », pendant la saison d'été (de mai à septembre). L'interrogation concerne l'ensemble des campings de la région.

En raison de la nature du tourisme pratiqué, **les zones touristiques** définies pour l'hôtellerie, réactualisées en 2001, sont plus nombreuses que celles de l'hôtellerie de plein air. La composition communale d'une zone peut avoir changé sans que son nom soit modifié.

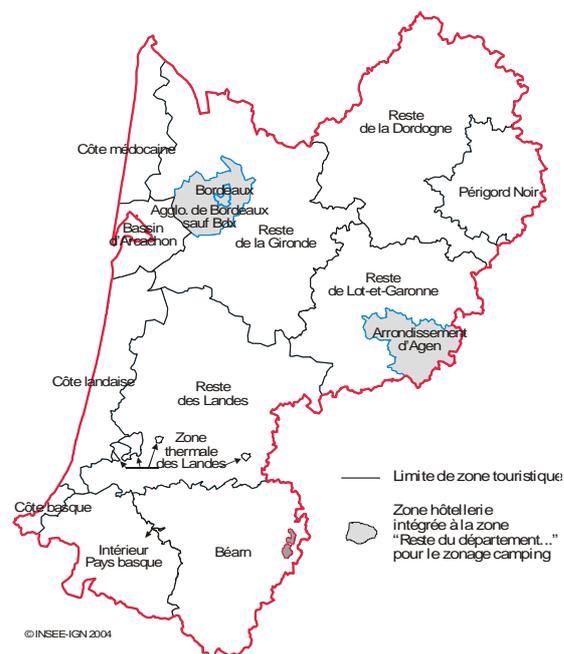
Quelques définitions :

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ou un camping. Ainsi, un couple passant 3 nuits consécutives dans un hôtel correspondra à 6 nuitées de même que 6 personnes ne séjournant qu'une nuit.

Taux d'occupation :

$$\frac{\text{nombre de chambres occupées}}{\text{nombre de chambres disponibles}} \times 100$$

Emplacements de camping offerts à la clientèle de passage : emplacements destinés à la location, à la nuitée, la semaine ou au mois, pour une clientèle qui n'élite pas domicile dans le camping. Sont exclus les emplacements loués à l'année à un même client, qu'il y séjourne ou pas.



Pour en savoir plus

L'industrie en France - Insee Références web - Édition 2010 - à paraître été 2011

Dossier **Aéronautique - Espace** - Aerospace Valley, Insee Aquitaine et Midi-Pyrénées - décembre 2010

L'agriculture en 2010 en France et en Europe - Après deux années de baisse, les résultats se redressent fortement - Insee première n°1360 - juin 2011.

Les comptes prévisionnels de la branche agriculture pour 2010 - Forte remontée des prix des céréales, baisse des charges. Insee première n°1329 - décembre 2010

L'industrie agroalimentaire en Aquitaine : dossier DRAAF Aquitaine - mai 2011

Le commerce en France - Insee Références - Édition 2010 - décembre 2010

Le commerce alimentaire spécialisé : déclin enrayé ? Insee première n°1359 - juin 2011.

Travailler dans le commerce de détail ou l'artisanat commercial. Insee première n°1358 - juin 2011.

Le tourisme en 2010 -Embellie pour les hôtels, beau fixe pour les campings - Insee première n°1344 - avril 2011

En Aquitaine, le camping dynamise le tourisme à l'été 2010 - Le quatre pages Insee Aquitaine n°193 - février 2011

Le secteur de l'économie sociale : progression des effectifs salariés en 2009

L'économie sociale intervient dans la plupart des activités de l'économie, à l'exception de l'industrie lourde. Elle se définit par des statuts particuliers et des valeurs de démocratie et de responsabilité sociétale (cf. encadré).

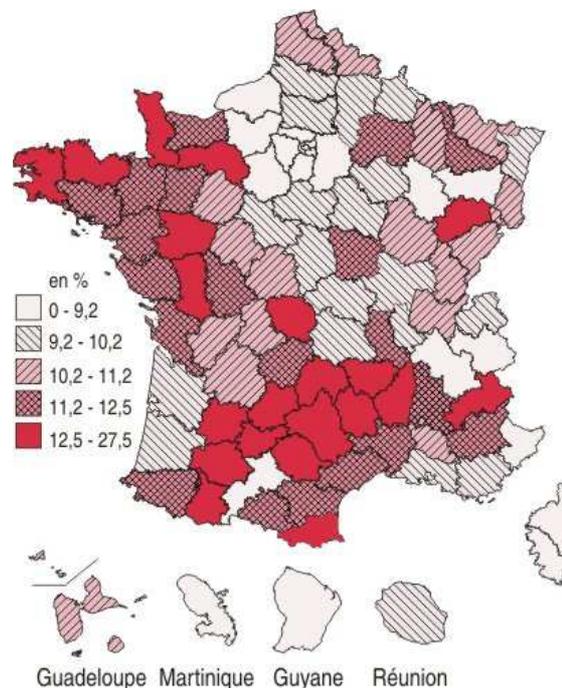
L'économie sociale est fondée sur quelques grands principes comme la gestion démocratique, qui attribue une voix à chaque personne et non pas à chaque action, la recherche d'un projet collectif ou encore le refus d'une appropriation individuelle des excédents..

En 2009, l'économie sociale représente en Aquitaine 12 000 établissements pour 113 000 salariés. Cela représente 9,2 % des établissements et 10,8 % des salariés de la région.

Entre 2008 et 2009, l'économie sociale semble être un des moteurs de l'économie aquitaine. Au regard du reste de l'économie, deux éléments nous permettent d'affirmer son rôle de moteur.

D'une part, le nombre d'établissements et les effectifs salariés ont progressé très sensiblement dans l'économie sociale (respectivement + 1,8% et + 2,3%) tandis qu'ils se sont tassés dans le reste de l'économie (- 0,2 % et - 0,4 %).

D'autre part, malgré une hausse des effectifs, le revenu annuel brut moyen a lui aussi progressé plus rapidement dans l'économie sociale qu'ailleurs (+ 1,8% contre + 1,4%), soit une hausse globale des salaires versés de 4,1%. Toutefois, le revenu annuel brut moyen distribué dans l'économie sociale reste en deçà de celui distribué par le reste de l'économie. En 2009, le revenu annuel brut moyen s'élève à 23 100 € dans l'économie sociale contre 27 000 dans le reste de l'économie. ■



Source : Insee, Clap 2008.

Part de l'économie sociale dans l'effectif salarié par département au 31 décembre 2008

Le secteur de l'économie sociale

L'économie sociale constitue une entité de l'activité économique qui recouvre des activités très différentes. Ces structures partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes : la liberté d'adhésion, la gestion démocratique avec le principe "une personne, une voix", la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la solidarité, la non-redistribution individuelle des profits et l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Le périmètre de l'économie sociale a été établi en lien avec le réseau des CRES (Chambres Régionales de l'Économie Sociale).

Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques (société mutuelle, SARL ou SA coopérative, association, etc...) dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses.

Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat - Révision 2, Version 2008

Pour en savoir plus

La NAFA (Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat) est la nomenclature permettant de décrire les activités artisanales.

Le champ des activités artisanales a été défini dans la loi 96-603 du 5 Juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (articles 16 à 25), comme celui des activités dont la liste apparaît dans l'annexe du décret n° 2008-565 du 17 juin 2008 portant modification du décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers.

L'Activité Principale de l'Entreprise (APE) est définie selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF). Un code NAF se compose (depuis le 1er janvier 2008) de cinq caractères, quatre chiffres et une lettre.

L'Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) est définie selon la Nomenclature d'Activités Française du secteur des métiers de l'Artisanat (NAFA).

Les codes de la NAFA ont six caractères, quatre chiffres et deux lettres.

Les cinq premiers caractères sont ceux de la NAF. La lettre située en sixième position permet de préciser le contenu du poste NAFA par rapport à la classe NAF. Pour cette sixième position, les conventions sont les suivantes:

Z-Z, concordance exacte du poste de la NAFA avec le contenu de la classe concernée de la NAF.

A, ou -B, ou -C, etc... subdivisions du contenu de la classe NAF en plusieurs postes NAFA (pour une seule classe NAF).

L'ensemble des postes A, B, C, etc... ayant les cinq premiers caractères communs a exactement le même contenu que la classe NAF correspondante.

P, "partiel"; la classe NAF ne se situe que partiellement dans le champ de l'artisanat.

Q, ou -R, ou -S, etc... "partiels multiples"; la classe NAF ne se situe que partiellement dans le champ de l'artisanat et se trouve divisé en plusieurs postes.

La structure de la NAF (sections, divisions et groupes) est reprise dans la NAFA lorsque au moins une activité de la structure concernée appartient au champ de l'artisanat. Par exemple, la Section A : AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE est mentionnée parce qu'une nafa partielle de cette section appartient au champ de l'artisanat, "01.62Z-P Maréchalerie".

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : site de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, la DGCIS (secteurs PME, commerce, artisanat, services et professions libérales)

site :

<http://www.pme.gouv.fr/presentation/sommdgcis.php>

Le «tiers secteur», un acteur économique important :10 % de l'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles, associations et fondations - Insee première n°1342 - mars 2011.

La place du secteur associatif et de l'action sociale dans l'économie - Insee première n°1356 - juin 2011.

Les indicateurs statistiques et des comparaisons régionales

Les indicateurs statistiques tiennent compte des informations disponibles au 22 juin 2011.

1. Cadrage

1.1. International

- 1.1.1. Taux de change - Euro
- 1.1.2. Taux d'intérêt - Euribor
- 1.1.3. Taux de chômage
- 1.1.4. Produit intérieur brut

1.2. Emploi salarié - Masse salariale

- 1.2.1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole
- 1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total
- 1.2.3. Emploi salarié public
- 1.2.4. Évolution des déclarations préalables à l'embauche
- 1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique au 31/12/2009
- 1.2.6. Effectifs salariés par sexe et masse salariale par sphère économique par département au 31/12/2009

1.3. Marché du travail

- 1.3.1. Taux de chômage, tableau
- 1.3.2. Taux de chômage, graphiques
- 1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie A
- 1.3.4. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C
- 1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A, B, C
- 1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C, D, E
- 1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées
- 1.3.8. Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C)
- 1.3.9. Travail temporaire (nombre de contrats)
- 1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites
- 1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

1.4. Commerce extérieur

- 1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine
- 1.4.2. Produits exportés en valeur
- 1.4.3. Produits importés en valeur

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture, Sylviculture, Productions marines

- 2.1.1. Exploitations agricoles
- 2.1.2. Productions animales
- 2.1.3. Productions végétales
- 2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine
- 2.1.5. Le résultat agricole par département
- 2.1.10¹. Vins : transactions enregistrées par le CIVB
- 2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie
- 2.1.12. Animaux abattus
- 2.1.13. Productions fruitières et légumières
- 2.1.14. Exploitations forestières et scieries par département
- 2.1.15. Récolte de bois et production de sciages par département

¹ Les tableaux 2.1.7. à 2.1.9. ne sont présentés que dans le document de février.

2.2. Industrie

- 2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille
- 2.2.3. Répartition des établissements industriels selon l'activité et le département
- 2.2.4. Créations d'entreprises dans industrie hors IAA
- 2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA
- 2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA
- 2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA

2.3. Construction

- 2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille
- 2.3.3. Répartition des établissements de la construction selon le département et l'activité
- 2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction par département
- 2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction en Aquitaine
- 2.3.6. Production de granulats, de béton prêt à l'emploi et consommation de ciment
- 2.3.7. Production de logements
- 2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées
- 2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

2.4. Transports

- 2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille
- 2.4.3. Répartition des établissements de transports par département
- 2.4.4. Créations d'entreprises de transports par département
- 2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports
- 2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports de la région
- 2.4.7. Trafic portuaire
- 2.4.9. Trafic voyageurs sur les lignes principales SNCF
- 2.4.10. Trafic et recettes TER Aquitaine
- 2.4.11. Flux routiers et autoroutiers

2.5. Activité commerciale

- 2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille
- 2.5.3. Établissements du commerce selon l'activité et le département
- 2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce par département
- 2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce en Aquitaine
- 2.5.7. Emploi salarié par activité

2.6. Activités de soutien aux entreprises

- 2.6.1. Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille
- 2.6.3. Répartition des établissements de services par département
- 2.6.4. Créations d'entreprises dans les activités de soutien aux entreprises par département
- 2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les activités de soutien aux entreprises en Aquitaine
- 2.6.6. Emploi salarié dans les services par activité détaillée
- 2.6.7. Emploi salarié dans les services par département

2.7. Tourisme

- 2.7.1. Capacité d'accueil des hôtels par zone touristique
- 2.7.2. Capacité d'accueil des campings par zone touristique
- 2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings
- 2.7.4. Nuitées totales dans les hôtels et les campings
- 2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings
- 2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

3. Statuts d'activité

3.1. Ensemble des entreprises

- 3.1.1. Répartition des établissements par activité
- 3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département
- 3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique
- 3.1.4. Création d'entreprises par secteur d'activité (dont auto-entreprises)
- 3.1.5. Création d'entreprises par département et secteur d'activité
- 3.1.7. Défaillances d'entreprises par département
- 3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

3.2. Artisanat

- 3.2.1. Répartition des entreprises artisanales selon l'activité et la taille
- 3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille et le département
- 3.2.4. Évolution des créations d'entreprises artisanales

3.3. Professions libérales

- 3.3.1. Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement
- 3.3.2. Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement et le département

3.4. Économie sociale

- 3.4.1. Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles
- 3.4.2. Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés par département
- 3.4.3. Répartition des associations employeuses et de leurs effectifs salariés par département

3.5. Données sociales

- 3.5.1. *Accidents du travail*
- 3.5.2. *Foyers bénéficiaires du RSA*
- 3.5.3. *Bénéficiaires d'aides au logement*

4. Comparaisons régionales

- 4.1. Commerce extérieur : exportations et importations
- 4.2. Emploi salarié
- 4.3. Taux de chômage localisé au T1-2011
- 4.5. Taux de création d'entreprises
- 4.6. Bénéficiaires du RSA
- 4.7. Salaires nets annuels moyens
- 4.8. Montant annuel moyen des retraites versées

Signes conventionnels

(p)	données provisoires
...	données non disponibles
///	absence de résultat due à la nature des choses

1. Cadrage

1.1. International

1.1.1. Taux de change de l'euro

	Taux de conversion	Valeur de l'euro en 2011				
		2010		2011		
		Moyenne annuelle	fév	mars	avril	mai
Euro/Deutschemark	1,95583					
Euro/Franc	6,5596					
Euro/Lire	1936,27					
Euro/Peseta	166,386					
Livre		0,8582	0,8464	0,8665	0,8829	0,8779
Dollar		1,3948	1,3649	1,3999	1,4442	1,4349
Yen (100)		1,1646	1,1277	1,1440	1,2042	1,1647

Source : Eurostat, Banque de France

1.1.2. Taux d'intérêt

France	2009	2010	10/09 en point	2011				
				Moyenne annuelle	fév	mars	avril	mai
					Moyenne mensuelle			
Taux court	1,22	0,83	0,39	1,09	1,18	1,32	1,42	
Taux longs : Taux mensuel de rendement des emprunts d'état	3,70	3,18	0,52	3,65	3,66	3,75	3,58	

Source : Banque de France

1.1.3. Taux de chômage ¹

	2009		Variation sur un an		2010			2011
	T4	T4.10-T4.09	T1.11-T1.10		T2	T3	T4	T1
	en points		Données trimestrielles, CVS					
France métropolitaine	9,1	-0,3	-0,3		9,3	9,3	9,3	9,2 (p)
Union Européenne	9,2	0,2	...		9,6	9,6	9,6	...
Allemagne	7,9	-0,7	...		7,0	6,8	6,8	...
Italie	8	0,2	...		8,5	8,4	8,5	...
Royaume-Uni	7,9	0,1	-0,3		7,8	7,7	7,9	7,7
Espagne	18,6	1,5	1,2		20,0	20,6	20,6	20,4
Etats-Unis	9,7	-0,4	-0,8		9,6	9,6	9,6	8,9
Japon	5,4	-0,2	-0,4		5,1	5,0	5,0	4,7

Source : Insee, Ocde

(p) = résultat provisoire

1.1.4. Produit intérieur brut

	2009 ²	2010 ²	2010				2011
			T1	T2	T3	T4	T1
							variation trimestrielle ³
France	-2,6	1,5	0,3	0,5	0,4	0,3	1,0
Zone euro	-4,1	1,7	0,3	1,0	0,4	0,3	0,8
Allemagne	-4,7	3,6	0,5	2,1	0,8	0,4	1,5
Italie	-5,2	1,3	0,6	0,5	0,3	0,1	0,1
Royaume-Uni	-4,9	1,3	0,2	1,1	0,7	-0,5	0,5
Espagne	-3,7	-0,1	0,1	0,3	0,0	0,2	0,3
Etats-Unis	-4,9	2,9	0,9	0,4	0,6	0,8	0,5
Japon	-6,3	4,0	2,3	0,0	0,9	-0,7	-0,9
Brésil	-0,6	7,5					
Chine	9,2	10,3					
Inde	6,8	10,4					

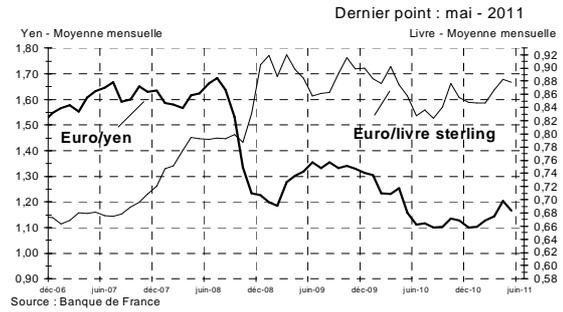
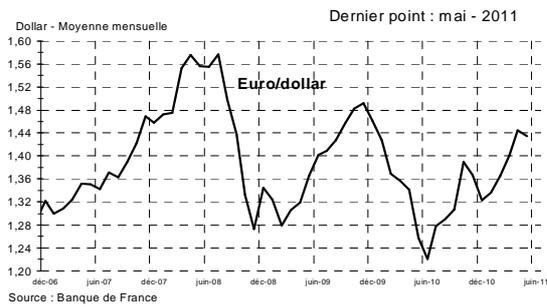
Source : Insee, Eurostat, FMI (Chine, Brésil, Inde)

¹ Les taux de chômage présentés ici sont calculés à partir d'enquêtes auprès des ménages ou des individus.

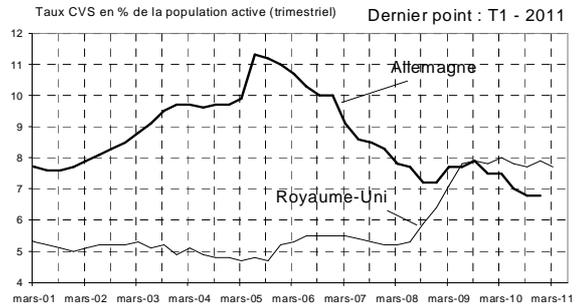
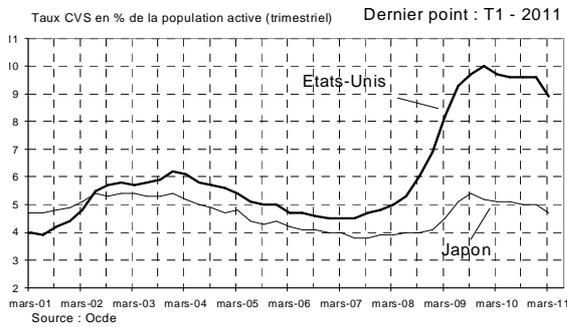
² Taux de croissance du PIB en volume - variation en pourcentage par rapport à l'année précédente. Pour le calcul du taux de croissance du PIB en volume, le PIB à prix constants est évalué avec les prix de l'année précédente et les changements du volume ainsi calculés sont imputés au niveau d'une année de référence. C'est ce qu'on appelle une série chaînée liée. Par conséquent, les mouvements de prix ne contribuent pas à augmenter le taux de croissance.

³ Les taux de croissance par rapport au trimestre précédent sont calculés à partir de données corrigées des effets de calendrier et des variations saisonnières.

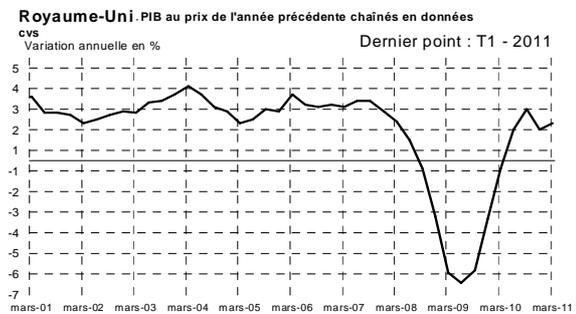
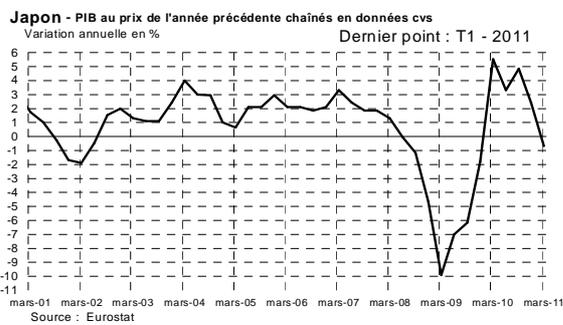
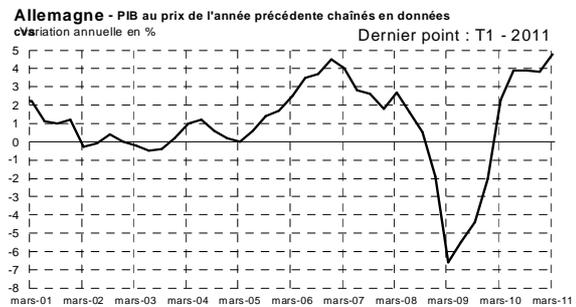
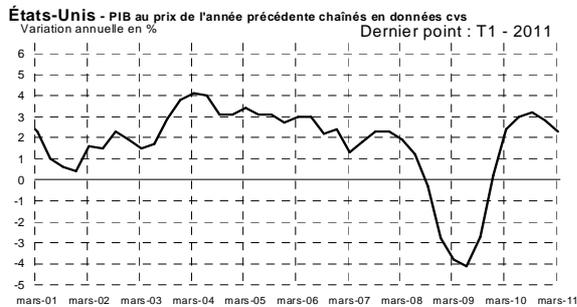
1.1.1. Taux de change de l'euro



1.1.3. Taux de chômage



1.1.4. Produit intérieur brut



PIB : les taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente sont calculés à partir de données brutes

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand, hors agriculture, intérim, administration, éducation, santé et action sociale, particuliers employeurs:

Unité : %

	2009		2009				2010				2011	
	T4	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	
	Variation annuelle		Variation trimestrielle*				Variation trimestrielle*					
Dordogne												
Industrie	-4,3	-0,8	-1,5	-1,9	-0,2	-0,8	0,1	-0,2	-0,8	0,2		
Construction	-4,8	-4,8	-2,0	-1,3	-1,0	-0,5	-1,6	-0,7	-1,2	-1,4		
Commerce	-1,3	-1,1	-1,4	-0,4	0,0	0,5	0,2	0,3	0,0	-1,6		
Services	-1,7	1,4	-1,2	-0,9	-1,1	1,5	0,5	0,8	-0,4	0,5		
Total	-2,7	-0,7	-1,4	-1,1	-0,6	0,3	0,0	0,2	-0,5	-0,4		
Gironde												
Industrie	-1,3	-0,3	0,2	-0,5	-0,8	-0,2	-0,6	0,1	0,4	-0,2		
Construction	-3,2	-0,3	-2,1	-0,3	-0,8	0,0	0,4	-0,3	-0,1	-0,2		
Commerce	-0,6	-0,1	-0,4	-0,1	-0,7	0,4	0,0	-0,2	0,3	-0,1		
Services	0,0	2,9	-0,1	-0,3	0,1	0,4	0,5	0,8	0,9	0,7		
Total	-0,7	1,3	-0,3	-0,3	-0,3	0,3	0,2	0,4	0,6	0,2		
Landes												
Industrie	-4,2	0,0	-0,7	-0,5	-2,1	-1,0	-0,1	-1,7	-0,1	1,9		
Construction	-1,9	-0,2	-0,8	0,3	-0,6	-0,9	0,4	-0,9	0,5	-0,2		
Commerce	-0,4	-0,7	-1,2	0,2	-0,2	0,8	0,7	1,1	-2,4	-0,1		
Services	-2,8	2,9	-2,1	-1,4	-1,6	2,4	0,9	2,4	-0,6	0,1		
Total	-2,6	0,8	-1,3	-0,6	-1,3	0,6	0,5	0,5	-0,7	0,5		
Lot-et-Garonne												
Industrie	-5,3	-1,2	-2,6	-1,5	-1,4	0,1	-0,5	-0,3	-0,2	-0,2		
Construction	-5,4	-1,7	-1,7	-2,2	-0,1	-1,6	-1,9	0,9	-0,2	-0,5		
Commerce	-2,2	-0,6	-1,2	0,2	-1,1	-0,1	0,0	-0,9	0,5	-0,1		
Services	0,3	2,5	0,2	-0,2	-1,0	1,4	0,0	0,1	1,5	0,9		
Total	-2,5	0,2	-1,2	-0,6	-1,0	0,3	-0,3	-0,2	0,6	0,2		
Pyrénées-Atlantiques												
Industrie	-3,3	-2,1	-0,8	-0,5	-1,1	-0,8	-0,8	-0,9	-0,2	-0,2		
Construction	-1,3	0,9	-0,8	-0,2	0,1	-0,4	0,6	-0,1	0,1	0,3		
Commerce	-1,2	-0,1	-0,3	-0,6	-0,2	-0,2	0,3	0,2	-0,1	-0,5		
Services	-0,8	3,5	-0,5	-0,7	0,6	-0,2	0,8	1,1	1,0	0,6		
Total	-1,6	1,1	-0,6	-0,6	-0,1	-0,4	0,3	0,3	0,3	0,1		
Aquitaine												
Industrie	-3,0	-0,8	-0,7	-0,8	-1,0	-0,5	-0,5	-0,5	0,0	0,1	-0,1	
Construction	-3,1	-0,7	-1,6	-0,5	-0,6	-0,4	0,0	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	
Commerce	-1,0	-0,3	-0,6	-0,1	-0,5	0,3	0,1	0,0	-0,1	-0,4	0,5	
Services	-0,5	2,9	-0,5	-0,5	-0,1	0,6	0,6	1,0	0,7	0,6	0,5	
Total	-1,5	0,9	-0,7	-0,5	-0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	
France												
Industrie	-4,9	-1,8	-1,3	-1,4	-1,4	-0,9	-0,8	-0,4	-0,5	-0,1	0,0	
Construction	-3,1	-0,7	-0,9	-0,8	-0,9	-0,6	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	0,2	
Commerce	-1,5	0,4	-0,5	-0,5	-0,5	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	
Services	-0,9	2,3	-1,3	-0,2	0,0	0,5	0,6	0,7	0,5	0,4	0,5	
Total	-2,1	0,8	-1,1	-0,6	-0,5	0,0	0,1	0,3	0,1	0,2	0,3	

Source : Insee - Estimations d'emplois.

Le champ couvert est celui de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture, intérim, administration, éducation, santé et action sociale, particuliers employeurs.

Sont ainsi exclus : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la MSA (dispersés dans l'agriculture, l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers etc.), l'intérim, les particuliers employeurs, l'emploi public (fonction publique d'Etat, fonction publique hospitalière et collectivités territoriales), les salariés des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale du secteur privé.

Depuis l'estimation du deuxième trimestre 2009, l'Insee utilise la nomenclature d'activité «NAF rev2».

*Variation trimestrielle calculée sur les données corrigées des variations saisonnières

D'une publication à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés à la suite d'une expertise de la source Urssaf, réalisée par les directions régionales de l'Insee.

1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 31 décembre

	31-déc 2007	31-déc 2008	08/07 %
Dordogne			
Emploi salarié total	125 399	123 548	-1,5
dont emploi salarié agricole	3 045	3 015	-1,0
Part de l'emploi salarié agricole (%)	2,4	2,4	///
Gironde			
Emploi salarié total	561 729	558 638	-0,6
dont emploi salarié agricole	18 762	14 494	-22,7
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,3	2,6	///
Landes			
Emploi salarié total	122 802	122 893	0,1
dont emploi salarié agricole	3 632	3 700	1,9
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,0	3,0	///
Lot-et-Garonne			
Emploi salarié total	106 371	104 622	-1,6
dont emploi salarié agricole	3 290	3 331	1,2
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,1	3,2	///
Pyrénées-Atlantiques			
Emploi salarié total	230 182	227 972	-1,0
dont emploi salarié agricole	1 727	1 758	1,8
Part de l'emploi salarié agricole (%)	0,8	0,8	///
Aquitaine			
Emploi salarié total	1 146 483	1 137 673	-0,8
dont emploi salarié agricole	30 456	26 298	-13,7
Part de l'emploi salarié agricole (%)	2,7	2,3	///

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées.

Estimations provisoires pour l'année 2008

A partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau. Le concept central d'Estel - le nombre de personnes en emploi - est proche de celui du BIT. La mesure est datée au 31 décembre de chaque année.

ESTEL estime un nombre de personnes en emploi. Mais à la différence du recensement, l'emploi d'Estel n'est pas déclaratif car appréhendé à partir des sources administratives afin de compter en emploi toute personne dès lors qu'elle a effectué un travail déclaré d'au moins une heure pendant la dernière semaine de l'année ou qu'elle a un lien formel avec son emploi (pour les salariés, il s'agit de repérer les contrats de travail "actifs" fin décembre).

1.2.3. Emploi salarié public au 1^{er} janvier

	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	10 161	9 717	-4,4	10,3
Collectivités territoriales ⁽²⁾	11 966	12 246	2,3	13,2
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	6 929	6 760	-2,4	14,1
Total	29 056	28 723	-1,1	12,2
Gironde				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	53 594	51 851	-3,3	55,1
Collectivités territoriales ⁽²⁾	41 092	44 100	7,3	47,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	22 459	23 244	3,5	48,3
Total	117 145	119 195	1,7	50,7
Landes				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	9 227	8 641	-6,4	9,2
Collectivités territoriales ⁽²⁾	11 917	12 506	4,9	13,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	4 823	4 853	0,6	10,1
Total	25 967	26 000	0,1	11,1
Lot-et-Garonne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	8 294	7 814	-5,8	8,3
Collectivités territoriales ⁽²⁾	7 025	7 268	3,5	7,8
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	5 311	5 322	0,2	11,1
Total	20 630	20 404	-1,1	8,7
Pyrénées-Atlantiques				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	16 972	16 111	-5,1	17,1
Collectivités territoriales ⁽²⁾	16 202	16 898	4,3	18,2
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	7 740	7 898	2,0	16,4
Total	40 914	40 907	0,0	17,4
Aquitaine				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	98 248	94 134	-4,2	4,8
Collectivités territoriales ⁽²⁾	88 202	93 018	5,5	5,3
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	47 262	48 077	1,7	4,7
Total	233 712	235 229	0,6	5,0
Militaires ⁽¹⁾	21 195	20 757	-2,1	6,5
Total (y compris militaires)	254 907	255 986	0,4	5,1
France métropolitaine				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	2 021 516	1 955 490	-3,3	///
Collectivités territoriales ⁽²⁾	1 689 125	1 762 668	4,4	///
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	1 011 039	1 019 815	0,9	///
Total	4 721 680	4 737 973	0,3	///
Militaires ⁽¹⁾	330 958	320 781	-3,1	///
Total (y compris militaires)	5 052 638	5 058 754	0,1	///

extrait du rapport annuel fonction publique (DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation).

Sources : Insee - Drees - DHOS

Champ : Emplois principaux (hors emplois aidés)

⁽¹⁾ Agents des ministères y compris EPA (Etablissements Publics Administratifs) nationaux. L'information sur

⁽²⁾ Y compris EPA locaux, Y compris assistantes maternelles.

⁽³⁾ Y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

⁽⁴⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1.2. Emploi salarié

1.2.4. Évolution des déclarations préalables à l'embauche

	2009	2010	10/09	2011				
				jan	fev	mar	avr	
	Cumul sur l'année		%	Variation annuelle, données brutes				
Dordogne								
Ensemble des déclarations	139 625	154 018	10,3	21,3	15,8	-0,2	-16,5	
dont travail temporaire (%)	44,7	49,5						
Gironde								
Ensemble des déclarations	825 360	926 724	12,3	16,7	7,3	0,9	5,5	
dont travail temporaire (%)	44,9	46,8						
Landes								
Ensemble des déclarations	162 780	177 402	9,0	16,4	9,7	-7,6	5,2	
dont travail temporaire (%)	48,1	47,9						
Lot-et-Garonne								
Ensemble des déclarations	133 345	148 135	11,1	21,7	19,1	8,1	11,7	
dont travail temporaire (%)	55,3	55,5						
Pyrénées-Atlantiques								
Ensemble des déclarations	282 972	314 391	11,1	25,2	14,4	0,7	7,5	
dont travail temporaire (%)	43,5	44,7						
Aquitaine								
Ensemble des déclarations	1 544 082	1 720 670	11,4	19,0	10,4	0,5	4,3	
dont travail temporaire (%)	45,9	47,5						

Source : URSSAF

* Les chiffres de 2010 et 2011 sont provisoires

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est imposée à tout employeur qui envisage de recruter un salarié.

Les entreprises de "travail temporaire" effectuent des déclarations spécifiques pour le recrutement des salariés intérimaires.

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2009

	Sphères économiques		Total
	Présentielle	non présentielle	
Effectifs salariés (au 31/12)			
Dordogne	83 603	31 997	115 600
Gironde	354 035	162 613	516 648
Landes	73 651	35 398	109 049
Lot-et-Garonne	65 292	30 680	95 972
Pyrénées-Atlantiques	148 292	62 059	210 351
Aquitaine	724 873	322 747	1 047 620
Salaires versés (en millions d'euros)			
Dordogne	1 863	872	2 735
Gironde	8 750	5 355	14 104
Landes	1 696	1 054	2 750
Lot-et-Garonne	1 448	874	2 322
Pyrénées-Atlantiques	3 483	2 171	5 654
Aquitaine	17 239	10 325	27 564

Source : Insee - CLAP 2009

Champ : Tous secteurs hors militaires et personnel domestique

1.2.6. Effectifs salariés et masse salariale par activité économique en 2009

Nomenclature agrégée A 17	Effectifs salariés (au 31/12)			Salaires versés (millions d'€)
	Hommes (Part en %)	Femmes (Part en %)	Total	
Agriculture, sylviculture et pêche	70	30	28 859	673
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	54	46	29 605	703
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	76	24	12 175	454
Fabrication de matériels de transport	85	15	17 548	759
Fabrication d'autres produits industriels	76	24	64 219	1 927
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution; Cokéfaction et raffinage	79	21	20 399	666
Construction	89	11	76 298	1 748
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	51	49	155 412	3 709
Transports et entreposage	80	20	60 414	1 606
Hébergement et restauration	47	53	39 693	823
Information et communication	60	40	21 024	743
Activités financières et d'assurance	39	61	33 018	1 230
Activités immobilières	41	59	9 776	266
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien*	47	53	90 533	2 933
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	32	68	355 200	8 583
Autres activités de services	38	62	33 419	741
Total*	51	49	1 047 620	27 564

Source : Insee - CLAP 2009

Champ : Tous secteurs hors militaires et personnel domestique

*La répartition hommes, femmes est celle des salariés hors intérim

CLAP connaissance locale de l'appareil productif

Le dispositif de connaissance locale de l'appareil productif (CLAP) permet de suivre chaque année par activité détaillée les profils d'emplois et de salaires de zones localisées au lieu de travail.

Ce dispositif s'appuie sur plusieurs sources administratives dont il fait la synthèse, principalement les URSSAF et les Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Pour rendre compte des différentes logiques de localisation des emplois et des salaires sur le territoire, les activités ont été réparties en deux sphères présentielle et non-présentielle.

Les activités « **présentielles** » sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités « **non-présentielles** » sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le champ de CLAP couvre l'ensemble de l'emploi salarié, hormis les emplois domestiques et la défense.

A compter de 2009, le secteur de l' « Agriculture, Sylviculture et Pêche » est presque complet et est diffusé pour la première fois.

Autre nouveauté : Clap 2009 prend en compte les agents des trois fonctions publiques ayant un statut à caractère privé.

CLAP fournit des informations sur la localisation de l'activité économique au travers des effectifs et des rémunérations. Le champ de CLAP couvre l'ensemble des entreprises et établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année d'exercice, qu'ils soient employeurs ou non.

Quelle que soit la région, Clap fournit une information homogène sur la localisation des établissements, l'emploi et la masse des rémunérations versées. La source Clap est destinée à l'analyse économique localisée du facteur travail : c'est pourquoi on évalue le nombre de postes de travail des établissements implantés dans une zone et la masse salariale qu'ils versent.

Clap ne se substitue donc pas aux estimations d'emploi réalisées par ailleurs par l'Insee qui privilégie l'évaluation du nombre de personnes ayant un emploi sur une zone.

1.3.1. Taux de chômage

Unité : %

	2009	2010	10/09	2010				2011
	T4	T4	Écart point	T1	T2	T3	T4*	T1 *
	<i>Données CVS</i>							
Nord-Est de la Dordogne	7,2	7,0	-0,2	6,9	6,8	7,0	7,0	
Périgueux	9,2	9,4	0,2	9,2	9,3	9,5	9,4	
Terrasson	9,8	10,1	0,3	9,9	9,7	9,8	10,1	
Sarlat-la-Canéda	9,9	9,2	-0,7	9,7	9,8	9,5	9,2	
Bergerac	10,7	10,9	0,2	10,4	10,7	10,9	10,9	
Libourne-Montpon-Ste-Foy-la-Grande	10,6	10,9	0,3	10,7	10,7	11,0	10,9	
Langon-Bazas-La Réole	9,4	9,6	0,2	9,6	9,6	9,9	9,6	
Bordeaux-Médoc	10,9	11,4	0,5	11,2	11,1	11,4	11,4	
Bordeaux-Arcachonnais	10,1	10,0	-0,1	10,3	10,0	10,0	10,0	
Bordeaux-Entre-deux-Mers	8,6	8,6	0,0	8,5	8,6	8,8	8,6	
Bordeaux-Cubzacais	11,4	11,3	-0,1	11,5	11,4	11,5	11,3	
Bordeaux-zone centrale	9,3	9,2	-0,1	9,4	9,3	9,3	9,2	
Dax	9,3	9,1	-0,2	9,1	8,9	8,6	9,1	
Sud des Landes	10,8	10,7	-0,1	10,8	10,4	10,0	10,7	
Mont-de-Marsan-Haute Lande	8,8	9,1	0,3	8,7	8,4	8,5	9,1	
Mont-de-Marsan-Est des Landes	7,4	7,4	0,0	7,3	7,3	7,1	7,4	
Marmande-Casteljaloux	9,2	9,0	-0,2	9,4	9,4	9,3	9,0	
Villeneuve-sur-Lot-Fumel	11,4	11,2	-0,2	11,4	11,5	11,5	11,2	
Agen	9,4	9,3	-0,1	9,6	9,5	9,5	9,3	
Lacq-Orthez	8,1	7,3	-0,8	7,9	7,5	7,7	7,3	
Oloron-Mauléon	8,0	7,1	-0,9	7,5	7,2	7,7	7,1	
Pau	8,4	8,0	-0,4	8,4	8,3	8,5	8,0	
Bayonne-Pyrénées	8,5	8,4	-0,1	8,5	8,4	8,8	8,4	
Dordogne	9,7	9,8	0,1	9,5	9,5	9,7	9,8	9,8
Gironde	9,6	9,5	-0,1	9,8	9,7	9,7	9,7	9,7
Landes	9,0	9,2	0,2	9,0	8,9	9,0	9,2	9,1
Lot-et-Garonne	9,9	9,6	-0,3	10,0	10,0	9,9	9,8	9,8
Pyrénées-Atlantiques	8,4	8,1	-0,3	8,4	8,2	8,2	8,1	8,0
Aquitaine	9,3	9,3	0,0	9,4	9,3	9,4	9,3	9,3
France métropolitaine	9,6	9,3	-0,3	9,5	9,3	9,3	9,3	9,2

Source : Insee - Taux de chômage localisés

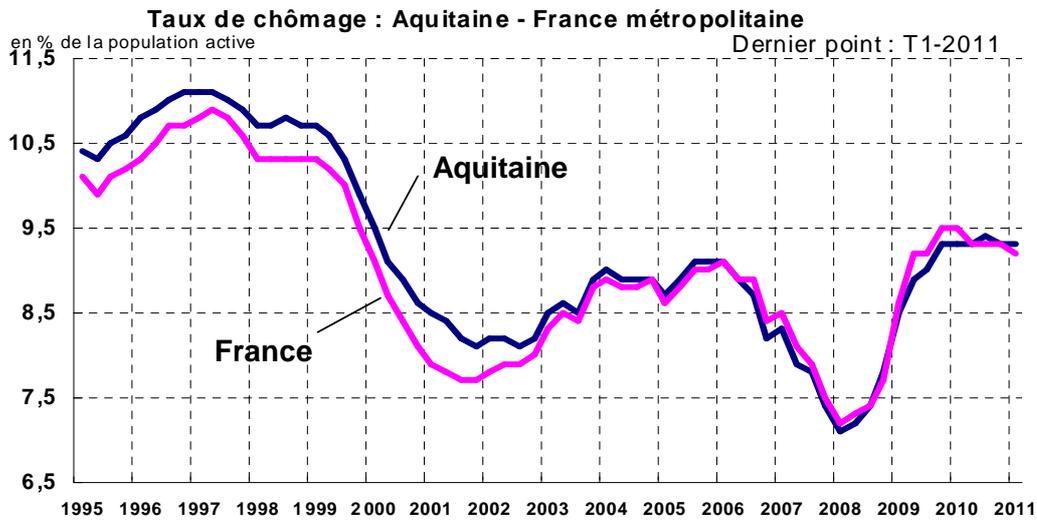
* Estimations provisoires au 4^e trimestre 2010 pour les zones d'emploi et au 1^{er} trimestre 2011 pour départements, région

Le taux de chômage pour la France métropolitaine est exprimé en données corrigées des variations saisonnières et en moyenne trimestrielle. Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT) au nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage). Des améliorations ont été apportées à la méthode dans la nouvelle série publiée depuis décembre 2007. Les nouvelles séries ne sont pas comparables à celles publiées précédemment.

Les taux de chômage sont des indicateurs statistiques dont l'estimation fait l'objet de révisions régulières, au moins une fois par an pour tenir compte des derniers résultats d'enquêtes et des sources les plus récentes. Les séries sont recalculées en remontant sur plusieurs années. Il se produit un décalage de quelques semaines entre le calcul et la révision des séries départementales et régionales et celles des séries par zone d'emploi.

Date de dernière mise à disposition des séries : 14 juin 2011 pour régions, départements et mars 2011 pour zones d'emploi.

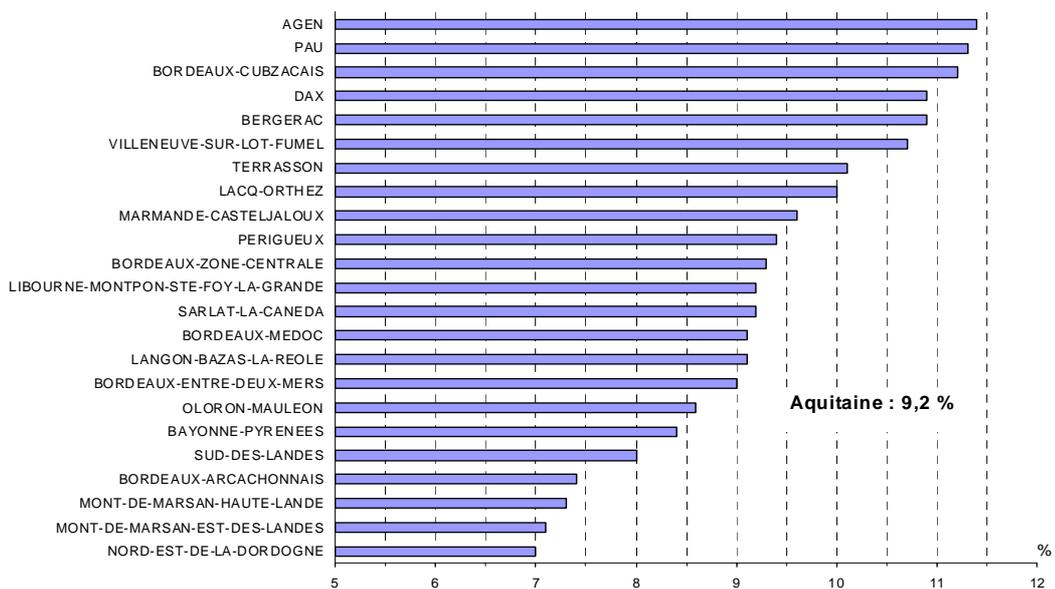
1.3.2. Taux de chômage



Source : Insee - Ministère du Travail

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 - 2010

Chiffres de mars 2011



Source : Insee - Taux de chômage localisés

1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie A

	au 31 décembre		10/09 %	2011			
	2009	2010		janv	fev	mar	avr
	Données CVS			Variation annuelle, données CVS			
Dordogne	15 336	16 446	7,2	7,4	8,2	5,9	4,9
Gironde	61 102	65 453	7,1	5,2	5,8	4,2	3,3
Landes	13 573	14 372	5,9	5,6	5,2	5,0	3,8
Lot-et-Garonne	12 521	12 982	3,7	2,8	1,8	-0,5	-2,0
Pyrénées-Atlantiques	23 262	23 919	2,8	-0,9	1,0	1,8	2,9
Aquitaine	125 794	133 172	5,9	4,4	4,7	3,6	2,9
France métro. (CVS-CJO en milliers)	2 645,1	2 722,5	2,9	1,4	1,3	0,7	0,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (soit les catégories 1, 2, 3 hors activités réduites).

1.3.4. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C

	au 31 décembre		10/09 %	2011			
	2009	2010		jan	fev	mar	avr
	Données CVS			Variation annuelle, données CVS			
Dordogne	22 913	24 764	8,1	7,4	7,2	5,9	5,2
Gironde	93 418	100 995	8,1	6,2	5,2	4,5	3,9
Landes	21 811	23 433	7,4	5,5	4,2	4,9	4,7
Lot-et-Garonne	19 664	20 813	5,8	4,6	3,8	1,8	0,8
Pyrénées-Atlantiques	36 754	38 406	4,5	3,2	2,6	2,8	2,9
Aquitaine	194 560	208 011	6,9	5,6	4,7	4,0	3,6
France métro. (en milliers)	3 849,2	4 045,5	5,1	4,4	4,1	3,8	3,3

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A,B,C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A, B, C au 31 décembre 2010

Données brutes				Unité : %
	Femmes	Moins de 25 ans	50 ans ou plus	Chômeurs de longue durée
Dordogne	53,7	17,5	20,0	36,5
Gironde	52,5	17,2	16,1	36,4
Landes	56,0	16,6	18,5	34,5
Lot-et-Garonne	52,3	18,2	19,3	36,7
Pyrénées-Atlantiques	53,6	15,8	18,5	38,2
Aquitaine	53,3	17,1	17,6	36,6
France métropolitaine	50,1	17,5	17,5	37,4

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Direccte Aquitaine

Note : les chômeurs de longue durée sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C, D, E

	au 31 décembre		10/09 %	2011			
	2009	2010		jan	fév	mar	avr
	<i>Données brutes</i>			<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne	27 200	29 760	9,4	9,8	9,3	7,6	6,2
Gironde	108 570	119 550	10,1	8,8	8,1	6,9	5,7
Landes	26 390	29 134	10,4	8,7	8,0	8,3	7,3
Lot-et-Garonne	23 470	25 250	7,6	6,5	5,8	3,4	1,8
Pyrénées-Atlantiques	43 570	46 486	6,7	6,2	5,6	5,1	4,7
Aquitaine	229 190	250 180	9,2	8,2	7,5	6,4	5,3
France métro. (en milliers)	4 436,0	4 696,5	5,9	5,4	4,6	3,8	2,8

Source : STMT - Pôle emploi, Dares, Direccte Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A, B, C, D, E représentent l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

(catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8)

Sources et définitions

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Les publications étaient auparavant, fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories dorénavant utilisées à des fins de publication statistique et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées

	2009 <i>Cumul sur l'année</i>	2010 <i>- données CVS</i>	10/09 %	2011				
				jan	fev	mar	avr	
				<i>Variation annuelle, données CVS</i>				
Offres d'emploi								
Aquitaine								
Ensemble des offres	165 211	178 301	7,9	16,7	14,5	14,5	10,9	
<i>dont durables</i>	65 561	72 332	10,3	-1,3	0,5	3,1	1,6	
France métropolitaine (CVS-CJO)								
Ensemble des offres	2 882 700	3 172 400	10,0	8,1	10,2	7,9	6,8	
<i>dont durables</i>	1 233 200	1 350 000	9,5	2,0	4,8	3,2	2,3	
Entrées à Pôle emploi par motifs (catégories A, B, C)								
Aquitaine								
Fins de contrats à durée déterminée	86 119	79 682	-7,5	9,0	2,4	9,4	6,1	
Fins de missions d'intérim	19 960	15 649	-21,6	17,9	1,3	1,5	-3,2	
Licenciements économiques*	12 952	8 374	-35,3	13,6	9,8	15,7	2,6	
Autres licenciements	32 445	27 248	-16,0	-6,2	-9,3	-2,9	-13,2	
Démissions	14 380	13 404	-6,8	4,7	-3,5	-0,1	-2,9	
Premières entrées vie active	20 490	19 538	-4,6	-27,2	-32,4	-35,3	-36,7	
Reprises d'activité	24 232	22 678	-6,4	24,3	5,2	0,0	-0,9	
Autres cas	98 426	117 520	19,4	13,7	5,0	5,6	4,4	
Total	309 004	303 131	-1,9	8,3	-0,2	1,9	-1,0	
France métropolitaine (CVS-CJO)								
Total	6 037 000	5 878 100	-2,6	-2,6	-2,6	-2,4	-0,9	

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte Aquitaine

* Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP

1.3.8. Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C)

	2009 <i>Cumul sur l'année</i>	2010 <i>- données CVS</i>	10/09 %	2011				
				jan	fev	mar	avr	
				<i>Variation annuelle, données CVS</i>				
Aquitaine								
<i>dont</i>	277 398	287 325	3,6	20,7	8,3	5,0	3,3	
Reprises d'emploi	62 952	63 137	0,3	39,4	15,5	-0,4	7,4	
Entrées en stage	22 252	21 274	-4,4	47,2	33,6	14,2	-4,0	
France métropolitaine								
	5 371 000	5 632 700	4,9	3,6	2,0	1,5	1,0	

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A, B, C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

1.3. Marché du travail

1.3.9. Travail temporaire

	2009		2010	10/09 %	Part en % départ. Aquitaine	Évolution annuelle 2011 en %			
	Cumul sur l'année					jan	fev	mar	avr
Travail temporaire ⁽¹⁾						<i>Cumul sur les premiers mois de l'année*</i>			
Dordogne	69 438	78 981		13,7	10,6	26,5	17,1	0,7	...
Gironde	344 596	373 564		8,4	50,2	19,2	5,4	-6,4	...
Landes	82 218	88 755		8,0	11,9	14,5	12,2	-6,4	...
Lot-et-Garonne	67 811	76 415		12,7	10,3	29,1	26,6	7,9	...
Pyrénées-Atlantiques	115 869	126 873		9,5	17,0	35,6	17,2	7,3	...
Aquitaine	679 932	744 588		9,5	100,0	23,1	11,3	-2,0	...

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte Aquitaine

⁽¹⁾ Nombre de contrats conclus

* Données provisoires

1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites

	au 31 décembre		10/09 %	Part en % départ. Aquitaine	2011			
	2009	2010			jan	fev	mar	avr
					<i>Variation annuelle</i>			
Dordogne	49	46	-6,1	13,8	-10,0	-10,2	-4,3	-8,5
Gironde	139	109	-21,6	32,7	-21,3	-19,8	-17,7	-16,7
Landes	75	64	-14,7	19,2	-14,3	-18,3	-21,1	-16,7
Lot-et-Garonne	77	58	-24,7	17,4	-17,1	-19,2	-15,5	-10,6
Pyrénées-Atlantiques	86	56	-34,9	16,8	-28,4	-25,7	-26,1	-25,0
Aquitaine	426	333	-21,8	4,3 ⁽¹⁾	-19,2	-19,3	-17,8	-16,1
France métropolitaine	9 007	7 775	-13,7	///	-32,5	-32,4	-32,3	...

Source : Unedic

Champ : nombre de bénéficiaires du régime des préretraites de l'État : allocations spéciales du fonds national de l'emploi (ASFNE), allocations de préretraite progressive (PRP) et allocations complémentaires (ACO).

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlant.	Aquitaine
Flux cumulés de janvier à décembre 2010						
Emploi marchand aidé	3 170	13 426	2 866	2 885	5 495	27 842
Emploi non marchand aidé	53	149	9	16	40	267
Formation des demandeurs d'emploi	42	175	0	119	1 572	1 908
Accompagnement des licenciements économiques	780	3 169	630	555	1 538	6 672
Accompagnement des jeunes Contrats Insertion Vie Sociale	1 048	4 333	971	1 137	1 689	9 178
Retrait d'activité	9	36	8	4	13	70
Ensemble des entrées en mesure	5 102	21 288	4 484	4 716	10 347	45 937
EMPLOI MARCHAND AIDÉ						
<i>Dont</i>						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1er - 50e salarié)	0	89	0	0	2	91
Exo. zone de revitalisation rurale (1er - 50e salarié)	115	138	198	84	139	674
Exo. zone Franche urbaine (1er - 50e salarié)	0	607	0	0	0	607
Exo. Association en ZFRU ou ZFU (1er - 15e salarié)	0	2	0	0	15	17
Contrats en alternance (2)						
Contrats d'apprentissage	1 432	4 739	1 107	1 428	2 447	11 153
Contrats de professionnalisation	703	3 886	617	563	1 526	7 295
INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE						
Entreprises d'insertion (3)	152	456	85	176	77	946
Entreprises de travail temporaire d'insertion (4)	66	171	53	36	41	367
AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (5)	733	3 457	828	564	1 257	6 839
EMPLOI NON MARCHAND AIDÉ						
Contrats PACTE (6)	1	12	0	0	0	13
Apprentis du secteur public	52	137	9	16	40	254
AUTRES MESURES						
Accompagnement des licenciements économiques	780	3 169	630	555	1 538	6 672
dont Conventions de reclassement personnalisé	711	2 682	569	527	1 054	5 543
Évolution des flux cumulés janvier à décembre 2010/2009						
Emploi marchand aidé	-38,4	-27,2	-28,6	-24,6	-22,0	-27,6
Emploi non marchand aidé	-98,4	-98,1	-99,5	-99,4	-98,7	-98,6
Formation des demandeurs d'emploi	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Accompagnement des licenciements économiques	-33,6	-11,5	-18,7	-63,7	-5,8	-23,2
Accompagnement des jeunes Contrats Insertion Vie Sociale	-22,6	-14,7	-7,7	-19,6	-9,4	-14,7
Retrait d'activité	-47,1	-10,0	-76,5	-81,0	30,0	-42,6
Ensemble des entrées en mesure	-53,3	-39,6	-42,1	-49,4	-23,9	-40,2
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1er - 50e salarié)	-	-33,1	-	-	-	-31,6
Exo. zone de revitalisation rurale (1er - 50e salarié)	-25,8	-38,1	-23,6	-16,8	-13,1	-24,9
Exo. zone Franche urbaine (1er - 50e salarié)	-	-19,5	-	-	-	-19,5
Exo. Association en ZFRU (1er - 15e salarié)	-	-50,0	-	-	-42,3	-43,3
Contrats en alternance (2)						
Contrats d'apprentissage	-29,7	-17,4	-16,6	-1,1	16,6	-11,8
Contrats de professionnalisation	-0,6	5,3	16,9	4,1	0,1	4,3
INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE						
Entreprises d'insertion (3)	-13,6	-15,1	-6,6	-17,8	11,6	-13,0
Entreprises de travail temporaire d'insertion (4)	-6,5	-29,2	-21,4	-10,8	26,8	-18,9
AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (5)	-45,9	-32,7	-36,4	-42,7	-41,3	-37,4
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND						
Contrats PACTE (6)	-	20,0	-	-100,0	-	-13,3
Apprentis du secteur public	15,6	-13,3	-71,0	-42,9	-20,0	-18,6
AUTRES MESURES						
Conventions de reclassement personnalisé	-31,4	-16,1	-26,6	-51,9	-21,5	-25,6

Source : Anpe - Cnasea - Dares - Drees - Unedic - Données provisoires

(1) Nombre de déclarations d'embauches reçues ou acceptées

(4) Nbre de personnes mises à disposition (en moyenne par mois)

(2) Nombre de nouveaux contrats enregistrés

(5) Nombre de bénéficiaires des aides ACCRE

(3) Nombre d'embauches en CDD

(6) Nombre total d'embauches

l'emploi (CAE), le contrat insertion revenu minimum d'activité (CI-RMA), le contrat initiative emploi (CIE).

1.4. Commerce extérieur

1.4.1. Pays clients et pays fournisseurs de l'Aquitaine entre avril 2010 et mars 2011

Unité : million d'euros

Zone géographique	Exportations			Importations			Soldes
	12 mois du 2t-2010 au 1t-2011 Valeur	valeur en %	évol sur 1 an (%)	12 mois du 2t-2010 au 1t-2011 Valeur	valeur en %	évol sur 1 an (%)	Valeur
Europe	8 709	65,3	5,1	8 699	72,1	18,8	10
Union européenne	7 700	57,7	3,9	7 219	59,8	15,4	481
<i>dont</i>							
<i>Espagne</i>	2 090	15,7	8,7	2 099	17,4	25,1	-9
<i>Allemagne</i>	1 335	10,0	12,4	1 006	8,3	3,0	329
<i>Royaume-Uni</i>	1 048	7,9	9,3	889	7,4	1,9	159
<i>Italie</i>	1 033	7,7	16,6	528	4,4	21,7	505
<i>Belgique</i>	547	4,1	-4,1	589	4,9	7,1	-42
<i>Pays-Bas</i>	370	2,8	-4,6	613	5,1	20,8	-243
<i>Portugal</i>	198	1,5	-16,9	388	3,2	16,6	-190
<i>Suède</i>	113	0,8	-30,7	184	1,5	39,4	-71
<i>Irlande</i>	71	0,5	-17,1	111	0,9	39,4	-40
<i>Finlande</i>	34	0,3	28,0	56	0,5	39,6	-22
<i>Danemark</i>	111	0,8	-15,5	73	0,6	20,4	38
<i>Lettonie</i>	13	0,1	53,5	26	0,2	620,3	-13
<i>Lituanie</i>	23	0,2	99,5	62	0,5	-4,6	-39
<i>Pologne</i>	184	1,4	3,4	94	0,8	13,2	90
Afrique	596	4,5	20,9	373	3,1	37,1	223
Amérique	2 403	18,0	0,6	1 259	10,4	-0,7	1 144
<i>dont</i>							
<i>États-Unis</i>	1 804	13,5	-6,3	864	7,2	-0,7	940
<i>Canada</i>	144	1,1	13,9	90	0,7	-38,1	54
Proche et Moyen Orient	251	1,9	126,1	34	0,3	54,5	217
Asie	1 325	9,9	39,3	1 289	10,7	40,9	36
<i>dont</i>							
<i>Chine</i>	336	2,5	74,5	707	5,9	46,1	-371
<i>Japon</i>	201	1,5	19,6	160	1,3	36,3	42
<i>Hong-Kong</i>	315	2,4	115,5	6	0,0	25,2	309
<i>Singapour</i>	43	0,3	8,7	4	0,0	31,7	39
Autres pays (yc. non déterminés)	54	0,4	///	419	3,5	///	-365
Total	13 338	100,0	-11,1	12 073	100,0	-14,3	1 265

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 8 juin 2011

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

1. Cadrage

1.4. Commerce extérieur

1.4.2. Produits exportés en valeur

Unité : million d'euros

	2009	2010	10/09 %	12 mois du 2T2010 au 1T2011	2010			2011	Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					Variation annuelle (%)				2T2010 au 1T2011
Aquitaine									
Exportations totales	12 110	13 343	10,2	13 338	13,5	12,1	10,6	-0,1	3,3
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	833	920	10,4	1 042	5,1	30,2	17,9	44,4	7,2
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	124	236	90,3	256	118,8	24,3	85,7	36,4	2,6
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires <i>dont boissons</i>	2 323 1 439	2 622 1 669	12,9 16,0	2 790 1 811	7,5 10,1	16,6 18,3	23,0 34,7	29,6 40,9	7,4 15,7
Produits pétroliers raffinés et coke	4	5	25,0	6	0,0	0,0	0,0	50,0	0,1
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	783	921	17,6	920	17,9	19,4	25,2	-0,5	1,2
Produits informatiques, électroniques et optiques	361	451	25,1	448	14,8	28,1	46,0	-3,1	1,6
Équipements électriques et ménagers	121	132	8,6	136	26,5	-3,8	4,3	11,9	0,7
Machines industrielles et agricoles, diverses	301	338	12,3	337	18,0	19,0	10,5	-1,9	1,0
Matériels de transport	2 868	3 069	7,0	2 862	6,8	4,5	14,8	-23,5	3,4
Industrie automobile	526	518	-1,4	507	9,2	-16,3	-23,0	-7,9	1,3
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles <i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	2 342 2 282	2 551 2 497	8,9 9,4	2 355 2 289	6,2 7,8	9,5 8,0	26,0 27,1	-26,7 -28,9	5,2 4,1
Autres produits industriels	5 141	5 533	7,6	5 423	17,7	10,8	-3,0	-7,7	3,4
Textiles, habillement, chaussures	490	514	4,9	521	15,2	2,9	14,0	4,8	3,0
Bois papier et carton	851	981	15,3	1 028	21,3	13,1	12,3	19,7	12,3
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 170	1 253	7,1	1 319	23,8	-3,0	10,5	20,8	2,7
Produits pharmaceutiques	1 491	1 437	-3,6	1 128	10,3	10,7	-42,3	-74,4	4,3
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	298	335	12,4	355	16,4	5,3	20,3	26,3	2,1
Produits métallurgiques et métalliques	563	634	12,6	673	11,6	28,7	14,3	30,5	2,2
Produits manufacturés divers	278	379	36,3	398	47,7	53,8	28,9	22,4	3,4
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	33	33	0,0	35	0,0	14,3	18,2	10,0	

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 8 juin 2011

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

1.4. Commerce extérieur

1.4.3. Produits importés en valeur

Unité : million d'euros

	2009	2010	10/09 %	12 mois du 2T2010 au 1T2011	2010		2011		Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					<i>Variation annuelle (%)</i>				
									2T2010 au 1T2011
Aquitaine									
Importations totales	9 719	11 473	18,0	12 073	32,0	20,9	11,8	22,7	2,5
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	372	415	11,6	464	1,1	35,4	30,9	55,1	4,1
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	146	166	13,7	178	9,3	27,0	34,4	42,9	0,3
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	916	1 018	11,1	1 105	11,9	12,2	13,1	39,2	3,5
<i>dont boissons</i>	191	227	18,9	254	14,1	2,1	28,9	58,2	9,6
Produits pétroliers raffinés et coke	1 358	1 838	35,3	2 011	54,7	31,6	59,2	51,6	9,3
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 063	1 141	7,3	1 236	3,4	19,9	20,9	38,5	1,3
Produits informatiques, électroniques et optiques	453	500	10,3	534	3,1	27,4	28,0	31,2	1,2
Équipements électriques et ménagers	165	214	29,7	226	30,7	61,7	35,4	27,8	1,1
Machines industrielles et agricoles, diverses	444	426	-4,0	475	-5,1	-1,4	6,4	50,8	1,4
Matériels de transport	1 889	2 251	19,2	2 125	63,9	11,1	-26,5	-19,8	3,0
Industrie automobile	920	1 132	23,0	1 128	59,1	-2,8	-16,6	-1,0	2,6
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles	969	1 119	15,4	997	68,8	22,3	-35,6	-42,2	3,7
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	949	1 091	14,9	966	68,5	22,0	-36,3	-44,0	4,1
Autres produits industriels	3 946	4 606	16,7	4 912	28,9	22,0	11,7	27,9	2,7
Textiles, habillement, chaussures	481	543	12,9	582	9,7	28,4	31,1	31,7	2,0
Bois papier et carton	566	695	22,8	754	30,9	30,9	17,6	38,1	5,8
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	811	1 159	42,9	1 259	69,2	31,5	53,3	34,8	3,1
Produits pharmaceutiques	860	803	-6,6	790	9,3	3,8	-33,3	-7,0	3,4
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	475	535	12,6	566	26,3	12,6	7,6	23,7	2,6
Produits métallurgiques et métalliques	433	497	14,8	572	13,6	33,7	50,5	70,8	1,5
Produits manufacturés divers	321	373	16,2	388	32,9	17,6	12,0	16,3	2,0
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	29	38	31,0	43	14,3	140,0	33,3	57,1	

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 8 juin 2011

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

2.1.1. Exploitations agricoles

	2000	2007	évol annuelle 2007/2000 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine - ensemble des exploitations				
Nombre d'exploitations agricoles	56 221	43 850	-3,5	8,6
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 475	1 411	-0,6	8,6
Taille moyenne des exploitations (ha)	26	32	3,0	///
Actifs agricoles familiaux	101 416	77 381	-3,8	8,8
Salariés agricoles permanents	23 500	21 092	-1,5	14,7
Aquitaine - exploitations professionnelles				
Nombre d'exploitations agricoles professionnelles	32 607	26 959	-2,7	8,3
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 281	1 252	-0,3	5,0
Taille moyenne des exploitations (ha)	39	46	2,4	///
Actifs agricoles familiaux	68 038	42 301	-6,6	
Salariés agricoles permanents	22 414	20 658	-1,2	
Nombre d'UTA totales (unité de travail annuel)	81 695	70 649	-2,1	
Nombre moyen d'UTA par exploitation	2,5	2,6	0,7	///
Nombre moyen d'UTA pour 100 hectares	6,4	5,6	-1,8	///

Source : DRAAF - SRISSET

Recensement de l'Agriculture de 2000 et enquête Structure 2007

(1) En milliers d'hectares

2.1.2. Productions animales

Unité : poids produit (équivalent-carcasse) en tonnes

Aquitaine	2009	Aquitaine/ France en 2009 (%)
Bovins		
Gros bovins	35 836	2,7
Veaux de boucherie	24 115	13,1
Porcins	71 446	3,2
Ovins	8 392	6,8
Caprins	543	4,8
Volailles		
Canards gras	82 332	51,4
dont foies gras	9 127	49,6
Oies grasses	2 093	48,5
dont foies gras	220	44,1
Poulets de chair	52 836	5,4

Source : DRAAF - SRISSET - Statistique agricole annuelle SAA 2009

Note : il s'agit des animaux finis produits dans la région

2.1.3. Productions végétales

	Rendement		Production		10/09
	2009	2010	2009	2010	%
Aquitaine					
Céréales					
Maïs-grain (n.c. semences)	89	87	29 087	26 409	-9,2
Oléagineux					
Tournesol	25	22	1 539	1 282	-16,7
Soja	25	25	219	271	23,7
Tabac					
			41	42	2,4
Légumes					
Maïs doux	205	195	3 067	3 003	-2,1
Fraises	200	215	179	182	1,7
Carottes	390	390	1 872	1 872	0,0
Asperges	33	31	47	43	-8,5
Tomates	980	956	880	905	2,8
Haricots verts	110	107	933	863	-7,5
Fruits					
Prunes à pruneaux	129	151	1 355	1 589	17,3
Noisettes ⁽¹⁾	28	25	58	53	-8,6
Kiwi	216	200	403	371	-7,9
Noix ⁽¹⁾	21	16	101	81	-19,8
Production de vin					
Ensemble	51	51	7 308	7 215	-1,3
dont AOP ⁽²⁾	49	48	6 712	6 490	-3,3
Vin rouge et rosé	///	///	6 258	6 123	-2,2
dont AOP ⁽²⁾	///	///	5 850	5 617	-4,0

Source : DRAAF - SRISSET - SAA (statistique agricole annuelle) 2009 et 2010

(1) Y compris la production des arbres isolés

(2) Volumes revendiqués

Note : les rendements sont exprimés en quintaux/hectare et les productions en milliers de quintaux sauf pour le vin où ils sont respectivement exprimés en hectolitres/hectare et en milliers d'hectolitres. Pour le tabac, les légumes et les fruits, il s'agit de la production récoltée.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine

Unité : million d'euros courants, %

Aquitaine	2007	2008	2009	2010	10/09 (%)
Produits végétaux	3 379	3 236	3 141	3 468	10,4
Céréales	762	552	464	766	65,1
<i>dont blé tendre</i>	100	96	53	110	107,5
<i>dont maïs</i>	611	419	383	606	58,2
Oléagineux	70	56	53	79	49,1
Tabac	15	16	16	20	25,0
Fourrages	217	239	252	228	-9,5
Légumes frais	220	221	195	212	8,7
Fruits	365	314	295	395	33,9
Vins de qualité	1 532	1 367	1 614	1 548	-4,1
Autres produits végétaux	200	192	251	220	-12,4
Produits animaux	1 347	1 464	1 308	1 350	3,2
Gros bovins, veaux	475	486	454	440	-3,1
Porcins	66	70	66	63	-4,5
Ovins	50	51	53	53	0,0
Volailles et œufs	439	481	413	445	7,7
Laits et produits laitiers	266	310	264	297	12,5
Autres produits animaux	52	58	57	52	-8,8
Production totale au prix de base	4 975	4 668	4 693	5 075	8,1
<i>dont production de services</i>	248	255	244	257	5,3
<i>dont subventions sur les produits</i>	145	188	181	176	-2,8
Consommations intermédiaires	2 667	2 766	2 696	2 661	-1,3
Charges de cultures	530	551	543	441	-18,8
Charges animales	721	789	731	671	-8,2
Entretien et produits pétroliers	454	497	463	537	16,0
Autres consommations intermédiaires	962	949	959	1 012	5,5
Valeur ajoutée brute	2 308	1 902	1 998	2 413	20,8
Consommation de capital fixe	864	925	943	901	-4,5
Ressources					
Valeur ajoutée nette	1 444	977	1 055	1 512	43,3
Subventions d'exploitations	360	355	355	341	-3,9
Emplois					
Salaires et cotisations sociales	929	902	906	1 038	14,6
Impôts sur la production	103	104	102	99	-2,9
Revenu mixte net	771	326	402	504	25,4
Résultat agricole	1 700	1 229	1 307	1 753	34,1
Unités de travail annuel totales (UTAT)	87 989	87 316	87 316	86 224	-1,3
Résultat agricole par UTA totales (€)	19 330	14 070	14 970	20 331	35,8
Unités de travail annuel non salariées (UTANS)	46 054	44 860	44 860	42 641	-4,9
Revenu net d'entreprises agricole par UTANS (millier d'€)	12,3	2,7	4,2	11,8	180,1
Indice de prix du PIB : évolution n/n-1	102,5	102,5	101,1	100,5	-0,6
Évolution du RNEA par UTANS (en %) en termes réels	-0,8	-56,7	9,3	331,4	

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 100 en 2005

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2011. Résultats définitifs en 2007 et 2008, semi-définitifs en 2009 et provisoires en 2010.

Production totale au prix de base = produits végétaux + produits animaux + services

Valeur ajoutée brute = production totale au prix de base - consommations intermédiaires

Valeur ajoutée nette = valeur ajoutée brute - consommation de capital fixe

Revenu mixte net = valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - salaires et cotisations sociales - impôts sur la production

Résultat agricole = revenu mixte net + salaires et cotisations sociales

2.1. Agriculture

2.1.5. Le résultat agricole par département

Unité : million d'euros courants, %

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Gar.		Pyrénées-Atl.	
	2010	10/09	2010	10/09	2010	10/09	2010	10/09	2010	10/09
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits végétaux	416,6	6,7	1 705,2	1,4	376,3	31,5	671,5	21,5	298,1	12,9
Céréales	92,3	29,8	83,2	54,1	274,6	44,0	164,7	61,6	151,4	41,1
<i>dont blé tendre</i>	24,3	80,0	4,3	104,8	2,0	185,7	75,7	122,6	4,0	233,3
<i>dont maïs</i>	49,0	12,9	76,5	52,7	269,6	42,8	70,0	25,0	149,9	44,8
Oléagineux	21,4	36,3	6,1	38,6	3,3	83,3	45,5	27,5	2,5	47,1
Tabac	6,9	21,1	0,6	20,0	0,9	12,5	9,5	31,9	2,3	35,3
Fourrages	72,0	-13,1	15,5	-12,9	14,4	-11,7	29,2	-12,3	96,6	-12,3
Légumes frais	13,6	-12,3	44,7	8,0	40,8	6,5	101,2	17,1	11,8	-6,3
Fruits	85,5	15,5	34,4	23,3	24,8	14,3	244,1	15,6	6,0	9,1
Vins de qualité	85,3	-3,7	1417,3	-1,4	2,0	17,6	28,5	-6,9	15,0	14,5
Autres produits végétaux	39,6	7,3	103,4	17,9	15,5	4,7	48,8	4,9	12,5	4,2
Produits animaux	311,2	-1,3	71,0	1,4	317,3	7,9	119,9	1,9	530,8	0,8
Gros bovins et veaux	158,5	-6,1	32,0	0,6	29,6	8,4	34,6	-2,0	185,3	-5,4
Porcins	15,1	0,7	4,7	0,0	6,6	0,0	7,1	0,0	29,9	0,3
Ovins	8,6	0,0	3,8	0,0	1,3	0,0	4,3	7,5	34,9	2,0
Volailles et œufs	60,4	-0,3	13,4	-3,6	228,5	9,0	35,3	-1,7	107,8	0,4
Laits et produits laitiers	64,1	11,1	11,8	13,5	22,3	12,6	32,0	11,5	166,5	9,0
Autres produits animaux	4,5	-2,2	5,3	-1,9	29,0	-1,7	6,6	-1,5	6,4	-3,0
Production totale au prix de base	774,5	3,1	1 848,8	1,4	730,6	18,5	843,4	16,9	877,3	4,7
<i>dont production de services</i>	46,7	2,0	72,6	2,0	37,0	1,9	51,9	2,0	48,4	1,9
<i>dont subventions sur les produits</i>	39,8	0,0	12,2	0,0	22,6	0,0	54,4	0,0	47,4	0,0

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 2005

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2011. Résultats semi-définitifs en 2009 et provisoires en 2010

(1) milliers d'euros

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.10. Vin : transactions enregistrées par le CIVB

Volume total en vrac (1) (milliers d'hectolitres)	Campagne			Campagne 2010-2011	
	2008-2009	2009-2010	évol. %	Août 2010 à avril 2011	
				Volume	Évolution (%)
Vins rouges	2 187	2 562	17,1	2 331	11,5
Vins blancs secs	257	304	18,3	246	7,9
Vins blancs doux	ns	ns			

Prix moyen en vrac (1) (€ / tonneau)	Campagne			Campagne 2010-2011	
	2008-2009	2009-2010	évol. %	Août 2010 à avril 2011	
				Prix	Évolution (%)
Bordeaux rouge AOC	958	880	-8,1	929	5,9
Bordeaux blanc sec AOC	1 199	1 041	-13,2	1063	0,6
Bordeaux blanc doux AOC	ns	ns			

Source : CIVB Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux

Note : la campagne s'étend d'août à juillet de l'année suivante ; la campagne 2010-2011 commence en août 2010.

(1) Tous millésimes confondus

2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie

Quantité (milliers d'hectolitres)	Campagne			Évol. annuelle 2011-2012 (%)		
	2009-2010	2010-2011	évol. %	avril	mai	juin
				Cumul sur les premiers mois de la campagne		
	6 038	6 228	3,1	583,0		

Prix moyen livré (euros/litre)	Campagne			Évol. annuelle 2011-2012 (%)			
	2009-2010	2010-2011	évol. %	avril	mai	juin	avr
				Variation annuelle en %			
	0,30	0,380	26,7	0,3			

Source : Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt - SRISET

Note : la campagne de livraison de lait à l'industrie s'étend d'avril à mars de l'année suivante

La campagne 2010-2011 commence en avril 2010

2.1.12. Animaux abattus

Unité : tonne (en équivalent-carcasse)

	2008	2009	09/08 %	2010	10/09 %
Vaches (vaches de réforme)	16 566	16 963	2,4	16 926	-0,2
Veaux	34 244	33 547	-2,0	34 084	1,6
Porcs charcutiers	64 872	64 953	0,1	66 016	1,6

Source : Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt - SRISET

Note : il s'agit des années civiles

2.1. Agriculture

2.1.13. Productions fruitières et légumières

Surfaces (en hectares)	2009	2010 (sd)	10/09 %	Part en %
				Aquitaine France en 2010
Pommes de table	4 160	4 071	-2,1	10,1
Toutes pêches	342	316	-7,6	2,3
Poires de table	380	378	-0,5	5,4
Prunes à pruneaux	10 500	10 522	0,2	84,7
Pomme de terre primeur	960	845	-12,0	11,8
Fraise	899	845	-6,0	29,1
Asperge	1 428	1 404	-1,7	27,4
Tomate	898	947	5,5	15,8
Carotte	4 800	4 800	0,0	37,5
Vins	143 536	142 313	-0,9	18,3

Rendement (en quintaux/hectare)	2009	2010 (sd)	10/09
			%
Pommes de table	479	479	0,0
Toutes pêches	157		-100,0
Poires de table	291	239	-17,9
Prunes à pruneaux	129	151	17,1
Pomme de terre primeur	200	190	-5,0
Fraise	200	215	7,5
Asperge	33	31	-6,1
Tomate	980	956	-2,4
Carotte	390	390	0,0

Production (en milliers de quintaux)	2009	2010 (sd)	10/09 %	Part en %
				Aquitaine France en 2010
Pommes de table	1 994	1 950	-2,2	11,5
Toutes pêches	54	49	-9,3	1,5
Poires de table	111	90	-18,9	5,2
Prunes à pruneaux	1 355	1 589	17,3	89,6
Pomme de terre primeur	192	161	-16,1	10,4
Fraise	179	182	1,7	39,2
Asperge	47	43	-8,5	22,9
Tomate	880	905	2,8	11,4
Carotte	1 872	1 872	0,0	35,6
Vins (en milliers d'hectolitres)	7 364	7 308	-0,8	16,1

Source : DRAAF Aquitaine - SRISSET - Statistique Agricole Annuelle 2009 & Statistique Agricole semi-définitive 2010

2. Secteurs d'activité

2.1. Sylviculture

2.1.14 Exploitations forestières et scieries

	2008	2009	09/08 %	Part en %	
				départ. Aquitaine	
Dordogne					
Exploitation forestière (a)	64	67	4,7	27,1	
Scierie (b)	78	70	-10,3	41,9	
Gironde					
Exploitation forestière (a)	66	70	6,1	28,3	
Scierie (b)	44	39	-11,4	23,4	
Landes					
Exploitation forestière (a)	65	58	-10,8	23,5	
Scierie (b)	31	28	-9,7	16,8	
Lot-et-Garonne					
Exploitation forestière (a)	18	23	27,8	9,3	(a) Nombre d'entreprises ayant une activité
Scierie (b)	13	10	-23,1	6,0	d'exploitation forestière
Pyrénées-Atlantiques					
Exploitation forestière (a)	30	29	-3,3	11,7	(b) Nombre d'entreprises ayant une activité
Scierie (b)	18	20	11,1	12,0	de scierie
Aquitaine					
Exploitation forestière (a)	244	247	1,2	100,0	
Scierie (b)	183	167	-8,7	100,0	

Source : SSP - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

2.1.15 Récolte de bois et production de sciages

Unité : millier de mètres cubes

	Ensemble				dont pin maritime			
	2008	2009	09/08 %	Part en % départ. Aquitaine	2008	2009	09/08 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	215,0	118,4	-44,9	1,4	99,7	49,0	-50,9	0,6
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	293,2	202,8	-30,8	3,6	92,9	24,4	-73,7	0,5
Production de sciages ⁽³⁾	164,6	153,7	-6,6	12,7	96,7	100,1	3,5	9,1
Gironde								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	1 380,2	1 970,3	42,8	22,6	1 341,6	1 934,4	44,2	23,3
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	907,1	1 066,5	17,6	18,9	834,1	1 022,5	22,6	19,6
Production de sciages ⁽³⁾	488,1	474,4	-2,8	39,2	475,0	453,6	-4,5	41,1
Landes								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	3 019,9	6 215,2	105,8	71,4	2 971,3	6 074,6	104,4	73,0
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	1 788,5	4 084,1	128,4	72,3	1 712,4	3 968,4	131,7	76,2
Production de sciages ⁽³⁾	663,5	519,0	-21,8	42,9	648,5	517,3	-20,2	46,9
Lot-et-Garonne								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	287,9	343,9	19,5	3,9	200,0	248,4	24,2	3,0
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	210,0	239,0	13,8	4,2	139,2	162,5	16,7	3,1
Production de sciages ⁽³⁾	49,6	34,3	-30,8	2,8	37,1	32,5	-12,4	2,9
Pyrénées-Atlantiques								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	63,8	61,6	-3,4	0,7	4,7	10,7	127,7	0,1
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	54,1	59,4	9,8	1,1	1,7	33,0	1841,2	0,6
Production de sciages ⁽³⁾	37,1	27,3	-26,4	2,3	1,2	0,2	-83,3	0,0
Aquitaine								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	4 966,7	8 709,3	75,4	24,1	4 628,7	8 317,0	79,7	(c)
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	3 252,9	5 651,9	73,7	28,3	2 780,3	5 210,9	87,4	
Production de sciages ⁽³⁾	1 417,4	1 208,8	-14,7	16,2	1 258,5	1 103,8	-12,3	

Source : SSP - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

(1) Grumes : en mètres cubes ronds sur écorce

(2) Bois de trituration pour pâtes et panneaux : en mètres cubes ronds sur écorce pour tous les bois d'industrie

La récolte totale est la somme de la récolte de bois d'œuvre, de bois d'industrie et de bois de feu. Cette dernière, de plus faible volume, n'apparaît pas dans le tableau.

(3) Production des entreprises livrée à des tiers ou transférée dans leurs ateliers (bois tropicaux, merrains, traverses et appareils de voie : en mètres cubes de sciages).

Note au lecteur

Utilisation de la source Sirene

En théorie, à partir d'un parc existant l'année (n-1), on peut calculer le parc de l'année (n) en y ajoutant les créations et en y retranchant les cessations.

En pratique, ce raisonnement ne peut pas s'appliquer à partir des éléments dont on dispose dans les chapitres traitant du secteur secondaire, du secteur tertiaire et des entreprises, à savoir :

- l'évolution du parc d'établissements à partir du répertoire Sirene (REE),
- l'évolution des créations d'entreprises à partir du répertoire Sirene,
- l'évolution des défaillances d'entreprises (en date de jugement) à partir du Bodacc¹.

Ce raisonnement ne peut donc pas s'appliquer pour trois raisons.

Premièrement, on dénombre un stock d'établissements dont on mesure des flux d'entreprises en création ou en défaillance ; ce qui est loin d'être comparable.

Deuxièmement, les défaillances ne sont qu'une partie des cessations. Une entreprise peut cesser son activité sans pour autant connaître des difficultés de bilan justifiant une ouverture de redressement judiciaire publiée au Bodacc. Les séries de défaillances ne peuvent donc être rapprochées des statistiques issues de Sirene.

Troisièmement, la nature administrative de Sirene fait que les cessations sont connues tardivement, soit par les déclarations des entreprises, soit par les enquêtes de mises à jour. Le volume des cessations est donc étroitement lié à la gestion du répertoire Sirene. Les séries de cessations ne sont pas utilisables pour apprécier l'évolution conjoncturelle du secteur.

Toutefois, l'évolution du parc des établissements, à condition d'être évaluée sur des ensembles suffisamment agrégés tant au niveau des secteurs que des tailles d'établissements, reste pertinente sur le plan économique et traduit bien les mouvements conjoncturels de hausse et de baisse.

Le champ retenu pour les données de stock d'entreprise et d'établissement et de créations est le « champ des activités marchandes hors agriculture ».

Les activités de location de logements, locations de terrains et location d'autres biens immobiliers ne sont pas intégrées dans les tableaux relatifs aux entreprises artisanales. Cela représente 190 unités en Aquitaine.

¹ *Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales*

2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille

Nomenclature Agrégée A 38	2010					Unité : établissement	
	moins de	10 à 49	50 à 499	500 salariés	Total	Part (%)	
	10 salariés*	salariés	salariés	ou plus			
Aquitaine							
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3 541	416	82	2	4 041	24,4	
Industries extractives	197	67	6	1	271	1,6	
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	810	64	19	1	894	5,4	
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	1 604	252	55	1	1 912	11,5	
Cokéfaction et raffinage	9	1	0	0	10	0,1	
Industrie chimique	133	59	35	1	228	1,4	
Industrie pharmaceutique	11	7	10	3	31	0,2	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques	775	158	37	0	970	5,8	
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	740	259	43	0	1 042	6,3	
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	146	23	11	2	182	1,1	
Fabrication d'équipements électriques	89	28	10	1	128	0,8	
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	363	102	18	1	484	2,9	
Fabrication de matériels de transport	150	207	19	10	386	2,3	
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	3 445	40	32	1	3 518	21,2	
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1 282	84	36	1	1 403	8,5	
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	902	148	40	0	1 090	6,6	
Ensemble établissements industriels	14 197	1 915	453	25	16 590	100,0	
(en %)	85,6	11,5	2,7	0,2	100,0		

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

2.2.2. Évolution des établissements industriels selon l'activité et la taille

Aquitaine	2010/2009					Unité : %	
	0 salarié*	1 à 9	10 à 49	50 ou plus	Total		
	salariés	salariés	salariés	salariés			
Ensemble de l'industrie	20,3	-1,3	-2,6	-24,0	-2,4		
<i>dont :</i>							
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,5	0,0	-1,0	-11,6	1,7		
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	23,1	-3,6	-1,5	-9,1	14,5		
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	18,7	-5,1	-2,3	-9,7	5,9		
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques	15,1	-0,3	-10,7	-2,6	3,5		
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	15,3	1,5	0,0	-6,5	4,7		
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	19,2	-4,6	-5,5	-13,2	8,9		
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	90,3	-1,5	-3,4	5,7	63,3		
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,6	9,7	-0,7	2,6	4,0		

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Stock au 1^{er} janvier 2009 : données définitives

2.2. Industrie

2.2.3. Répartition des établissements industriels par département et par activité

Nomenclature Agrégée A 38	Unité : établissement					
	2010					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	710	1 369	542	552	868	4 041
Industries extractives	67	77	32	34	61	271
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	131	342	115	65	241	894
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	335	806	244	177	350	1 912
Cokéfaction et raffinage	0	5	2	0	3	10
Industrie chimique	36	84	33	28	47	228
Industrie pharmaceutique	0	17	0	4	10	31
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques	162	354	119	126	209	970
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	120	394	100	130	298	1 042
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	14	116	10	6	36	182
Fabrication d'équipements électriques	14	66	7	7	34	128
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	51	213	41	68	111	484
Fabrication de matériels de transport	17	103	27	30	42	219
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	518	1 432	446	401	888	3 685
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	181	422	182	197	421	1 403
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	187	414	115	140	234	1 090
Ensemble établissements industriels	2 543	6 214	2 015	1 965	3 853	16 590
(en %)	15,3	37,5	12,1	11,8	23,2	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

2.2.4. Créations d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2009	2010	10/09 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	190	174	-8,4	11,2
Gironde	593	641	8,1	41,4
Landes	203	206	1,5	13,3
Lot-et-Garonne	171	188	9,9	12,1
Pyrénées-Atlantiques	371	340	-8,4	21,9
Aquitaine	1 528	1 549	1,4	5,9 (1)
France métropolitaine	25 088	26 186	4,4	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2009	2010	10/09 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	167	111	-33,5	4,1
France	3 332	2 704	-18,8	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA - Industries Agro Alimentaires

	Unité : entreprise			
	2009	2010	10/09 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	27	21	-22,2	8,4
Gironde	80	93	16,3	37,3
Landes	27	24	-11,1	9,6
Lot-et-Garonne	48	66	37,5	26,5
Pyrénées-Atlantiques	38	45	18,4	18,1
Aquitaine	220	249	13,2	7,4 (1)
France métropolitaine	3 209	3 361	4,7	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA

	Unité : entreprise			
	2009	2010	10/09 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	65	67	3,1	6,3
France	1 010	1 064	5,3	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille

Unité : établissement

	2010				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Promotion immobilière	590	176	26	1	793
Construction de bâtiments	601	420	114	20	1 155
Travaux de génie civil	287	117	143	57	604
Construction de routes et de voies ferrées	44	35	55	26	160
Construction de réseaux et de lignes	60	25	72	26	183
Construction d'autres ouvrages de génie civil	183	57	16	5	261
Travaux de construction spécialisés	16 235	9 545	1 272	82	27 134
Démolition et Préparation des sites	810	401	95	6	1 312
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux	4452	2326	347	45	7 170
Travaux de finition	7052	3448	418	11	10 929
Autres travaux de construction spécialisés	3921	3370	412	20	7 723
Ensemble construction	17 713	10 258	1 555	160	29 686
(en %)	59,7	34,6	5,2	0,5	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.3.3. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et le département

Unité : établissement

Nomenclature Agrégée A 38	2010				
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques
Promotion immobilière	45	388	122	41	197
Construction de bâtiments	206	562	147	57	183
Travaux de génie civil	72	261	79	59	133
Construction de routes et de voies ferrées	23	65	24	17	31
Construction de réseaux et de lignes	29	73	24	20	37
Construction d'autres ouvrages de génie civil	20	123	31	22	65
Travaux de construction spécialisés	4 318	11 187	3 204	2 999	5 426
Démolition et Préparation des sites	239	424	154	182	313
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux	1 035	3 060	859	740	1 476
Travaux de finition	1 580	4 662	1 302	1 121	2 264
Autres travaux de construction spécialisés	1 464	3 041	889	956	1 373
Ensemble construction	4 641	12 398	3 552	3 156	5 939

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction

	Ensemble		Dont auto-entreprises		Part en %	
	2010	10/09 %	2009	2010	10/09 %	départ. Aquitaine
Dordogne	646	-9,9	499	405	-18,8	12,0
Gironde	2 812	17,7	1 281	1 735	35,4	51,4
Landes	607	9,6	335	365	9,0	10,8
Lot-et-Garonne	462	-0,6	272	294	8,1	8,7
Pyrénées-Atlantiques	921	13,4	447	576	28,9	17,1
Aquitaine	5 448	10,3	2 834	3 375	19,1	6,8 (1)
France métropolitaine	89 715	14,8	40 000	49 525	23,8	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction

			Part en %	
	2009	2010	10/09 %	Aquitaine France
Aquitaine	797	739	-7,3	5,2
France	14 958	14 138	-5,5	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2. Secteurs d'activité

2.3. Construction

2.3.6. Production de granulats, ciment et béton prêt à l'emploi en Aquitaine

Unité : millier de tonnes

	2009	2010	10/09		Evolution annuelle 2011 en %			
			Aquitaine	France	jan	fév	mars	avr
			%		Cumul sur les premiers mois de l'année			
Granulats								
Sables et graviers d'alluvions	11 070	10 620	-4,1	-3,3	1,5	3,5	7,2	...
Granulats calcaires et éruptifs	7 870	8 050	2,3	2,0	30,6	9,6	10,5	...
Béton prêt à l'emploi	2 104	2 235	6,3	-5,0	34,2	16,7	13,0	...

(milliers de m3)

Sources : Union nation. des ind. de carrières et matériaux de construction (Unicem)

Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE)

2.3.7. Production de logements en Aquitaine

Unité : logement ordinaire

	2009	2010	10/09		Evolution annuelle 2011 en %			
			Aquitaine	France	janv	fév	mars	avril
			%		Cumul sur les premiers mois de l'année			
Logements individuels								
Autorisés	15 970	18 799	17,7	16,6	49,4	44,7	31,5	26,5
Commencés	13 846	14 642	5,7	1,7	35,7	47,9	32,7	25,3
Logements collectifs								
Autorisés	9 482	9 669	2,0	16,9	///	///	///	83,6
Commencés	9 202	7 799	-15,2	4,2	-18,3	70,8	84,8	54,6
Total des logements								
Autorisés	25 452	28 468	11,8	16,7	///	94,5	58,9	45,2
Commencés	23 048	22 441	-2,6	2,8	13,4	55,7	49,3	35,1

Source : Service de l'observation et des statistiques (SOeS) - Sit@del2

2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

Unité : million d'euros

	2007		2008		2009		09/08	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
							%	
Montant des travaux	2 279	40 877	2 264	41 036	2 459	39 211	8,6	-4,4

Source : Fédération régionale des travaux publics

2.3. Construction

2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées -

Unité : millier de m²

Surface en milliers de m ²	2009	2010	10/09		Evolution annuelle 2011 en % ⁽¹⁾			
			%		janv	févr	mars	avr
			Aquitaine	France				
Locaux autorisés	2 405	1 958	-18,6	3,7	26,0	12,2	6,0	1,4
Hébergement hôtelier	51	77	50,0	-11,9	///	///	///	///
Bureaux	221	221	0,0	6,7	///	///	///	///
Commerces	280	367	31,1	0,3	86,4	21,3	8,3	2,6
Artisanat	121	138	14,3	-28,1	///	///	///	///
Industrie	294	192	-34,7	12,5	///	///	///	///
Exploitation agricole ou forestière	435	229	-47,3	-1,0	-41,8	-23,7	-28,5	-27,6
Entrepôts	610	312	-48,9	20,3	45,5	1,5	-16,4	-45,9
Service public ou d'intérêt collectif	394	432	9,6	0,8	-32,8	-20,7	-6,8	-4,4
<i>dont</i>								
Enseignement-recherche	106	111	4,1	4,1	///	///	///	///
Action sociale	42	24	-44,5	-0,9	4,0	-10,1	59,3	-13,6
Transport	8	8	0,1	-13,7	///	///	///	///
Ouvrages spéciaux	36	52	45,0	15,8	-49,8	-51,6	-42,7	4,4
Santé	106	157	47,9	5,0	-57,4	-26,6	-12,0	11,8
Culture loisirs	96	82	-15,0	-12,2	-9,2	-1,8	3,2	-21,2
Locaux commencés	1 650	1 272	-22,9	24,3	20,0	9,4	0,7	-0,6
Hébergement hôtelier	26	22	-13,7	-21,0	-59,8	-17,3	-0,6	56,4
Bureaux	185	159	-13,9	20,2	-13,8	4,8	-13,4	5,4
Commerces	212	232	9,2	1,5	6,2	44,2	-1,1	4,9
Artisanat	43	63	44,1	-64,3	25,4	97,7	95,5	59,3
Industrie	261	211	-19,0	63,5	///	67,4	-28,9	-24,5
Exploitation agricole ou forestière	389	126	-67,8	///	20,7	-54,9	-49,1	-46,9
Entrepôts	226	165	-27,1	26,1	-0,7	-2,0	29,9	-1,0
Service public ou d'intérêt collectif	308	295	-4,2	4,3	30,6	42,5	58,1	33,1
<i>dont</i>								
Enseignement-recherche	71	98	38,0	1,6	-4,8	16,1	3,7	-34,6
Action sociale	47	23	-51,3	-10,8	-56,8	-23,2	-39,1	-5,3
Transport	4	6	38,9	12,9	///	-92,8	-94,1	-95,1
Ouvrages spéciaux	13	22	68,0	-21,7	///	///	///	92,4
Santé	116	93	-20,4	26,7	///	///	///	///
Culture loisirs	57	6	-88,8	-2,2	///	96,4	57,3	54,2

Source : SOeS - Sit@del2

(1) Certaines évolutions annuelles, calculées sur le cumul des données des premiers mois, sont peu significatives.

Les chiffres sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire et aux mises en chantier transmises par les directions départementales de l'équipement (DDE) et par les communes instructrices. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement est enregistré dans la base de données Sit@del.

Sont pris en compte les différentes catégories de locaux. Il est à noter que la notion de local artisanal a été introduite en octobre 2007 lors de la réforme du droit des sols et celle de stockage agricole a été supprimée à cette date. De la même manière, les SHOB des parkings et des aires de stationnement ne sont plus mesurées.

La catégorie service public ou d'intérêt collectif regroupe les catégories transport, enseignement et recherche, action sociale, ouvrage spécial, santé, culture et loisirs.

2. Secteurs d'activité

2.4. Transports

2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille

Unité : établissement

	2010				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Transports terrestres et transport par conduites	2 406	1 096	460	100	4 062
<i>dont :</i>					
<i>Transports ferroviaires (1)</i>	125	5	2	8	140
<i>Autres transports terrestres de voyageurs</i>	1 374	310	87	22	1 793
<i>Transports routiers de fret et services de déménagement</i>	899	775	367	69	2 110
Transports par eau	55	14	1	1	71
Transports aériens	24	7	6	2	39
Entreposage et services auxiliaires des transports	788	536	380	84	1 788
Ensemble établissements du transport	2 879	1 385	657	145	5 066
(en %)	56,8	27,3	13,0	2,9	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

2.4.3. Répartition des établissements de transports selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2010				
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques
Transports terrestres et transport par conduites	481	1 857	462	404	858
<i>dont :</i>					
<i>Transports ferroviaires (1)</i>	25	50	20	16	29
<i>Autres transports terrestres de voyageurs</i>	230	869	182	133	379
<i>Transports routiers de fret et services de déménagement</i>	225	933	258	249	445
Transports par eau	5	55	2	4	5
Transports aériens	1	25	1	0	12
Entreposage et services auxiliaires des transports	68	465	75	93	193
Ensemble établissements du transport	555	2 402	540	501	1 068

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

2.4. Transports

2.4.4. Créations d'entreprises dans les transports par département

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2009	2010	10/09 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	42	28	-33,3	10,7
Gironde	218	191	-12,4	55,5
Landes	37	37	0,0	9,4
Lot-et-Garonne	28	28	0,0	7,1
Pyrénées-Atlantiques	68	73	7,4	17,3
Aquitaine	393	357	-9,2	3,9 (1)
France métropolitaine	8 078	9 193	13,8	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2009	2010	10/09 %	Part en % Aquitaine % France métro.
Aquitaine	69	82	18,8	4,0
France métropolitaine	1 728	1 654	-4,3	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports

	2009	2010	10/09 %	Évolution annuelle 2011 en %			
				jan	fév	mar	avr
Aéroports d'Aquitaine							
Bordeaux-Mérignac							
Passagers (milliers)	3 322	3 664	10,3	22,6	22,0	18,1	21,5
Fret (tonnes)	20 730	28 429	37,1	11,8	3,8	8,7	10,1
Pau-Pyrénées							
Passagers (milliers)	691	674	-2,5	17,5	25,2	15,9	15,4
Fret (tonnes)	1 057	976	-7,7	0,2	10,6	19,1	13,5
Bayonne-Anglet-Biarritz							
Passagers (milliers)	1 011	988	-2,3	6,1	14,6	7,5	12,4
Fret (tonnes)	...	...	...	///	///	///	///
Agen (1)							
Passagers (milliers)	28	31	11,7	...	...	...	...
Bergerac-Dordogne-Périgord							
Passagers (milliers)	274	259	-5,4	...	...	...	...
Périgueux (1)							
Passagers (milliers)	5,8	7,0	11,3	///	///	///	///
	2009*	2010*	Évolution (%)				
Grands aéroports de province							
Passagers (milliers)	31 439	31 609	0,5	...	...	...	...
Fret (milliers de tonnes)	145	153	5,7	...	...	...	...
<i>Part de Bordeaux-Mérignac</i>							
Passagers (%)	8,1	8,8	///	///	///	///	///
Fret (%)	10,1	13,0	///	///	///	///	///
Aéroports France entière							
Passagers (milliers)	87 582	87 468	-0,1	...	...	...	...
Fret (milliers de tonnes)	1 742	2 021		...	...	...	...

Source : Aéroports de Paris et Direction de l'aviation civile du Sud-Ouest

(1) Aéroport d'Agen et Périgueux : ligne à obligation de service public (OSP) sur Paris

* Données de janvier à septembre

2.4. Transports

2.4.7. Trafic portuaire

Unité : millier de tonnes

	2009	2010	10/09	Évolution annuelle 2011 en %			
				jan	fév	mar	avr
				% Cumul sur les premiers mois de l'année			
Grand port maritime de Bordeaux							
Trafic maritime	8 749	8 723	-0,3	0,9	2,1	-3,2	-3,5
- Marchandises débarquées	6 310	6 290	-0,3	5,4	-0,8	-9,3	-7,4
<i>dont</i>							
Bois	72	85	17,4	38,0	-17,5	9,6	8,0
Tourteaux de soja	74	52	-30,1	90,5	-33,3	-25,2	-50,3
Combustibles minéraux solides	199	266	33,5	722,3	25,5	-30,0	-28,6
Produits pétroliers	4 302	4 258	-1,0	26,2	8,2	-1,7	0,2
Engrais	209	352	68,3	-57,1	-8,1	-20,7	-17,0
Produits chimiques	466	371	-20,4	-77,6	-51,0	-37,3	-36,0
- Marchandises embarquées	2 439	2 433	-0,2	-11,5	11,2	17,5	7,7
<i>dont</i>							
Maïs	929	885	-4,7	-22,4	9,0	21,0	2,2
Bois du pays sciés	24	22	-10,3	-13,9	-22,4	-18,1	-28,1
Huiles	164	134	-18,5	-11,6	92,4	45,2	34,8
Pétrole brut	395	385	-2,6	0,7	21,4	-6,4	-8,3
Minéraux bruts, mat. construction	71	105	48,5	-68,1	-42,2	-17,6	-20,9
Produits manufacturés	220	184	-16,3	-33,9	-19,9	-1,2	-5,2
Port de Bayonne							
Trafic maritime	4 320	4 212	-2,5	...	...	...	...
- Marchandises débarquées	1 567	1 479	-5,6	...	...	...	...
<i>dont</i>							
Produits pétroliers	187	138	-26,2	...	...	...	...
Engrais	205	494	140,9	...	...	...	...
Produits chimiques	212	91	-57,1	...	...	...	...
Minerais pour la métallurgie	867	623	-28,1	...	...	...	...
- Marchandises embarquées	2 754	2 733	-0,8	...	...	...	...
<i>dont</i>							
Maïs	355	257	-27,6	...	...	...	...
Produits pétroliers	138	122	-11,6	...	...	...	...
Soufre	210	215	2,4	...	...	...	...
Produits métallurgiques	1054	906	-14,0	...	...	...	...
Ensemble des Grands ports maritimes							
Trafic maritime	304 528	303 156	-0,5	...	...	...	...
<i>Part de Bordeaux (%)</i>	2,9	2,3	///	///	///	///	///

Source : Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

2.4.9 Trafic TER de voyageurs

Unité : en millions de voyageurs x kilomètres *

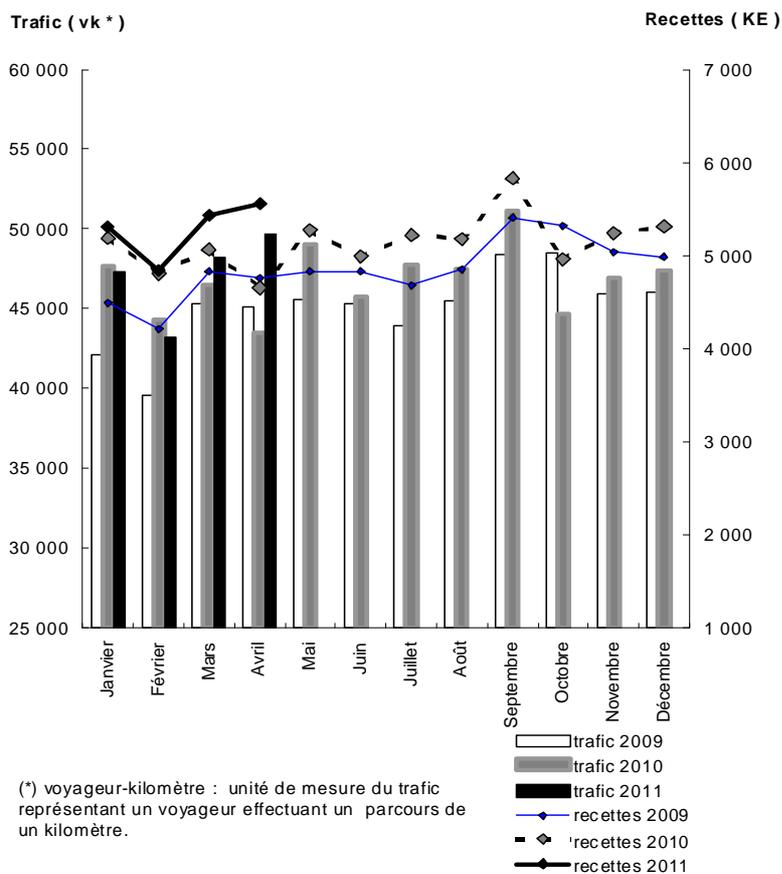
	2008	2009	2010	10/09 %
Bordeaux - Agen	96,7	95,3	94,9	-0,4
Bordeaux - Arcachon	84,1	86,1	87,4	1,5
Bordeaux - Hendaye	76,6	69,3	71,3	2,9
Bordeaux - Périgueux	83,6	83,9	83,1	-0,9
Bordeaux - Bergerac - Sarlat	51,9	49,9	49,4	-1,0
Bordeaux - Mont de Marsan	38,1	38,8	37,8	-2,5
Bordeaux - Pau - Tarbes	26,4	29,8	26,9	-9,7
Bordeaux - Angoulême	20,8	19,1	19,0	-0,5
Bordeaux - Pointe de Grave	18,6	18,7	14,5	-22,4
Bordeaux - St Mariens	11,7	11,9	12,3	3,3
Agen - Périgueux	11,4	11,8	11,5	-2,5
Hendaye - Tarbes	11,1	10,9	10,5	-3,6
Pau - Oloron	4,9	4,6	3,8	-17,4
Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port	2,9	2,7	2,1	-22,2
Total	538,8	532,8	524,5	-1,6

Trafic des Trains Express Régionaux (en millions de voyageurs x kilomètres)

(*) voyageur-kilomètre : unité de mesure du trafic représentant un voyageur effectuant un parcours de un kilomètre.

Source : SNCF

2.4.10 Trafic et recettes TER



(*) voyageur-kilomètre : unité de mesure du trafic représentant un voyageur effectuant un parcours de un kilomètre.

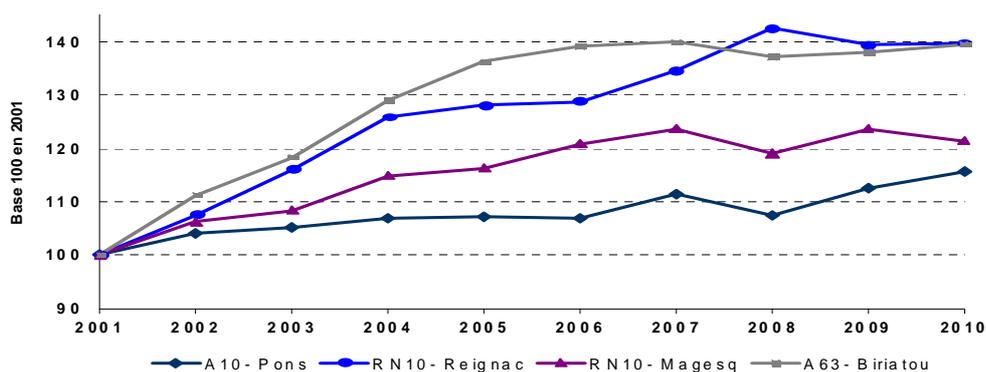
2.4.11. Flux routiers et autoroutiers

Trafic moyen journalier annuel - nombre de véhicules / jour

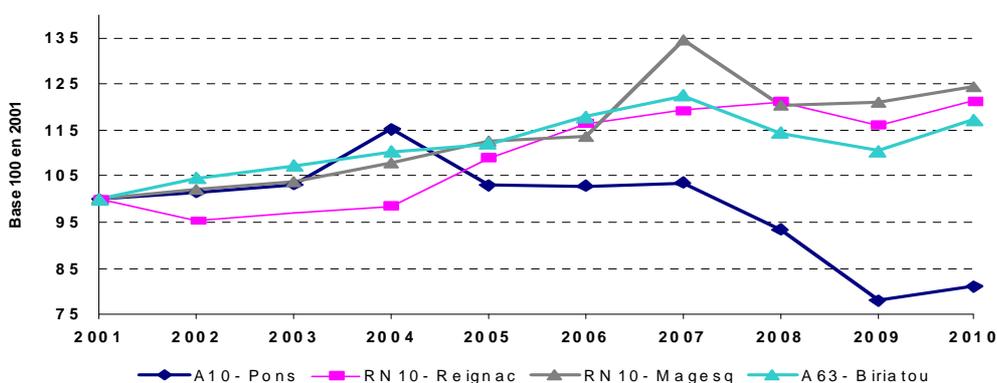
	2008	2009	2010	10/09 %
Véhicules légers				
A10 - Pons	22 881	23 968	24 629	2,7
RN10 - Reignac	11 917	11 656	11 687	0,0
RN10 - Magescq	17 416	18 093	17 757	-1,8
A63- Biriatoù	17 699	17 813	18 008	1,0
Poids lourds				
A10 - Pons	3 510	2 932	3 044	3,8
RN10 - Reignac	8 629	8 269	8 635	4,4
RN10 - Magescq	8 696	8 751	8 993	2,7
A63 - Biriatoù	8 383	8 089	8 592	6,2

Source : DREAL Aquitaine, CETE du Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute (classes 1 et 2, classes 3 et 4 au péage) et sur RN station de comptage SIR

Évolution du trafic VL de 2001 à 2010 sur l'axe Nord-Sud



Évolution du trafic PL de 2001 à 2010 sur l'axe Nord-Sud



Source : DREAL Aquitaine, CETE du Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute (classes 1 et 2, classes 3 et 4 au péage) et sur RN station de comptage SIR

2. Secteurs d'activité

2.5. Activité commerciale

2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille

	2010					Part en % Aquitaine France
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	
Aquitaine						
Ensemble du commerce	21 000	18 872	2 867	369	43 108	5,4
(en %)	48,7	43,8	6,7	0,9	100,0	
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	2 434	2 619	451	43	5 547	5,7
<i>dont</i>						
Commerce de véhicules automobiles	748	585	220	39	1 592	4,7
automobiles	1 328	1 530	128	2	2 988	6,5
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	6 581	3 947	1 130	104	11 762	5,1
Commerces de gros :						
Intermédiaires du commerce de gros	2 775	427	57	8	3 267	5,6
Produits agricoles bruts et d'animaux vivants	397	188	47	10	642	5,4
Produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 096	753	229	37	2 115	8,6
Commerce de gros de biens domestiques	700	503	116	21	1 340	3,1
Équipements de l'information et de la communication	155	124	29	3	311	2,8
Autres équipements industriels	466	824	273	6	1 569	4,7
Autres commerces de gros spécialisés	627	973	361	18	1 979	6,3
Commerce de gros non spécialisé	365	155	18	1	539	3,3
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	11 985	12 306	1 286	222	25 799	5,5
<i>dont</i>						
Commerce de détail en magasin non spécialisé	922	830	346	161	2 259	4,7
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	1 995	1 398	46	2	3 441	6,1
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	1 640	1 480	218	34	3 372	6,2
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé	1 002	868	81	14	1 965	5,7
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	5 268	5 687	360	6	11 321	5,3
<i>dont habillement</i>	1 462	1 870	94	2	3 428	5,2

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)
Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives

*yc. effectif non déclaré

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement en industries agroalimentaires. En 2010, elles représentent 9,5 % du commerce de détail aquitain.

2.5. Activité commerciale

2.5.3. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2010					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Ensemble du commerce	5 503	19 325	4 838	4 642	8 800	43 108
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	767	2 353	641	701	1 085	5 547
<i>dont</i>						
Commerce de véhicules automobiles	189	645	212	193	353	1 592
Entretien et réparation de véhicules automobiles	438	1 279	335	379	557	2 988
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1 281	6 129	1 068	1 236	2 048	11 762
Commerces de gros :						
Intermédiaires du commerce de gros	331	1 934	257	286	459	3 267
Produits agricoles bruts et d'animaux vivants	144	93	90	135	180	642
Produits alimentaires, de boissons et de tabac	210	1 305	148	215	237	2 115
Commerce de gros de biens domestiques	89	694	142	112	303	1 340
Équipements de l'information et de la communication	18	192	23	16	62	311
Autres équipements industriels	172	770	131	187	309	1 569
Autres commerces de gros spécialisés	260	902	216	229	372	1 979
Commerce de gros non spécialisé	57	239	61	56	126	539
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	3 455	10 843	3 129	2 705	5 667	25 799
<i>dont</i>						
Commerce de détail en magasin non spécialisé	327	906	301	276	449	2 259
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	473	1 538	360	332	738	3 441
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	423	1 390	413	365	781	3 372
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé	229	853	254	196	433	1 965
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	1 453	4 805	1 373	1 134	2 556	11 321
<i>dont habillement</i>	354	1 399	480	323	872	3 428

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)
Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

*yc. effectif non déclaré

2.5.4. Évolution des établissements du commerce selon l'activité par département

Unité : %

	10/09					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Ensemble du commerce	3,0	5,8	5,5	3,0	2,5	4,4
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	5,8	11,5	5,1	3,7	5,4	7,7
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	2,6	6,1	9,5	4,0	2,6	5,1
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	2,5	4,4	4,2	2,5	1,9	3,4

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Stock au 1^{er} janvier 2009 : données définitives

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement en industries agroalimentaires. En 2010, elles représentent 9,5 % du commerce de détail aquitain.

2. Secteurs d'activité

2.5. Activité commerciale

2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce

Unité : entreprise

	2009	2010	10/09 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	952	852	-10,5	12,3
Gironde	3 648	3 489	-4,4	50,5
Landes	952	788	-17,2	11,4
Lot-et-Garonne	649	660	1,7	9,6
Pyrénées-Atlantiques	1 163	1 118	-3,9	16,2
Aquitaine	7 364	6 907	-6,2	5,5 (1)
France métropolitaine	125 220	125 846	0,5	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce

Unité : entreprise

	2009	2010	10/09 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	711	682	-4,1	6,0
France	11 861	11 341	-4,4	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.5.7. Emploi salarié par activité dans le commerce

	au 31 décembre		09/08 %	Part en % Aquitaine France
	2008	2009		
Aquitaine				
Ensemble du commerce	160 337	157 947	-1,4	5,4
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	21 007	20 119	-4,2	5,2
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	45 840	44 270	-3,4	5,8
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	87 229	87 163	0,1	5,2

Source : Unedic

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agroalimentaires. En 2009, elles représentent 9,8 % du commerce de détail.

2.6. Services aux entreprises

2.6.1. Répartition des établissements de services (spécialisés, soutien ..) selon l'activité et la taille

Unité: établissement

	2010				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	9 617	4 135	600	57	14 409
Activités juridiques et comptables	2 274	1 562	285	10	4 131
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	4 210	796	82	15	5 103
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	3 133	1 777	233	32	5 175
Recherche-développement scientifique	110	42	20	8	180
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 557	827	68	29	4 481
Publicité et études de marché	844	281	42	27	1 194
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 468	272	20	2	2 762
Activités vétérinaires	245	274	6	0	525
Activités de services administratifs et autres activ. de soutien	7 182	3 352	514	132	11 180
Activités de location et location-bail	1 024	460	95	7	1 586
Activités liées à l'emploi	425	585	68	9	1 087
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	182	262	13	3	460
Enquêtes et sécurité	300	104	57	32	493
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	3 096	819	167	55	4 137
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	2 155	1 122	114	26	3 417
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	20 466	8 356	1 202	226	30 250
	(en %)	67,7	27,6	4,0	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2. Secteurs d'activité

2.6. Services aux entreprises

2.6.3. Répartition des établissements de services selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2010					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	1 239	7 872	1 197	1 046	3 055	14 409
Recherche-développement scientifique	14	112	16	9	29	180
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	399	2 301	419	353	1 009	4 481
Activités de services administratifs et autres activités de soutien	1 543	4 924	1 369	1 048	2 296	11 180
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	3 195	15 209	3 001	2 456	6 389	30 250

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.6.4. Créations d'entreprises dans les services de soutien aux entreprises

Unité : entreprise

	2009	2010	Part en %	
			10/09 %	départ. Aquitaine
Dordogne	691	561	-18,8	9,1
Gironde	3 302	3 326	0,7	53,8
Landes	671	624	-7,0	10,1
Lot-et-Garonne	441	417	-5,4	6,7
Pyrénées-Atlantiques	1 216	1 253	3,0	20,3
Aquitaine	6 321	6 181	-2,2	4,6 (1)
France	122 037	133 300	9,2	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les services de soutien aux entreprises

Unité : entreprise

	2009	2010	Part en %	
			10/09 %	Aquitaine France
Aquitaine	336	336	0,0	6,0
France	5 784	5 582	-3,5	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.6. Services aux entreprises

2.6.6. Emploi salarié par activité détaillée

	au 31 décembre		09/08 %	Part en % Aquitaine France (1)
	2008	2009		
Aquitaine				
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	31 887	31 213	-2,1	3,5
Activités juridiques et comptables	11 900	11 762	-1,2	4,9
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	6 603	6 414	-2,9	2,1
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	13 384	13 037	-2,6	3,9
Recherche-développement scientifique	3 841	3 831	-0,3	6,3
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 036	9 969	-0,7	4,3
Publicité et études de marché	4 251	4 236	-0,4	2,9
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	4 851	4 771	-1,6	6,9
Activités vétérinaires	934	962	3,0	5,8
Activités de services administratifs et de soutien	66 472	67 082	0,9	4,0
Activités de location et location-bail	3 919	3 856	-1,6	4,6
Activités liées à l'emploi	27 510	27 959	1,6	4,5
Activités des agences de voyage, voyagistes, Enquêtes et sécurité	1 735	1 740	0,3	3,7
Services relatifs aux bâtiments et aménagement	6 238	6 335	1,6	3,8
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	19 670	19 572	-0,5	3,6
	7 400	7 620	3,0	3,6
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	112 236	112 095	-0,1	3,9

Source : Unedic - (données provisoires pour 2009, rectifiées pour 2008)

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.6.7. Emploi salarié par département - Soutien aux entreprises

	au 31 décembre		09/08 %	Part en % départ. Aquitaine
	2008	2009		
Dordogne	7 507	7 674	2,2	6,8
Gironde	64 288	64 644	0,6	57,7
Landes	7 983	8 209	2,8	7,3
Lot-et-Garonne	7 454	7 346	-1,4	6,6
Pyrénées-Atlantiques	25 004	24 222	-3,1	21,6
Aquitaine	112 236	112 095	-0,1	3,9 (1)

Source : Unedic - (données provisoires pour 2009, rectifiées pour 2008)

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.1. Capacité d'accueil* des hôtels par zone touristique

	Saison d'été 2010							
	0 ou 1 étoile		2 étoiles		3 étoiles ou plus		Total	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
Dordogne	43	671	102	1887	65	1558	210	4116
Périgord noir	14	172	54	1 027	32	754	100	1 953
Reste du département	29	499	48	860	33	804	110	2 163
Gironde	48	2 395	134	4 482	76	4 301	258	11 178
Ville de Bordeaux	6	497	32	1 614	21	2 120	59	4 231
Agglo. de Bordeaux (1)	24	1 559	30	1 354	11	818	65	3 731
Bassin d'Arcachon	9	164	29	729	13	488	51	1 381
Côte médocaine (2)	4	60	11	207	4	160	19	427
Reste du département	5	115	32	578	27	715	64	1 408
Landes	24	323	108	2 757	29	1 195	161	4 276
Côte landaise	7	92	47	818	12	363	66	1 274
Zone thermale des Landes	4	85	28	1 375	7	599	39	2 059
Reste du département	13	146	33	564	10	233	56	943
Lot-et-Garonne	14	387	46	1 060	10	166	70	1 613
Arrondissement d'Agen	6	270	16	473	6	94	28	836
Reste du département	8	117	30	587	4	72	42	777
Pyrénées-Atlantiques	55	1 205	193	4 232	91	3 463	339	8 899
Côte Basque	15	562	70	1 807	59	2 444	144	4 812
Intérieur du Pays Basque	7	49	56	973	13	238	76	1 260
Béarn	33	594	67	1 452	19	781	119	2 827
Aquitaine	184	4 981	583	14 418	271	10 683	1 038	30 082

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

* Nombre d'hôtels ouverts au mois d'août

* Chambres disponibles en moyenne journalière

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2.7. Tourisme

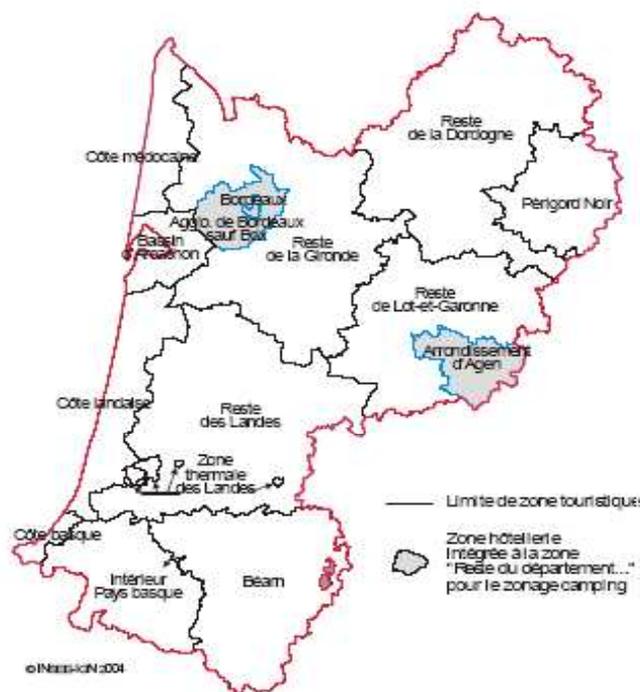
2.7.2. Capacité d'accueil* des campings par zone touristique

	Saison d'été 2010					
	1 ou 2 étoiles		3 étoiles ou plus		Total	
	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements
Dordogne	489	6 024	455	10 561	944	16 585
Périgord noir	263	3 316	345	8 332	608	11 648
Reste du département	226	2 708	110	2 229	336	4 937
Gironde	340	8 630	297	14 002	637	22 632
Côte médocaine (1)	184	6 448	113	7 298	297	13 746
Bassin d'Arcachon	77	1 417	112	5 523	189	6 940
Reste du département	79	765	72	1 181	151	1 946
Landes	263	5 516	401	20 746	664	26 262
Côte landaise	165	4 495	317	19 172	482	23 667
Reste du département	98	1 021	84	1 574	182	2 595
Lot-et-Garonne	97	1 326	75	1 130	172	2 456
Pyrénées-Atlantiques	278	2 835	300	7 743	578	10 578
Côte Basque	72	1 339	158	5 393	230	6 732
Intérieur Pays Basque	75	585	81	1 566	156	2 151
Béarn	131	911	61	784	192	1 695
Aquitaine	1 467	24 331	1 528	54 182	2 995	78 513

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

* Cumul des campings ouverts de mai à septembre * nombre d'emplacements offerts à la clientèle de passage en moyenne journalière

(1) Hors Bassin d'Arcachon



2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings durant la saison d'été

Unité : %

	Hôtels			Campings		
	Saison 2009	Saison 2010	Écart point	Saison 2009	Saison 2010	Écart point
Dordogne	57,8	59,5	1,7	31,6	34,2	2,6
Périgord noir	59,9	62,8	2,9	33,5	36,3	2,8
Reste du département	55,9	56,5	0,6	26,8	29,0	2,2
Gironde	65,5	67,2	1,7	31,4	31,9	0,5
Ville de Bordeaux	64,5	68,8	4,3	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	65,5	66,3	0,8	///	///	///
Bassin d'Arcachon	76,1	71,9	-4,2	33,3	34,4	1,1
Côte médocaine (2)	60,7	60,7	0,0	30,3	29,9	-0,4
Reste du département	60,2	62,8	2,6	31,9	36,7	4,8
Landes	60,3	61,2	0,9	37,0	38,4	1,4
Zone thermale	62,1	64,4	2,3	///	///	///
Côte landaise	62,9	63,4	0,5	37,0	38,5	1,5
Reste du département	53,1	51,1	-2,0	36,9	37,7	0,8
Lot-et-Garonne (3)	52,0	53,2	1,2	29,0	30,1	1,1
Arrondissement d'Agen	54,0	56,2	2,2	///	///	///
Reste du département	49,8	50,1	0,3	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	64,2	65,3	1,1	40,0	40,2	0,2
Côte Basque	75,1	75,1	0,0	43,2	43,8	0,6
Intérieur du Pays Basque	51,0	55,6	4,6	38,1	37,9	-0,2
Béarn	52,3	53,0	0,7	28,9	28,4	-0,5
Aquitaine	62,6	64,0	1,4	34,5	35,7	1,2

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats

2.7. Tourisme

2.7.4. Nuitées des touristes dans les hôtels et les campings

Unité : millier

	Hôtels			Campings		
	Saison 2009	Saison 2010	10/09 %	Saison 2009	Saison 2010	10/09 %
Dordogne	661,4	662,6	0,2	2 601,4	2 897,3	11,4
Périgord noir	357,2	364,5	2,0	1 974,2	2 179,2	10,4
Reste du département	304,2	298,1	-2,0	627,2	718,1	14,5
Gironde	1 711,3	1 819,9	6,3	3 457,4	3 595,1	4,0
Ville de Bordeaux	618,8	691,0	11,7	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	518,5	560,3	8,1	///	///	///
Bassin d'Arcachon	278,2	274,1	-1,5	1 090,6	1 134,4	4,0
Côte médocaine (2)	72,6	69,6	-4,1	2 150,3	2 188,7	1,8
Reste du département	223,2	224,9	0,8	216,5	272,0	25,6
Landes	647,1	652,1	0,8	5 195,6	5 243,6	0,9
Zone thermale	285,3	304,9	6,9	///	///	///
Côte landaise	240,2	233,2	-2,9	4 853,9	4 901,0	1,0
Reste du département	121,6	114,0	-6,3	341,7	342,6	0,3
Lot-et-Garonne (3)	198,1	195,6	-1,3	227,3	258,7	13,8
Arrondissement d'Agen	103,2	105,8	2,5	///	///	///
Reste du département	94,9	89,8	-5,4	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	1 554,7	1 530,2	-1,6	2 023,8	2 017,0	-0,3
Côte Basque	985,1	968,7	-1,7	1 451,4	1 431,4	-1,4
Intérieur du Pays Basque	222,9	216,1	-3,1	386,6	390,9	1,1
Béarn	346,7	345,4	-0,4	185,8	194,7	4,8
Aquitaine	4 772,6	4 860,4	1,8	13 505,5	14 011,7	3,7

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats

2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings

Unité : millier

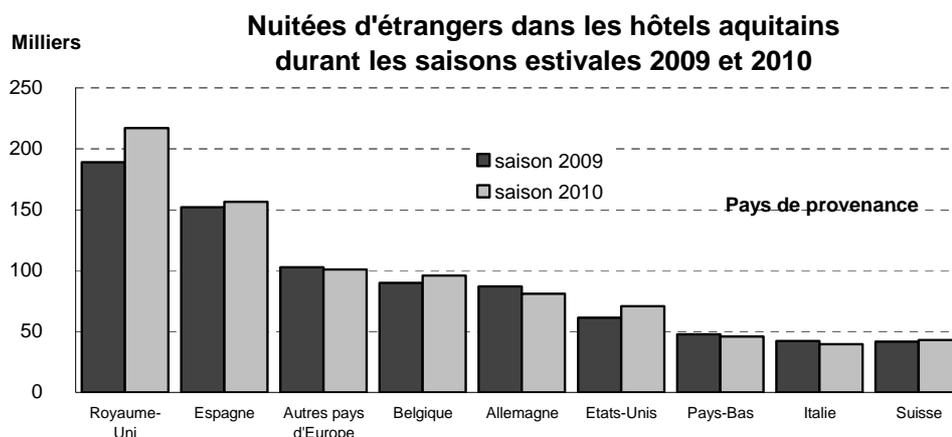
	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	10/09	Saison	Saison	10/09
	2009	2010	%	2009	2010	%
Dordogne	166,2	186,5	12,2	1 152,8	1 302,3	13,0
Périgord noir	105,3	118,7	12,7	857,2	966,3	12,7
Reste du département	60,9	67,8	11,3	295,6	336,0	13,7
Gironde	344,4	368,0	6,9	1 231,2	1 240,2	0,7
Ville de Bordeaux	176,6	196,4	11,2	///	///	///
Agglo. de Bordeaux (1)	64,0	69,0	7,8	///	///	///
Bassin d'Arcachon	39,1	37,7	-3,6	221,7	188,6	-14,9
Côte médocaine (2)	16,5	14,6	-11,5	926,8	949,6	2,5
Reste du département	48,2	50,3	4,4	82,7	102,0	23,3
Landes	71,7	71,5	-0,3	1 506,9	1 510,8	0,3
Zone thermale des Landes	7,9	7,1	-10,1	///	///	///
Côte landaise	39,6	41,7	5,3	1 474,5	1 483,2	0,6
Reste du département	24,2	22,7	-6,2	32,4	27,6	-14,8
Lot-et-Garonne (3)	17,8	18,0	1,1	95,3	83,7	-12,2
Arrondissement d'Agen	7,1	8,9	25,4	///	///	///
Reste du département	10,7	9,1	-15,0	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	280,1	284,7	1,6	324,9	356,8	9,8
Côte Basque	187,2	197,6	5,6	233,1	260,6	11,8
Intérieur du Pays Basque (3)	33,0	28,1	-14,8	52,5	58,6	11,6
Béarn (3)	59,9	59,0	-1,5	39,3	37,6	-4,3
Aquitaine	880,2	928,7	5,5	4 311,1	4 493,8	4,2

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats



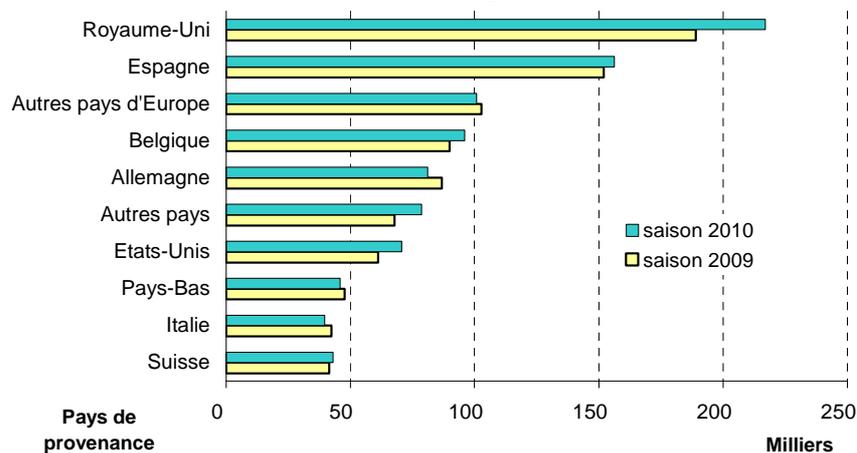
2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

Unité : millier

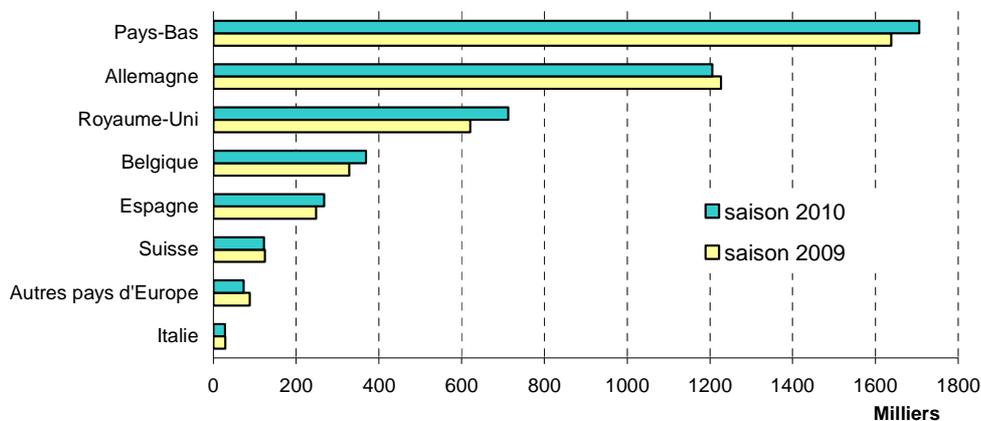
	Hôtels			Campings		
	Saison 2009	Saison 2010	10/09 %	Saison 2009	Saison 2010	10/09 %
Total	880,6	928,7	5,5	4 311,1	4 493,8	4,2
Royaume-Uni	188,9	216,9	14,8	620,9	712,6	14,8
Espagne	151,9	156,2	2,8	248,3	267,8	7,8
Allemagne	86,8	81,1	-6,6	1 226,1	1 205,4	-1,7
Belgique	89,9	96,0	6,8	328,2	369,1	12,5
Pays-Bas	47,6	45,8	-3,8	1 637,9	1 706,1	4,2
Suisse	41,5	43,0	3,6	125,1	122,1	-2,4
Italie	42,3	39,6	-6,4	28,5	28,3	-0,5
Autres pays d'Europe	102,7	100,8	-1,8	88,1	73,0	-17,1
États-Unis	61,2	70,7	15,5	///	///	///
Autres	67,8	78,6	15,9	8,0	9,3	16,8

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

Nuitées d'étrangers dans les hôtels



Nuitées d'étrangers dans les campings



3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.1. Répartition des établissements par activité

Unité : établissement

	2010					Part en %
	Total	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 salariés ou plus	
Industrie	16 590	14 197	1 915	453	25	7,9
<i>dont Industries agroalimentaires</i>	<i>4 041</i>	<i>3 541</i>	<i>416</i>	<i>82</i>	<i>2</i>	<i>1,9</i>
Construction	29 686	27 971	1 555	160	-	14,1
Commerce (1)	48 244	45 132	2 737	371	4	22,8
Transport et entreposage	5 928	4 724	1 004	193	7	2,8
Hébergement et restauration	14 384	13 533	793	58	0	6,8
Information et communication	4 449	4 125	257	62	5	2,1
Activités financières et d'assurance	8 800	8 352	376	67	5	4,2
Activités immobilières	10 945	10 835	87	23	0	5,2
Services de soutien aux entreprises	30 250	28 822	1 202	215	11	14,3
Enseignements, santé, action sociale	26 075	25 329	589	155	2	12,3
Autres activités de services	15 897	15 649	223	24	1	7,5
Ensemble des activités	211 248	198 669	10 738	1 781	59	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture, hors activités des ménages en tant qu'employeurs et hors activités extra territoriales

(1) y compris commerce de détail hors magasin, sur éventaires et marchés, vente par correspondance

3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département

Unité : établissement

	2010					Part en % départ. Aquitaine
	Total	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 sal. ou plus	
Dordogne *	26 913	25 558	1 180	171	4	12,7
Gironde *	95 141	89 156	5 046	903	36	45,0
Landes *	23 710	22 387	1 129	191	3	11,2
Lot-et-Garonne *	20 287	19 103	1 019	161	4	9,6
Pyrénées-Atlantiques *	45 197	42 465	2 364	355	13	21,4
Aquitaine *	211 248	198 669	10 738	1 781	60	5,3 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture, hors activités des ménages en tant qu'employeurs et hors activités extra territoriales

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique

Unité : entreprise

Aquitaine	2009	2010	10/09 %	Part (en %)
Personnes Physiques	84 774	100 738	18,8	56,0
<i>dont</i>				
<i>Artisan-commerçant</i>	9 383	9 902	5,5	5,5
<i>Commerçant</i>	21 170	25 549	20,7	14,2
<i>Artisan</i>	21 456	26 697	24,4	14,8
<i>Professions libérales</i>	28 019	28 240	0,8	15,7
Groupement privé (1)	1 333	1 301	-2,4	0,7
Personnes morales (nc. associations)	75 108	77 940	3,8	43,3
<i>dont</i>				
SARL	62 093	64 434	3,8	35,8
<i>Société par actions simplifiée</i>	4 457	5 064	13,6	2,8
<i>Sociétés civiles</i>	3 302	3 380	2,4	1,9
<i>Société anonyme</i>	1 925	2 122	10,2	1,2
Total	161 215	179 979	11,6	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Stock au 1^{er} janvier 2009 : données définitives

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

(1) Non doté personnalité morale (société de fait, indivision)

3.1.4. Créations d'entreprises* par secteur d'activité

Unité : entreprise

Aquitaine	2009	2010	10/09 %	Part en % Aquitaine France (1)	Auto - entrepreneurs	
					Créations en 2010	Variation trimestrielle T1- 2011 / T4 -10 %
Industrie	1 748	1 798	2,9	6,1	929	5,5
<i>dont Industrie manufacturière</i>	1 376	1 366	-0,7	6,0	863	8,6
<i>dont IAA</i>	220	249	13,2	7,4	98	...
Construction	4 938	5 448	10,3	6,1	3 375	-9,9
Services	25 485	25 143	-1,3	5,2	14 648	-5,5
Commerce, réparation automobile et motocycle	7 364	6 907	-6,2	5,5	3 706	-16,6
Hébergement et restauration	1 606	1 668	3,9	6,4	613	-31,9
Transports et entreposage	393	357	-9,2	3,9	84	-22,2
Information et communication	1 233	1 101	-10,7	3,7	762	-10,7
Activités financières et d'assurance	595	667	12,1	5,3	86	-5,6
Activités immobilières	806	1 003	24,4	5,8	130	29,4
Activités de soutien aux entreprises	6 321	6 181	-2,2	4,6	4 028	4,8
Enseignement, santé, action sociale	2 934	3 090	5,3	5,7	1 811	12,6
Autres activités de services	4 233	4 169	-1,5	5,6	3 428	10,4
Ensemble créations	32 171	32 389	0,7	5,4	18 952	-2,6

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture et administration

* y compris les auto-entrepreneurs

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1er janvier 2008 à la NAF rév. 1 datant de 2003.

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.5. Créations d'entreprises* par département et secteur d'activité

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques	
	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %
Industrie	195	-10,1	734	9,1	230	0,0	254	16,0	385	-5,9
dont <i>Industrie manufacturière</i>	153	-15,9	608	3,2	166	-6,2	167	-2,3	272	5,8
<i>dont IAA</i>	21	-22,2	93	16,3	24	-11,1	66	37,5	45	18,4
Construction	646	-9,9	2 812	17,7	607	9,6	462	-0,6	921	13,4
Services	2 741	-14,1	12 736	2,2	2 863	-4,2	2 009	-3,1	4 794	0,5
Commerce, réparation automobile et motocycle	852	-10,5	3 489	-4,4	788	-17,2	660	1,7	1 118	-3,9
Hébergement et restauration	232	-17,7	774	18,3	234	6,8	166	1,8	262	-9,0
Transports et entreposage	28	-33,3	191	-12,4	37	0,0	28	0,0	73	7,4
Information et communication	82	-29,3	654	-6,2	83	-23,9	73	4,3	209	-13,3
Activités financières et d'assurance	58	-12,1	358	28,3	50	-19,4	54	-8,5	147	14,0
Activités immobilières	100	-2,0	495	39,8	130	44,4	62	10,7	216	5,9
Activités de soutien aux entreprises	561	-18,8	3 326	0,7	624	-7,0	417	-5,4	1 253	3,0
Enseignement, santé, action sociale	274	-18,0	1 540	5,0	348	12,3	196	0,5	732	16,4
Autres activités de services	554	-8,6	1 909	3,6	569	5,6	353	-14,3	784	-6,0
Ensemble créations	3 582	-13,2	16 282	4,9	3 700	-1,9	2 725	-1,2	6 100	1,8

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

* y compris les auto-entrepreneurs

L en nomenclature statistique nationale d'activités françaises NAF rév. 2, 2008

3.1.6. Créations d'auto-entreprises* par département et grand secteur d'activité

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques	
	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %	2010	10/09 %
Industrie	100	-22,5	401	6,9	117	5,4	125	15,7	186	4,5
dont <i>industrie manufacturière</i>	94	-24,2	382	6,7	107	1,9	106	1,0	174	5,5
Construction	405	-18,8	1 735	35,4	365	9,0	294	8,1	576	28,9
Services	1 662	-18,3	7 346	1,4	1 718	-2,4	1 186	3,2	2 736	1,7
<i>dont :</i>										
Commerce, réparation automobile et motocycle	477	-15,0	1 833	-6,2	443	-17,0	338	18,6	615	-0,8
Activités de soutien aux entreprises	369	-23,9	2 176	3,7	412	-8,6	280	-3,8	791	1,8
Ensemble créations	2 167	-18,6	9 482	6,6	2 200	-0,3	1 605	5,0	3 498	5,5

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Le régime des auto-entrepreneurs, mis en place au 1er janvier 2009, s'applique aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. Un décret paru en avril 2010 oblige les auto-entrepreneurs à s'inscrire au registre des métiers.

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.7. Défaillances d'entreprises par département

Unité : entreprise

	2009	2010	10/09 %	2010				Part en % départ. Aquitaine
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Dordogne	372	369	-0,8	1,0	50,0	-42,4	-7,5	13,3
Gironde	1 509	1 434	-5,0	0,2	-1,9	-13,2	-5,7	51,7
Landes	281	280	-0,4	2,9	10,4	-6,6	-9,5	10,1
Lot-et-Garonne	245	260	6,1	-1,5	6,6	12,5	7,4	9,4
Pyrénées-Atlantiques	480	429	-10,6	-20,8	-9,2	-10,9	3,0	15,5
Aquitaine	2 887	2 772	-4,0	-3,5	4,8	-13,5	-4,1	5,3

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

Unité : entreprise

	2009	2010	10/09 %	2010				Part en % Aquitaine France
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Aquitaine								
Industrie	232	178	-23,3	-18,5	-26,2	-44,6	-2,0	4,7
<i>dont : industrie manufacturière</i>	214	174	-18,7	-5,4	-24,1	-44,2	0,0	4,8
Construction	797	739	-7,3	-10,4	-6,2	-11,2	-1,0	5,4
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 066	1 097	2,9	-1,3	24,2	-10,0	0,4	5,9
<i>dont commerce</i>	711	682	-4,1	-8,8	14,3	-11,7	-9,0	6,0
Information et communication	66	43	-34,8	23,1	-47,6	-38,5	-57,9	3,3
Activités financières et d'assurance	37	38	2,7	-66,7	12,5	44,4	18,2	4,4
Activités immobilières	122	103	-15,6	8,6	-32,5	-33,3	-4,3	6,2
Activités de services	336	336	0,0	3,8	16,9	-6,4	-12,5	6,0
Enseignements, santé, action sociale	84	78	-7,1	0,0	61,5	-39,1	-20,8	6,6
Autres activités de services	147	160	8,8	18,6	6,1	9,1	0,0	5,7
Ensemble des activités	2 887	2 772	-4,0	-3,5	4,8	-13,5	-4,1	5,6

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

Les défaillances couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

3. Statut d'activité

3.2. Artisanat

3.2.1 Répartition des entreprises artisanales inscrites au répertoire SIRENE selon l'activité et la taille

Unité : entreprise

Aquitaine	2010				
	Total	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 sal. ou plus
Industries agroalimentaires	2 718	789	1 644	212	73
Autres industries, énergie	7 299	4 165	2 600	369	165
Travail bois, industrie du papier & imprimerie	1 244	616	517	77	34
Métallurgie & fab. produits métalliques sauf machines et équipements	741	254	359	80	48
Fab. textiles, industries habillement, cuir & chaussures	695	563	117	15	0
Fab. produits en caoutchouc et en plastique, & autres produits minéraux non métalliques	574	312	207	38	17
Fabric. de machines & équipements n.c.a.	313	114	156	31	12
Fabrication de matériels de transport	136	53	62	12	9
Gestion eau, déchets & dépollution	147	69	64	10	4
Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	91	36	48	6	1
Autres industries	3 358	2 148	1 070	100	40
Construction	26 354	15 527	9 785	779	263
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8 013	3 369	4 210	346	88
Transports	1 538	1 177	301	40	20
Services					
Hébergement et restauration	1 385	721	616	37	11
Information et communication	234	194	31	7	2
Activités financières et d'assurance	84	51	30	2	1
Activités immobilières	325	281	42	0	2
Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	481	198	258	17	8
Autres activ spécialisées scientif techniques	712	573	134	5	0
Activ services administratifs soutien	2 463	1 701	630	69	63
Enseignement, santé humaine, action sociale	409	117	177	93	22
Arts spectacles et activités récréatives	284	252	26	2	4
Autres activités de services	9 085	6 233	2 765	76	11
Ensemble entreprises artisanales	61 385	35 348	23 250	2 054	733

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Naf rév 2,2008

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ d'une année sur l'autre)

3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille par département

Unité : entreprise

	2010				
	Total	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 sal. ou plus
Dordogne	9 633	5 671	3 576	293	93
Gironde	24 572	14 344	9 085	817	326
Landes	7 656	4 335	2 955	275	91
Lot-et-Garonne	7 017	4 001	2 716	222	78
Pyrénées-Atlantiques	12 507	6 997	4 918	447	145
Aquitaine	61 385	35 348	23 250	2 054	733

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Naf rév2,2008 2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

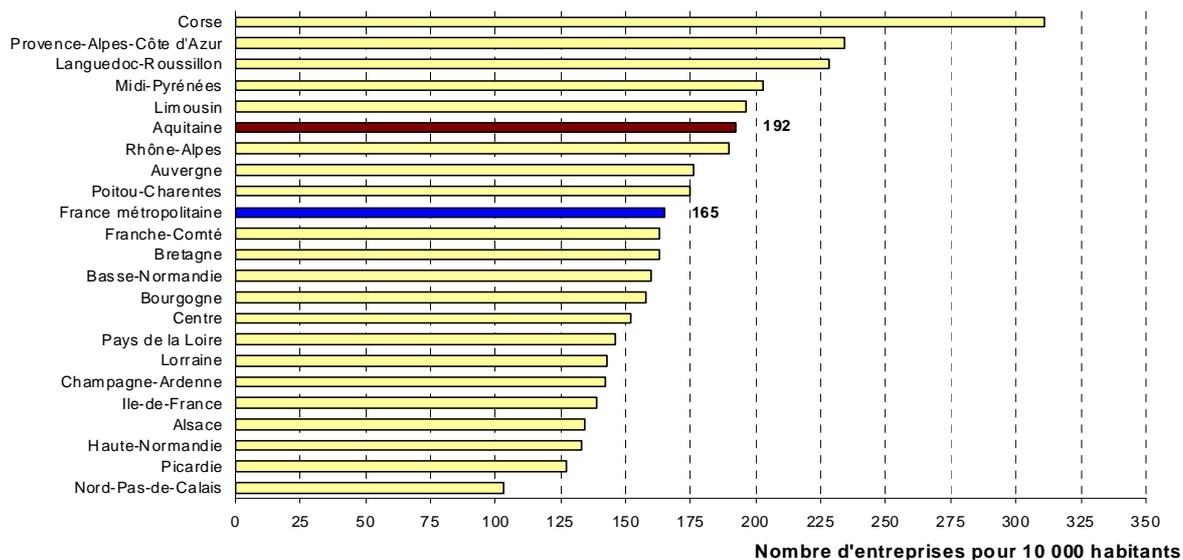
hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ d'une année sur l'autre)

3.2.4. Créations d'entreprises artisanales

	2010		
	Total	dont auto-entrepreneurs	% auto-entrepreneurs
Ensemble des activités	10 369	6 787	65,5
<i>dont :</i>			
IAA	164	50	30,5
Autres fabrications	935	631	67,5
Construction	4 845	3 054	63,0
Commerce ; répar. automobile & motocycle	717	352	49,1
Transports et entreposage	111	27	24,3
Hébergement et restauration	306	105	34,3
Information et communication	86	69	80,2
Activités de soutien aux entreprises	976	733	75,1
Admin. pub., enseign., santé & act. soc.	76	48	63,2
Autres activités de services	2 111	1 710	81,0

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Densité artisanale par région au 1er janvier 2010



Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements) - Sirene - stock au 1er janvier 2010 - Données semi-définitives

3. Statut d'activité

3.3. Professions libérales

3.3.1. Professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement

Unité : établissement

	2010		
	Total	dont 0 salarié*	dont 1 à 5 salariés
Aquitaine			
Ensemble des activités	30 966	26 708	3 841
Activités pour la santé humaine	18 997	16 709	2 132
Pratique médicale	6 392	5 293	1 099
Pratique dentaire	2 116	1 288	828
Pharmaciens	132	21	111
Laboratoires d'analyses médicales	91	41	50
Autres activités pour la santé humaine	10 266	10 066	44
Activités de soutien aux entreprises	6 626	5 328	1 153
Activités juridiques	1 868	1 384	484
Activités d'architecture	1 092	863	229
Conseils pour les affaires et la gestion	859	825	34
Activités comptables	364	244	120
Ingénierie, contrôle, analyses techniques	583	480	103
Activités vétérinaires	363	220	143
Traduction et interprétation	282	280	2
Autres activités de soutien aux entreprises	1 215	1 032	38
Activités financières et d'assurance	633	412	209
Enseignement	1 949	1 767	167
Activités récréatives et culturelles	640	630	10
Autres activités de service	2 121	1 862	170

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)
Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Naf 2008 rev 2

*yc. effectif non déclaré

3.3.2. Professions libérales selon la taille de l'établissement et le département

Unité : établissement

	2010		
	Total	dont 0 salarié*	dont 1 à 5 salariés
Dordogne	2 991	2 476	468
Gironde	15 216	13 266	1 773
Landes	3 044	2 604	403
Lot-et-Garonne	2 562	2 127	383
Pyrénées-Atlantiques	7 153	6 235	814
Aquitaine	30 966	26 708	3 841

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)
Stock au 1^{er} janvier 2010 : données semi-définitives - Naf 2008 rev 2

*yc. effectif non déclaré

Champ : les pharmaciens quel que soit leur statut, plus les sociétés d'exercice libéral, ainsi que les associés gérants des sociétés civiles professionnelles (SCP) et toutes les personnes physiques (travailleurs indépendants cotisant aux URSSAF), correspondant aux professions habituellement qualifiées de 'libérales'.

3. Statut d'activité

3.4. Economie sociale (employeurs)

3.4.1. Économie Sociale et Solidaire

Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles

	2009		Part sur ensemble (%)	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Aquitaine				
Coopératives du domaine agricole	522	4 361	4,4	3,9
Coopératives de crédit	829	8 611	6,9	7,6
Coopératives de production	77	966	0,6	0,9
Coopératives autres	158	3 128	1,3	2,8
Coopératives	1 586	17 066	13,2	15,1
Mutuelles régies par le code de la mutualité	261	3 381	2,2	3,0
Mutuelles régies par le code des assurances	77	1 626	0,6	1,4
Mutuelles	338	5 007	2,8	4,4
Associations du domaine social	1 940	46 442	16,2	41,3
Associations du domaine éducation-recherche	1 143	14 319	9,5	12,7
Associations de santé	159	5 168	1,3	4,6
Associations sportives	2 039	3 939	17,0	3,5
Associations de culture-loisirs	1 679	3 537	14,0	3,1
Associations d'hébergement-restauration	228	1 170	1,9	1,0
Associations de transports	9	17	0,1	0,0
Association de services aux entreprises	970	7 075	8,1	6,3
Autres associations	1 858	6 303	15,5	5,6
Associations	10 025	87 970	83,7	78,0
Fondations	30	2 773	0,3	2,5
Ensemble Économie sociale et solidaire	11 979	112 816	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3.4.2. Établissements employeurs et effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire par département

	2009		Part départ./ Aquitaine en %	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Dordogne	1 465	13 233	12,2	11,7
Gironde	4 878	48 493	40,7	43,0
Landes	1 484	10 746	12,4	9,5
Lot-et-Garonne	1 388	13 523	11,6	12,0
Pyrénées-Atlantiques	2 764	26 821	23,1	23,8
Aquitaine	11 979	112 816	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3.4.3. dont : Associations employeuses et effectifs salariés par département

	2009		Part départ./ Aquitaine en %	
	Associations employeuses	Effectifs salariés (au 31/12)	Associations employeuses	Effectifs salariés
Dordogne	1 180	9 131	11,8	10,4
Gironde	4 240	38 665	42,3	44,0
Landes	1 163	7 190	11,6	8,2
Lot-et-Garonne	1 090	10 793	10,9	12,3
Pyrénées-Atlantiques	2 352	22 191	23,5	25,2
Aquitaine	10 025	87 970	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3. Statut d'activité

3.5. Données sociales

3.5.1 Evolution des accidents du travail

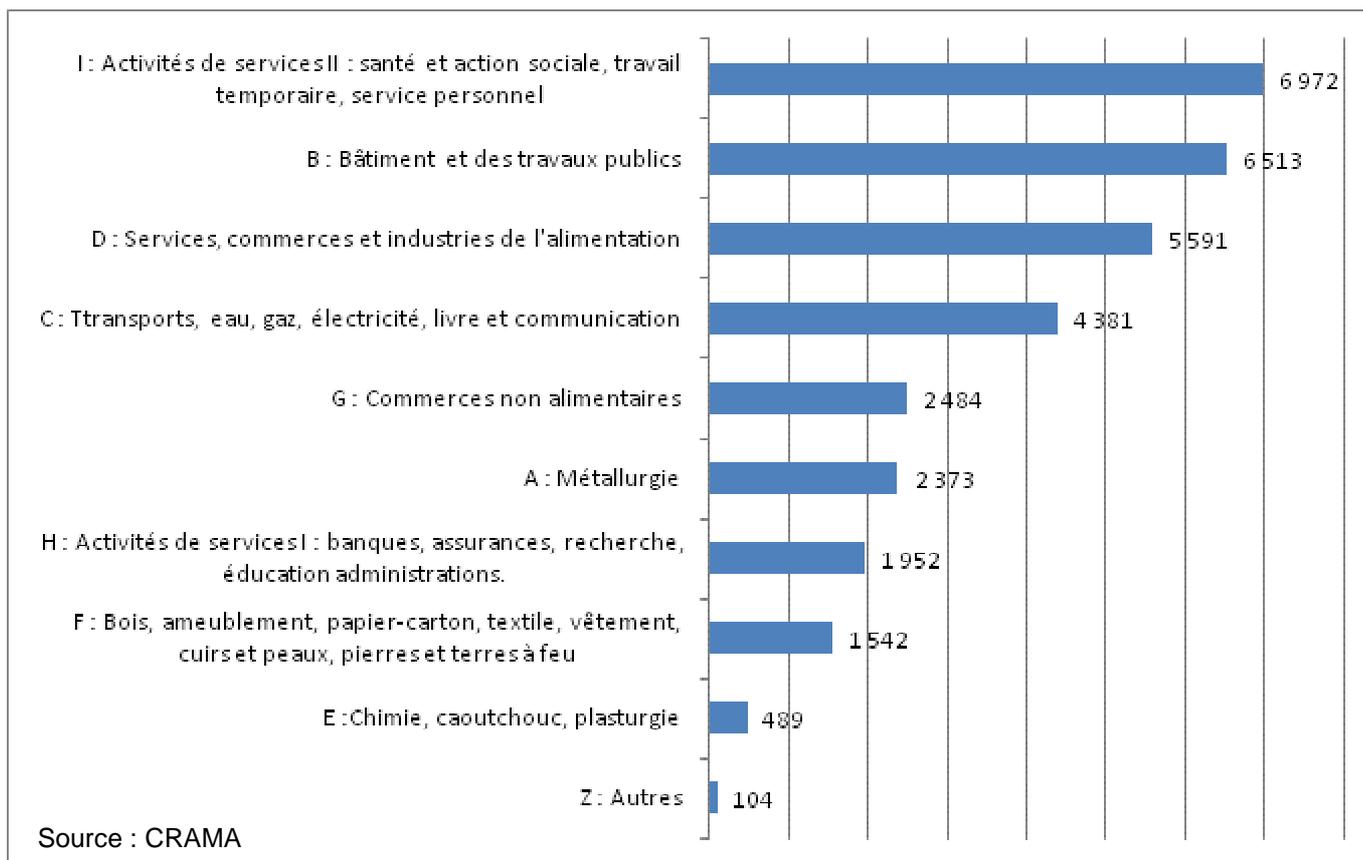
	2007	2008	2009	2010 ¹	Evolution
					2009 - 2010 (%)
Nombre de sections d'établissement	121 121	120 728	117 554	112 686	-4,1
Nombre de salariés	816 076	821 998	816 303	821 621	0,7
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	33 714	34 554	32 609	32 401	-0,6
Nombre d'accidents graves (avec incapacité permanente partielle)	2 092	2 228	2 305	2 329	1,0
dont nombre d'accidents mortels	23	25	26	25	-3,8
Nombre de journées perdues (pour incapacité temporaire)	1 554 188	1 727 902	1 703 781	1 685 110	-1,1
Somme des taux d'incapacité permanente partielle	22 523	24 051	24 736	24 872	0,5
Indice de fréquence ²	42,4	42,4	42,6	38,9	

¹résultats provisoires en cours de consolidation

²Quotien du nombre d'accidents du travail par le nombre de salariés (pour mille salariés)

Source : CRAMA

Nombre d'accidents du travail survenus en Aquitaine en 2010, répartis par secteur d'activité (CTN)



3.5.2. Foyers bénéficiaires du RSA (CAF) - Revenu de solidarité active

	au 31 mars	au 31 mars	évol	Part en %
	2010	2011	%	départ. Aquitaine
Dordogne	10 424	10 772	3,3	12,3
Gironde	39 597	42 223	6,6	48,4
Landes	8 317	8 713	4,8	10,0
Lot-et-Garonne	9 398	9 698	3,2	11,1
Pyrénées-Atlantiques	15 242	15 853	4,0	18,2
Aquitaine	82 978	87 259	5,2	4,8 ⁽¹⁾
France métro.	1 737 458	1 820 288	4,8	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA socle seul	au 31 mars	au 31 mars	évol	Part en %
	2010	2011	%	départ. Aquitaine
Dordogne	5 878	6 190	5,3	11,6
Gironde	24 641	26 037	5,7	48,7
Landes	5 263	5 556	5,6	10,4
Lot-et-Garonne	5 645	6 001	6,3	11,2
Pyrénées-Atlantiques	9 661	9 681	0,2	18,1
Aquitaine	51 088	53 465	4,7	4,5
France métro.	1 137 078	1 179 206	3,7	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA activité seul	au 31 mars	au 31 mars	évol	Part en %
	2010	2011	%	départ. Aquitaine
Dordogne	3 245	3 192	-1,6	14,1
Gironde	9 816	10 647	8,5	47,0
Landes	2 078	2 129	2,5	9,4
Lot-et-Garonne	2 577	2 551	-1,0	11,3
Pyrénées-Atlantiques	3 661	4 115	12,4	18,2
Aquitaine	21 377	22 634	5,9	5,1
France métro.	418 117	443 194	6,0	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA socle et activité	au 31 mars	au 31 mars	évol	Part en %
	2010	2011	%	départ. Aquitaine
Dordogne	1 301	1 390	6,8	12,5
Gironde	5 140	5 539	7,8	49,6
Landes	976	1 028	5,3	9,2
Lot-et-Garonne	1 176	1 146	-2,6	10,3
Pyrénées-Atlantiques	1 920	2 057	7,1	18,4
Aquitaine	10 513	11 160	6,2	5,6
France métro.	182 263	197 888	8,6	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Champ : nombre de bénéficiaires du RSA payés par les CAF

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

RSA : en place depuis juin 2009 (rsa socle, rsa activité, rsa socle et activité)

RSA socle : Les foyers bénéficiaires du « rSa socle seul » n'ont pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de leurs membres est en période de cumul intégral

RSA activité : Les foyers bénéficiaires du « rSa activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire.

RSA socle et activité : Les foyers bénéficiaires du « rSa socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire

3.5.3 Bénéficiaires d'aides au logement : APL, ALF et ALS

	au 31 mars		évol %	Part en %
	2010	2011		départ. Aquitaine
APL : Aide personnalisée au logement				
Dordogne	9 270	9 440	1,8	9,7
Gironde	48 910	50 794	3,9	52,3
Landes	7 539	7 819	3,7	8,1
Lot-et-Garonne	7 538	7 418	-1,6	7,6
Pyrénées-Atlantiques	21 339	21 589	1,2	22,2
Aquitaine	94 596	97 060	2,6	3,9 ⁽¹⁾
France métro.	2 413 364	2 458 661	1,9	///
ALF : Allocation de logement familiale				
Dordogne	8 206	8 469	3,2	13,9
Gironde	25 787	25 863	0,3	42,5
Landes	7 291	7 381	1,2	12,1
Lot-et-Garonne	8 041	8 154	1,4	13,4
Pyrénées-Atlantiques	11 013	11 033	0,2	18,1
Aquitaine	60 338	60 900	0,9	5,5 ⁽¹⁾
France métro.	1 107 629	1 107 828	0,0	///
ALS : Allocation de logement sociale				
Dordogne	15 079	14 908	-1,1	10,7
Gironde	73 039	72 631	-0,6	52,1
Landes	11 563	11 381	-1,6	8,2
Lot-et-Garonne	12 492	12 651	1,3	9,1
Pyrénées-Atlantiques	28 339	27 711	-2,2	19,9
Aquitaine	140 512	139 282	-0,9	6,8 ⁽¹⁾
France métro.	2 020 882	2 041 498	1,0	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Champ : nombre de bénéficiaires de l'allocation payés par les CAF.

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

L'aide personnalisée au logement (**Apl**) s'adresse à des locataires aux revenus modestes, avec un logement est conventionné ou aux propriétaires qui remboursent un prêt PAP, PAS, ou PC.

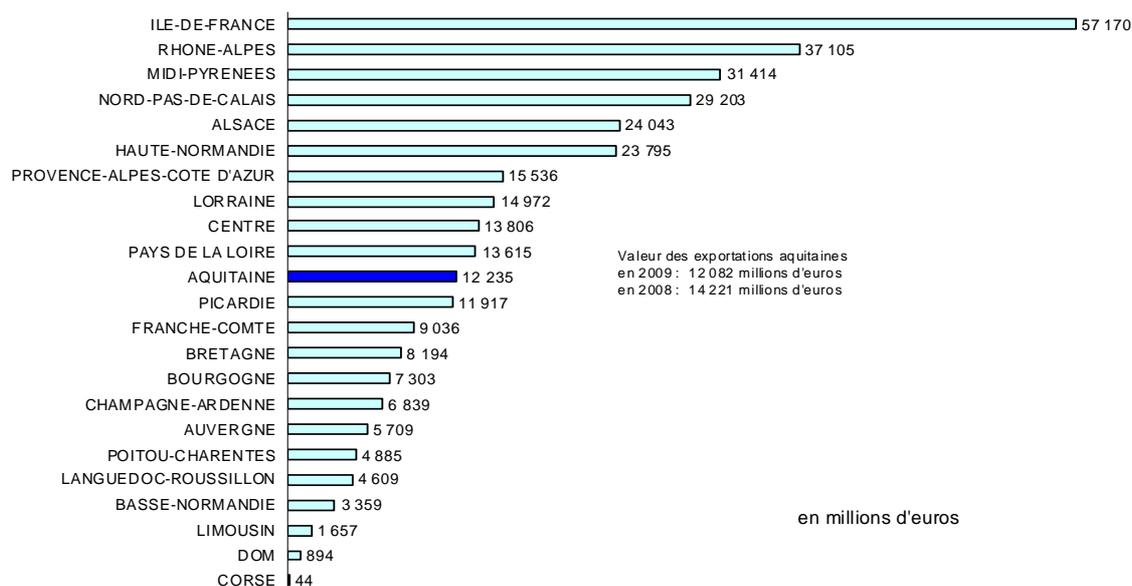
L'allocation de logement familiale (**Alf**) concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Apl et qui :

- . ont des enfants (nés ou à naître) ou certaines autres personnes à charge
- . ou forment un ménage marié depuis moins de 5 ans, le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints.

L'allocation de logement sociale (**Als**) s'adresse aux ménages qui ne peuvent bénéficier ni de l'Apl, ni de l'Alf.

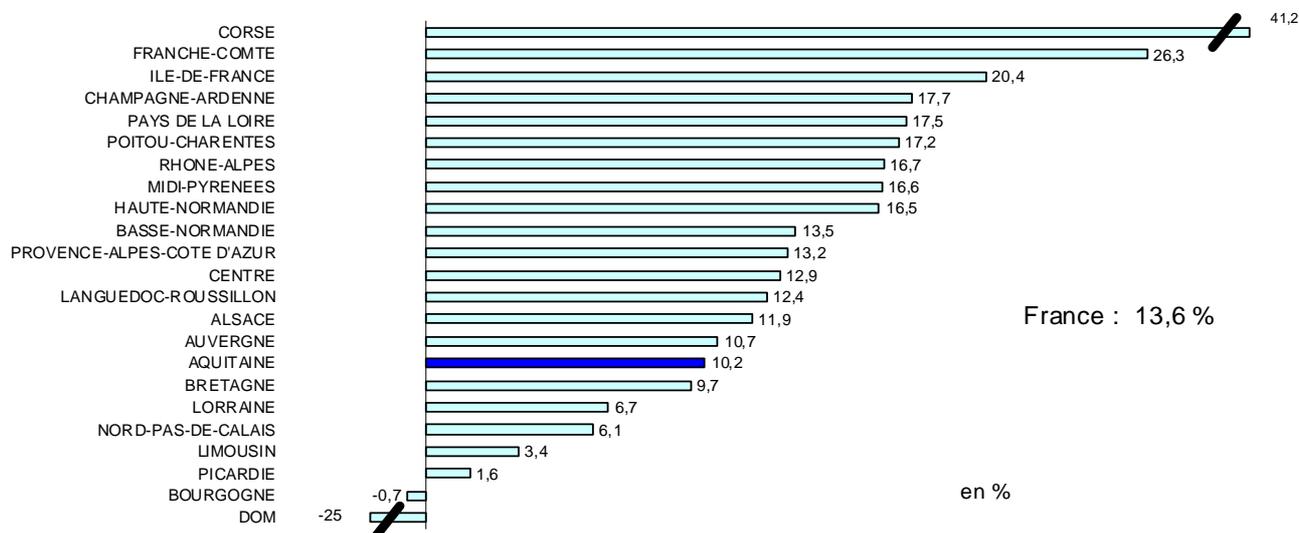
Comparaisons régionales

Valeur des exportations sur 12 mois (2t 2009-1t 2010)



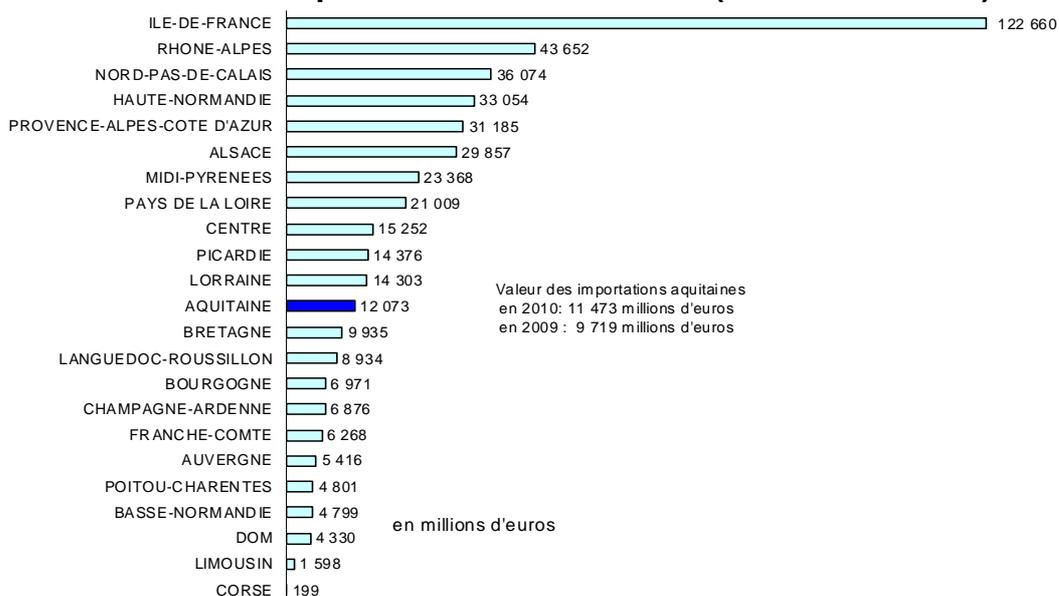
Source : Direction générale des douanes (exploitation 14 juin 2010)

Évolution de la valeur des exportations entre 2009 et 2010



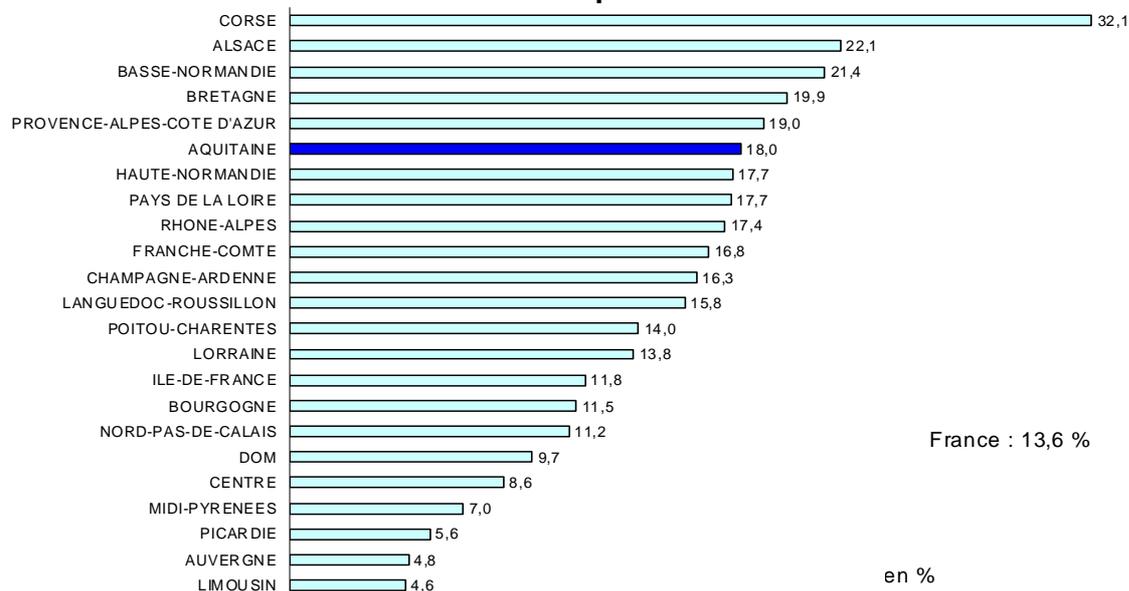
Source : Direction générale des douanes (exploitation 8 juin 2011)

Valeur des importations sur 12 mois (2t 2010-1t 2011)



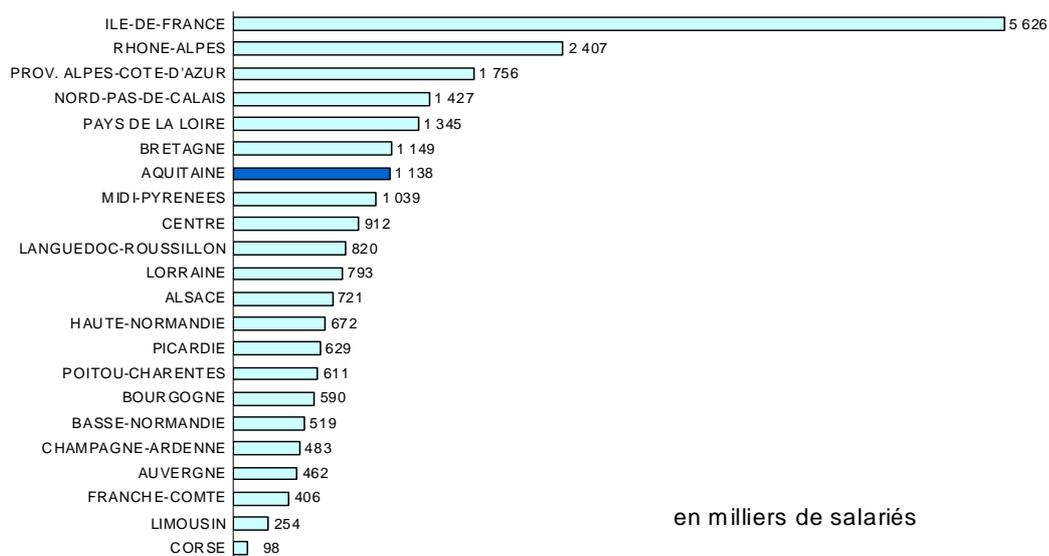
Source : Direction générale des douanes (exploitation 8 juin 2011)

Évolution de la valeur des importations entre 2009 et 2010



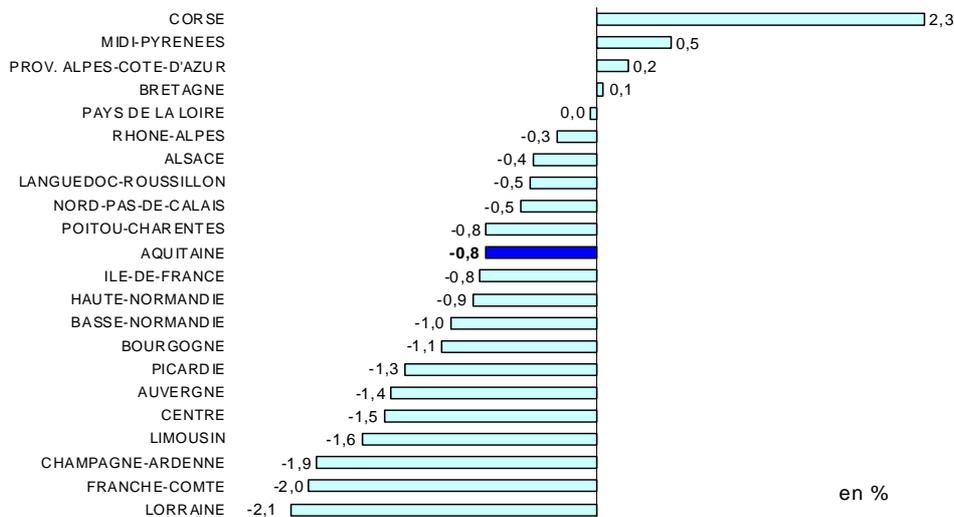
Source : Direction générale des douanes (exploitation 8 juin 2011)

Emploi salarié au 31 décembre 2008



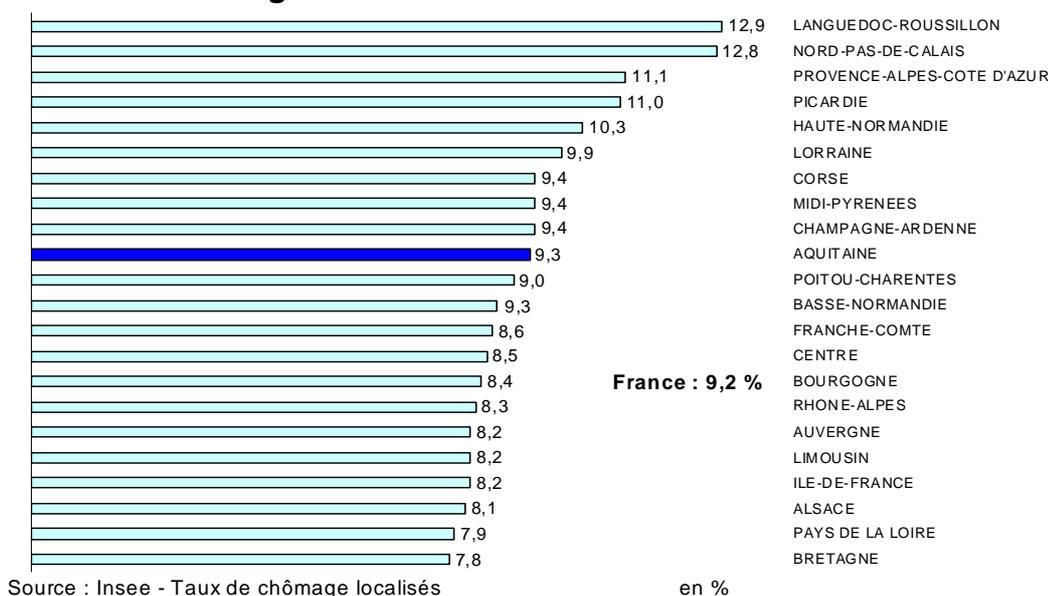
Source : Insee - Estimations d'emploi salarié total (provisoire)

Evolution de l'emploi salarié entre 2007 et 2008

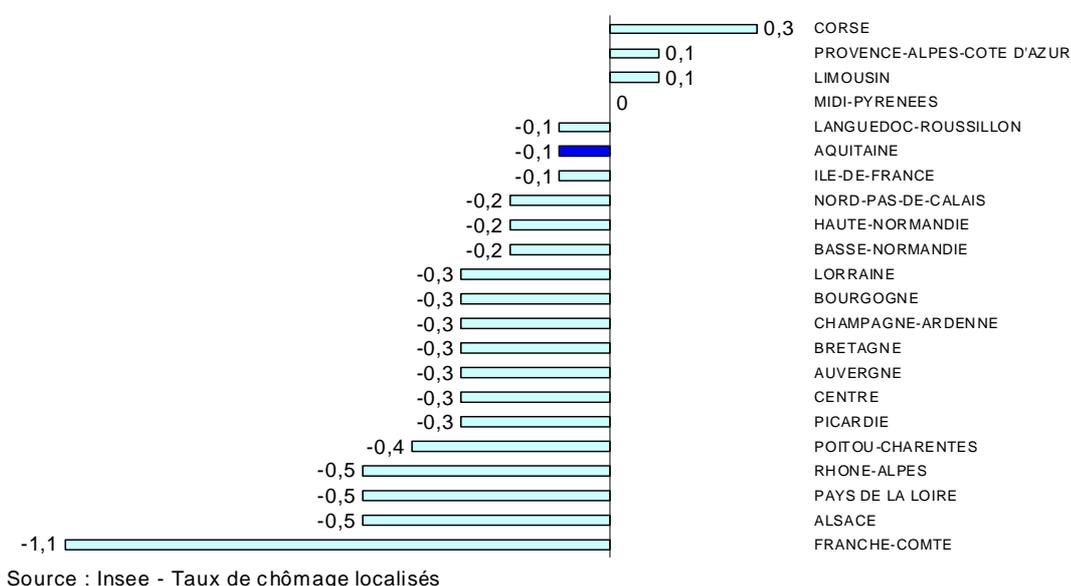


Source : Insee - Estimation de l'emploi salarié total (définitif 2007 et provisoire 2008)

Taux de chômage localisés au T1 - 2011

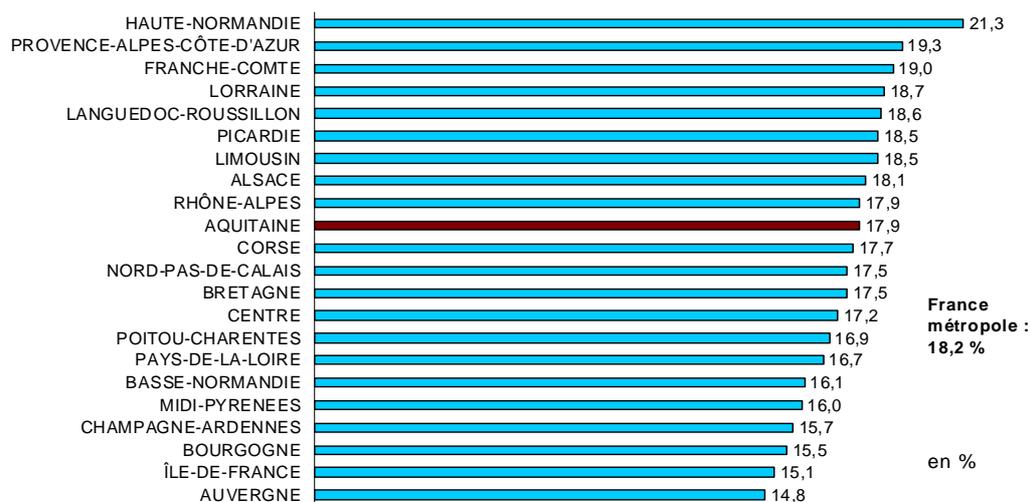


Écart en points des taux de chômage entre T1 - 2010 et T1 - 2011



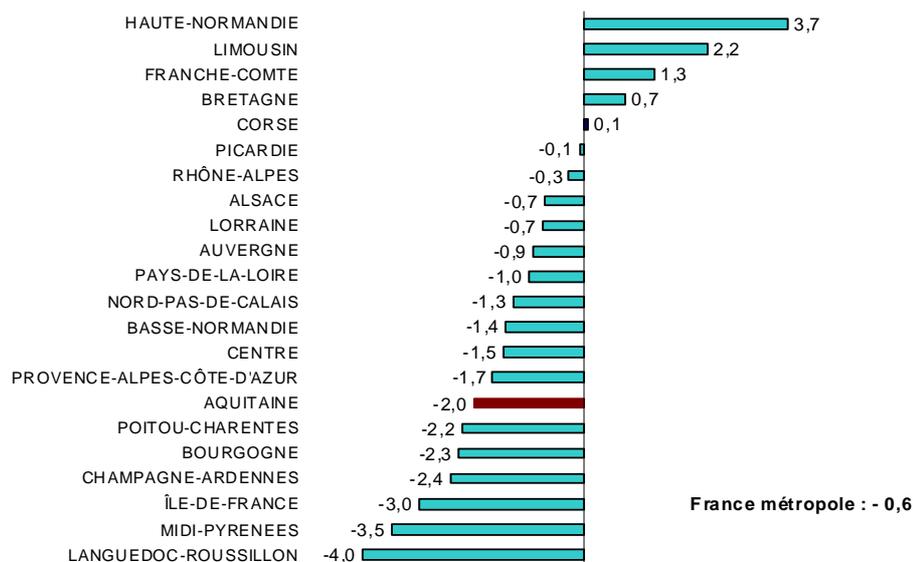
Les séries de taux de chômage localisés sont établies selon une nouvelle méthode qui tient compte des changements méthodologiques intervenus au niveau national. Il s'agit de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

Taux de création en 2010



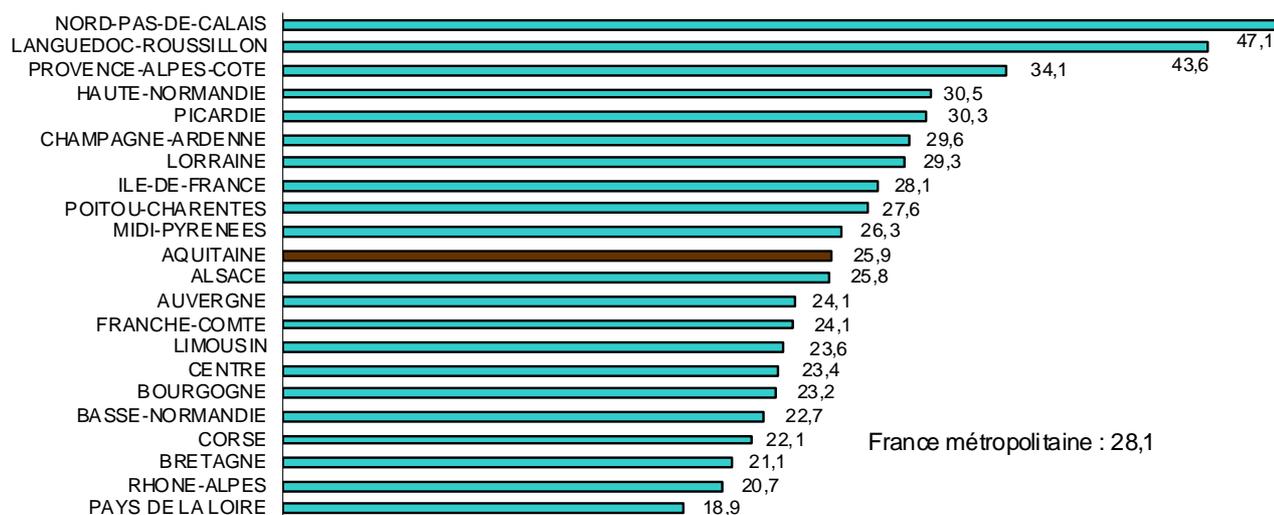
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Écart en points des taux de création entre 2009 et 2010



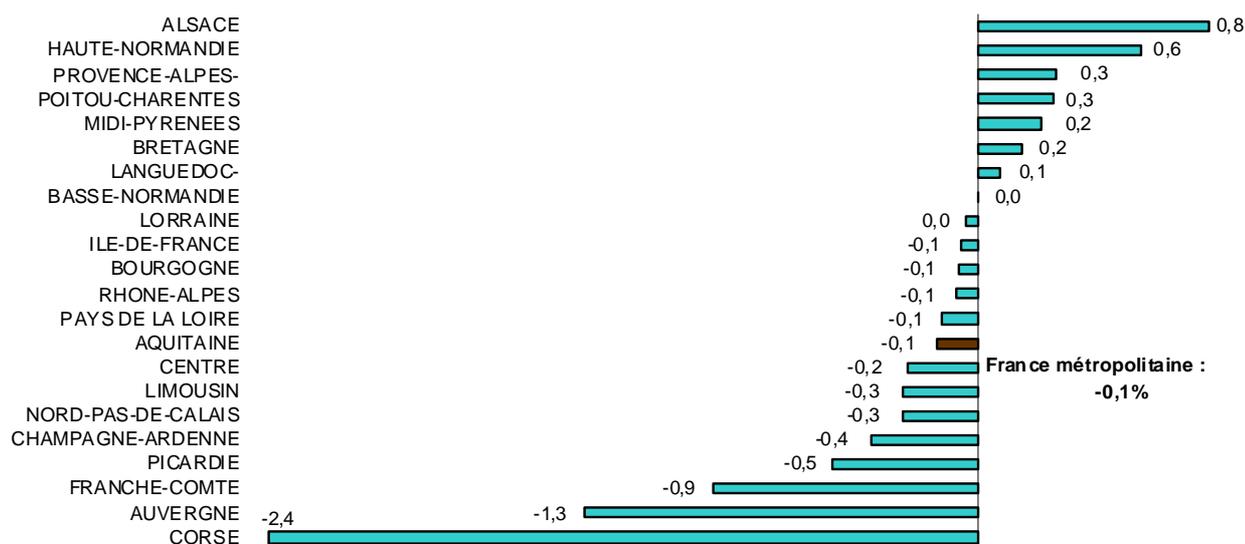
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Bénéficiaires du RSA pour 1000 habitants en septembre 2010



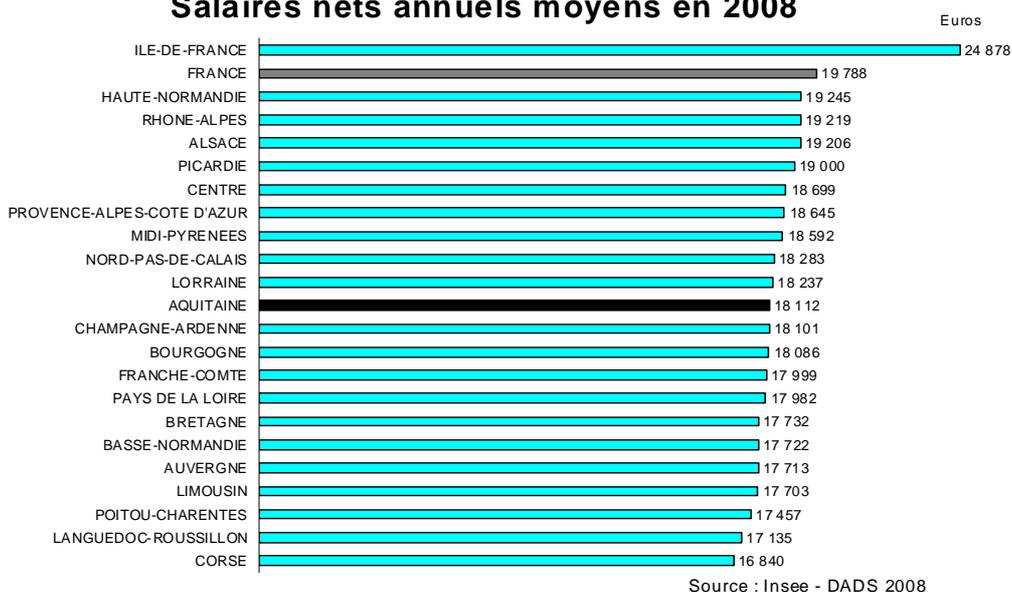
Source : Insee - Caisse d'allocations familiales

Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA entre juin et septembre 2010

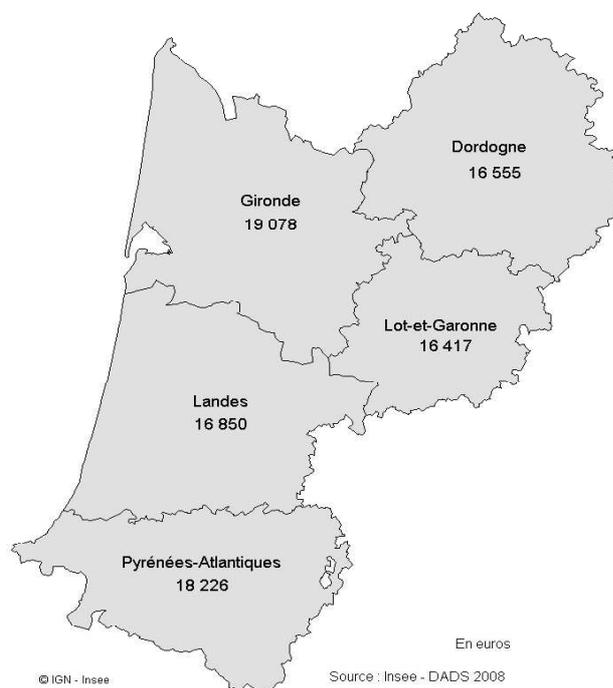


Source : Insee - Caisse d'allocations familiales

Salaires nets annuels moyens en 2008



Salaires net annuels moyens en Aquitaine en 2007



Salaire annuel moyen net : quotient de la masse salariale nette totale perçue au cours de l'année par le nombre total de salariés.

Champ : Le salaire net (de prélèvements sociaux) est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Calculé dans les secteurs privé et semi-public à partir du salaire net fiscal disponible sans la DADS. Il est net de toutes cotisations sociales, y compris CSG (contribution sociale généralisée) et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale). Il ne comprend pas les participations (qui ne sont pas imposables). Le champ de l'exploitation statistique (DADS) couvre l'ensemble des employeurs à l'exception de la fonction publique d'Etat et des particuliers-employeurs. Le champ de la publication des résultats exclut également les apprentis, les stagiaires et les emplois aidés, les agents des collectivités territoriales ainsi que les dirigeants salariés de leur entreprise.

Montant mensuel moyen des retraites du Régime général en Aquitaine au 31 décembre 2009



Montant moyen des retraites : quotient du montant des sommes versées par le nombre moyen de retraités.

Montant des retraites : La prestation servie correspond à la prestation de base plus l'allocation supplémentaire :

-La prestation de base comprend : la retraite de base (retraite du régime général) et les compléments de pension (majoration pour enfants de 10%, pour conjoint à charge, pour tierce personne et avantages spécifiques).

-L'allocation supplémentaire tend à procurer à toute personne âgée un montant minimum de ressources uniforme quel que soit le régime auquel elle est rattachée. Son attribution est subordonnée à une condition de ressources.

Régions : le découpage régional correspond à celui des caisses régionales d'assurance maladie.

Dossier

(disponible uniquement au format pdf)

Note de conjoncture régionale Rapport économique - Indicateurs statistiques

Cette "Note de conjoncture régionale", réalisée par la Direction régionale d'Aquitaine, présente la contribution de l'Insee aux travaux du Conseil économique, social et environnemental portant sur la conjoncture économique de l'Aquitaine en 2010 ainsi que sur les premiers mois de 2011.

Ce document comprend des synthèses rédigées, illustrées de nombreux graphiques et des indicateurs statistiques.

La "Note de conjoncture régionale" s'adresse à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre, analyser et anticiper l'économie en Aquitaine.



Directeur de la publication : **Jean-Michel Quellec**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Minitel : 3617 INSEE - Internet : www.insee.fr

© Insee 2011 - Dépôt légal : 3^e trimestre 2011

Composition : Insee Aquitaine